

LA REVUE DU CAIRE

ORGANE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ÉCRIVAINS
DE LANGUE FRANÇAISE
(Section d'Égypte)

	Pages.
GÉRAUD JOUVE.....	Mon séjour chez les Nazis..... 217
GASTON WIET.....	Responsabilités 243
MAHMOUD TEYMOUR.....	La couronne de carton..... 272
ALEXANDRE KOYRÉ.....	Introduction à la lecture de Platon (<i>fin</i>)..... 281
ALEXANDRE PAPADOPOULO..	Un Philosophe entre deux défaites (<i>suite</i>)..... 302

ÉGYPTE : 7 PIASTRES

LIBRAIRIE HACHETTE

CAPITAL 110 MILLIONS DE FRANCS



Le plus grand choix de volumes,
revues et journaux français
et en toutes autres langues



Dépositaire des ouvrages

LAROUSSE



Succursales ou Dépositaires
dans toutes les principales villes
du Proche-Orient



La Librairie Hachette est acheteuse
de tous les exemplaires n° 1 de la *Revue du Caire*

LES BAS

KAYSER

SONT ARRIVÉS

CHEZ

CICUREL

R. C. 26426

KELVINATOR



- **Glacières électriques**
de toutes dimensions
- **Armoires et Chambres**
frigorifiques
- **Appareils à conditionnement d'air**

VISITEZ LES MAGASINS D'EXPOSITION

The **Tractor & Engineering Co.** S.A.E.

(Inc. MOSSÉRI, CURIEL and Co.)

LE CAIRE
140, Rue Emad-el-Din
R. C. 8419



ALEXANDRIE
7, Rue de la Gare du Caire
R. C. 8123

LA REVUE DU CAIRE

MON SÉJOUR CHEZ LES NAZIS.

Au lendemain de l'incorporation au Reich du territoire de Memel, le Voelkischer Beobachter, organe central du parti nazi, proclamait fièrement, en enregistrant cette nouvelle conquête, que le point le plus septentrional du Reich grand-allemand serait désormais le petit village de Nimmersatt dans le territoire de Memel. Or, « Nimmersatt » signifie, en bon français : « jamais rassasié ». Tout un programme...

Au lendemain de l'Anschluss de l'Autriche, devant les réactions défavorables de l'opinion mondiale, l'éditorialiste de la Deutsche Allgemeine Zeitung, M. Silix écrivait en substance ceci : « Nous savons que le monde ne nous aime pas, mais de même que nous avons réussi à imposer le respect, nous finirons bien par imposer l'amour. » Ces mots pleins de désolation, sous le masque de la puissance, quel autre qu'un journaliste allemand (je ne dis pas nazi) aurait pu les écrire? Quel beau sujet pour une fresque à l'antique : la Germania, nue, casquée et bottée, un glaive à la main, à la poursuite de l'amour!

J'évoquerai encore ce haut fonctionnaire de la section de presse du Ministère des Affaires Étrangères que j'interrogeais, lors de mon arrivée à Berlin, en décembre 1937, sur les relations du Reich nazi avec l'impérialisme nippon. Un ancien ministre de l'intérieur nippon venait de faire paraître, dans une revue de son pays, un article retentissant, accueilli dans le monde entier, surtout en Angleterre, en France et aux États-Unis comme une déclaration de guerre du Japon à la race blanche

tout entière. Je voulais connaître l'opinion des milieux officiels nazis. Le haut fonctionnaire interrogé ne manquait pas d'arguments pour dégonfler l'indignation un peu factice qui s'était étalée dans la presse anglo-saxonne en face de la collaboration des Aryens nazis avec l'impérialisme jaune. Cependant, ce ne fut pas sans m'étonner qu'il me déclara textuellement : « Sachez bien que, pour nous, les Russes ne sont pas des Blancs et les Japonais ne sont pas des Jaunes. » Vertu de la propagande, je l'ai cru sur parole.

Ce sont là vérités d'une propagande qui s'oublie et retrouve ainsi une sorte de sincérité seconde. Nâiveté aussi, sous le masque de la rouerie sentimentale du propagandiste, cette affirmation de l'organe nazi, Bukarester Tageblatt, du 3 septembre 1940, pour justifier la sentence arbitrale de Vienne, amputant la Roumanie de quelque 44.000 kilomètres carrés : « L'État d'esprit dans lequel l'Allemagne a prononcé cette sentence est celui du chirurgien qui opère son propre enfant. »

La propagande, au point où l'a conduite le régime nazi, finit par tellement contaminer les exécutants eux-mêmes qu'ils en oublient leur rôle et redeviennent ainsi sincères. Le moment vient alors, quant à moi, où ils commencent à énoncer des vérités significatives. J'en ai eu le sentiment presque physique, le 17 septembre 1940, lorsque la propagande allemande contesta avec une extrême virulence le tableau de chasse de la Royal Air Force du 16 septembre, comportant près de deux cents avions allemands abattus dans une journée. Lorsque j'entendis la radio allemande annoncer que le Reichsmarschall Hermann Goering, l'Infant du Troisième Reich, était allé survoler Londres, j'eus immédiatement la certitude que le tableau de chasse de la R. A. F. correspondait à la réalité. Que Goering fût allé survoler Londres, ou bien que la nouvelle ait été donnée simplement pour encourager les aviateurs nazis, peu importait. Le fait que la propagande allemande jugeait nécessaire de publier une telle nouvelle équivalait, pour moi, à un aveu des pertes du jour précédent.

RENCONTRES AVEC HITLER.

Le Führer du Troisième Reich, on peut dire qu'on le rencontre en Allemagne, à tous les tournants, bien qu'il manifeste un penchant de plus en plus vif pour la solitude, une tendance de plus en plus forte à se retirer sur son Sinaï bavarois pour y dicter ses commandements. Je l'ai vu réfracté dans tant de personnages de tout poil, je l'ai vu copié tant de fois, je l'ai aperçu et rencontré si souvent, avant et après son accession au pouvoir, que je n'ai aucune hésitation à affirmer que je le connais. J'ai eu l'honneur, partagé, il est vrai, avec une dizaine de journalistes étrangers, de déjeuner à sa table, à Nuremberg, pour la séance de clôture du Congrès National-Socialiste de 1938.

Tout le long du chemin, dans la voiture qui nous ramenait de la manifestation centrale vers le Burg, pour le déjeuner, assis à côté d'Alfred Rosenberg, j'ai recueilli ma part des ovations qui montaient vers lui comme une marée; j'ai vu une femme, rompant on ne sait comment le double barrage de miliciens S.S., rejetée brutalement par les gardes du corps avant qu'elle ait pu toucher le Führer merveilleux. Elle faillit passer sous notre voiture.

Vu de près, Hitler apparaît comme un homme aux chairs flasques, aux hanches trop larges d'androgynie, au regard hésitant et qui ne prend de l'assurance qu'à mesure qu'il entre en transe. Le bas du corps est évasé, faisant ressortir les épaules étriquées.

Hitler, qui venait de magnétiser quelques centaines de milliers d'Allemands, m'apparut sur le balcon du Burg de Nuremberg où une douzaine de journalistes étrangers le tenaient sous le feu convergent de leurs regards, comme un être désarmé et timide. Il retrouva graduel-

lement toute son assurance. Il prit prétexte de l'admirable panorama de cette ville pour détourner nos regards et commencer à parler, lentement d'abord, avec des hésitations, puis de plus en plus vite et comme sans retouches. Il nous dit ce qu'il voulait faire de cette ville, comment il entendait juxtaposer la nouvelle capitale des congrès nazis à la vieille ville. Il nous assura que le caractère unique de la vieille cité ne serait pas altéré par ces adjonctions mais qu'au contraire il se proposait d'éliminer du centre des bâtisses plus récentes qui dépareraient l'ensemble. Lancé sur l'architecture, Hitler est intarissable.

Il en vint ensuite à l'art dégénéré dont on présentait alors une exposition ambulante contenant, à côté de spécimens horribles, quelques toiles d'un goût très sûr et, comme certains journaux étrangers avaient affirmé que le Reich vendait à l'étranger des toiles précieuses pour se procurer des devises et acheter des stocks de matières premières et de denrées, Hitler, maintenant lancé à fond, s'écria violemment : « Non, ce n'est pas vrai ; nous n'avons pas besoin d'acheter à l'étranger des céréales. Nous produisons ce qu'il nous faut. Le blocus dont on nous menace est une blague. Nous ne céderons pas à une menace de blocus. Si les étrangers veulent nous acheter les fameux « chefs-d'œuvre » de l'art dégénéré, eh ! bien, tant mieux. Je pourrai, moi, avec cet argent, me procurer quelques toiles du *quattrocento* qui manquent aux collections allemandes. Mais, pour ce qui est des céréales, on ne nous affamera pas. »

Ces affirmations concernant le blocus répondaient alors aux préoccupations des dirigeants nazis qui envisageaient l'opération de force contre la Tchécoslovaquie. Il nous fut impossible de ramener le Führer sur le terrain politique qu'il avait effleuré ainsi dans l'ardeur de la conversation.

L'homme est plus retors et plus rusé qu'on ne le pense généralement, même à l'étranger. Je ne m'étendrai

pas sur ses particularités physiologiques. Sur ce point, les histoires les plus absurdes ont été lancées. Le Führer, affirment tous les familiers de la Chancellerie, ne connaît pas les femmes. De temps à autre, il en fait venir une, de préférence très jeune, la retient à dîner et la bourre de sucreries dont il fait d'ailleurs, lui-même, un usage immodéré. C'est, dit-on, sa seule passion. La jeune fille est reconduite le plus souvent après le dîner et les familiarités du Führer se bornent à des attouchements timides, furtifs : un doigt sur la nuque, un pinçon sur la joue.

Les inhibitions physiologiques de Hitler expliqueraient sans doute certains comportements. En l'étudiant de près, d'après les indications de certains de ses familiers, j'ai été frappé davantage par ses inhibitions sociales et artistiques qui, peut-être, du point de vue psychanalytique, résultent des particularités physiologiques.

Il faut surtout évoquer, pour comprendre Hitler, ses déboires de petit bourgeois autrichien arrivant, sans argent et sans recommandations, dans la Vienne impériale et royale, muni, pour tout bagage, de prétentions artistiques. Dans ce milieu snob et fermé où les nobles hongrois tenaient le haut du pavé, Hitler a connu la misère et les humiliations. De là sa haine forcenée contre l'aristocratie hongroise et contre le régime de Dollfuss. De là sa haine de l'Autriche traditionnelle. A Vienne, le petit bourgeois autrichien aux prétentions artistiques s'est senti brimé par un régime social indifférent à ses problèmes. Sa rancune, un des traits constants de son caractère, a pris un accent social revendicatif. Lors de l'*Anschluss*, Hitler avait décidé de transférer la capitale de l'Autriche à Linz, la ville où il a passé son enfance, pour détrôner Vienne, théâtre de ses premières déceptions, de ses plus amères rebuffades. Réflexion faite, et sur l'avis de ses collaborateurs effrayés, le Führer préféra faire disparaître tout simplement l'Autriche comme entité territoriale, rayant jusqu'au nom qui fut remplacé par celui d'*Ostmark* (marche orientale).

A côté de cette rancune foncière qui explique les aspects petit bourgeois du national-socialisme, Hitler est hanté par la légende et par l'exemple de Napoléon. Ce qui le rapproche de Napoléon, c'est surtout la frayeur sacrée que lui inspire l'Angleterre. Dans *Mein Kampf*, Hitler prêche la collaboration de l'Allemagne avec l'Angleterre, parce que, à ce moment, il désespère de venir à bout de l'île autrement que par la flatterie. Il essaie de gagner encore les Anglais en leur envoyant Ribbentrop. On s'est demandé souvent, à l'étranger, quel était le secret de l'ascendant exercé par Ribbentrop sur Hitler. Tout ce que j'ai pu recueillir dans l'entourage des deux hommes permet d'affirmer que Ribbentrop se maintient dans les bonnes grâces de Hitler parce qu'il a su le libérer de son complexe de peur en face de la puissance anglaise. Il réussit à le persuader que l'Angleterre est moins forte qu'elle ne le paraît, moins dangereuse qu'il ne le craint. Périodiquement, Hitler retombe sous l'emprise de sa terreur sacrée. Il est alors pris de crises violentes de découragement. Ribbentrop est appelé à son chevet. Il le gonfle, lui inspire confiance en lui dépeignant l'état social de l'Angleterre et son équipement industriel comme surannés. Il lui démontre que l'effondrement de l'Empire est proche ; il assure qu'il suffit de donner un coup de pouce au bon moment et il représente à Hitler la gloire qu'il recueillera à être devant l'histoire l'exécuteur de cette liquidation fatale. Des échos de ces regonflements périodiques pourraient être trouvés dans tous les discours de Hitler au cours des dernières années. Lorsque Ribbentrop a réussi à lui redonner confiance, Hitler est pris de l'envie de la crier au monde, à son peuple, qui souffre aussi du même complexe de peur envers l'Empire britannique. Cependant, la fin de Napoléon préoccupe le Führer. Il aime bien être comparé à celui qui voulut unifier l'Europe, mais jusqu'à Austerlitz seulement. Des articles nombreux inspirés directement par la Chancellerie ont paru sur ce thème, dans la presse allemande. Les in-

structions « venues de très haut », comme disaient les fonctionnaires nazis, étaient impératives à cet égard. Les publicistes nazis avaient tout loisir d'établir des parallèles flatteurs entre le Corse et l'Autrichien, mais ils devaient souligner les différences profondes entre les deux siècles et les deux peuples afin d'aboutir à la conclusion nécessaire que la fin du Corse ne préjugait en rien du sort de l'Autrichien. Les fonctionnaires nazis m'ont rappelé souvent ces différences. Napoléon, héritier de la Révolution française, bourgeoise et individualiste, se servait d'un instrument, le peuple français, qui ne possédait déjà plus la densité ethnique nécessaire pour jouer le grand rôle que son maître lui avait dévolu. Selon les commentateurs nazis, inspirés par l'ermite de Berchtesgaden, Napoléon aurait ignoré les lois raciales et spatiales, conquêtes de la science politique allemande moderne. Les lois raciales, en prétendant imposer à l'Europe la loi du peuple français qui manquait du nombre et de la vitalité nécessaire ; les lois spatiales, en se lançant à la conquête de la Russie avant d'avoir abattu l'Angleterre. Napoléon aurait commis la faute de se laisser entraîner à la poursuite des armées russes en retraite, dans des espaces incontrôlables. Le Troisième Reich, affirmait-on dans l'entourage de Hitler, même après l'effondrement de l'Angleterre, ne commettrait pas cette faute, n'oublierait pas cette leçon. Il se contenterait de paralyser le grand empire moscovite comme font certains insectes avec des proies infiniment plus grosses qu'eux-mêmes, en le frappant aux centres nerveux qui sont : l'Ukraine, grenier à blé et le Caucase, réservoir des carburants dont l'économie soviétique ne peut plus se passer. « A quoi bon conquérir Moscou, s'écriaient mes interlocuteurs nazis, lorsque nous pouvons imposer notre loi à l'Empire stalinien par téléphone, commodément, de Berlin, dès que nous contrôlerons l'Ukraine et le Caucase ? »

Les rancœurs sociales de Vienne, l'exemple de Napoléon, la peur de l'Angleterre constituent toujours les

données essentielles de l'action politique hitlérienne. Sur le plan social, les expériences viennoises font de Hitler un révolutionnaire qui domine ses tendances anarchiques de petit bourgeois déraciné en proclamant la nécessité du racinement. La vie et la fin de Napoléon sont pour lui un avertissement constant. Le socialisme hitlérien de petit bourgeois et les enseignements du mythe napoléonien se rejoignent et se confondent dans la haine contre l'Angleterre.

Par bien des côtés, Hitler apparaît comme un Bismarck hystérique, manquant du correctif de la tradition prussienne. Il marque un mépris absolu pour les spécialistes. Ayant acquis quelques notions d'architecture, il se complaît à mettre ses architectes dans l'embarras. Albert Speer, son architecte en chef, a souvent déclaré qu'il était extrêmement difficile de travailler avec le Führer qui, au dernier moment, n'hésite pas à exiger des modifications à une porte ou à une fenêtre qui ne lui conviennent pas, sans se douter le moins du monde que l'ordonnance de l'édifice en est bouleversée de fond en comble. Naturellement, les courtisans s'extasient et parlent d'inspirations géniales, mais les spécialistes, même s'ils se taisent, sont d'un autre avis. Albert Speer, lorsque fut terminée, en janvier 1939, la chancellerie de Berlin, exprima sa satisfaction de voir les généraux prendre la place des architectes dans les conciliabules nocturnes que le Führer réunit pour tromper ses insomnies.

Des généraux allemands ont rapporté (et plusieurs films documentaires nazis sont significatifs à cet égard) que le Führer, après quelques séances de travail sur des plans de batailles, aimait à jouir de l'embarras de ses chefs militaires. Recevant les rapports confidentiels de la Gestapo et du Deuxième Bureau sur les armes nouvelles expérimentées à l'étranger, il prenait un malin plaisir à interroger tel ou tel général et à lui prouver qu'il était un ignorant fieffé dans sa propre spécialité. Un film docu-

mentaire allemand l'a montré enlevant brutalement le crayon des mains du maréchal von Brauchitsch qui s'es-crimait, devant lui, en compagnie de von Keitel, à tracer les limites de l'occupation allemande en France. On peut voir le Führer tracer, sans l'ombre d'une hésitation, d'un seul trait, une ligne définitive, jeter dédaigneusement le crayon sur la table, entre les deux maréchaux, tourner le dos en haussant les épaules de l'air bougon d'un pédagogue cuistre qui vient de corriger le devoir d'un mauvais élève.

Hitler, malgré son origine autrichienne, symbolise l'Allemagne éternelle, parce qu'il réunit en lui les plus significatives inhibitions allemandes. Dernière venue des grandes nations européennes avec l'Italie, l'Allemagne s'était toujours sentie mal à l'aise dans le cercle des grandes puissances. Elle avait toujours eu l'impression, même sous le deuxième Reich de Guillaume II, qu'on ne lui faisait pas, dans le monde et en Europe, la place à laquelle elle avait droit. De puissants complexes d'infériorité nationale ont dominé la politique allemande des cinquante dernières années et ont contribué fortement à l'essor du national-socialisme. Avec ses rancunes sociales de petit bourgeois, ses prétentions artistiques, ses rêves de grandeur qui subliment ses accès de dépression, Hitler personnifie assez bien l'Allemand moyen. Il prétend aimer Wagner, parce que la musique wagnérienne passe pour l'expression achevée de l'art musical allemand et aussi parce que Winifred Wagner fut une de ses premières protectrices. En fait, on peut le voir s'ennuyer aux concerts qu'il honore de sa présence.

Le hasard me conduisit un jour, après l'*Anschluss*, au premier concert donné à Berlin, sous la direction du maître Furtwaengler, par l'orchestre symphonique de Vienne, récemment rédimé. Le Führer, assis non loin de moi, dans une loge, ne cessait de mâchonner des bonbons. Il manifesta, dans l'ombre de sa loge, l'ennui le plus profond. Les musiciens autrichiens, ses frères

rédimés, lui infligèrent, à leur sortie un affront peu banal. Le concert terminé, cependant que Hitler, debout dans sa loge, donnait toujours l'exemple de la reprise des applaudissements, l'orchestre s'écoula lentement. Un seul musicien, le dernier (je crois bien que c'était l'homme de la grosse caisse) salua le bras tendu en quittant l'estrade pour gagner la porte. Tout le temps que dura la sortie, il se tint ainsi, le bras tendu, soulignant, par son geste, la négligence coupable des autres musiciens viennois qui défilaient lentement sans un regard vers la loge où leur libérateur continuait à applaudir. Durant tout ce concert, je pus observer le Führer, mâchonnant ses bonbons, ce qui actionnait sa petite moustache à l'instar du nez d'un animal rongeur.

À côté du culte wagnérien dont il s'est proclamé la vestale, le Führer s'attache à susciter et à entretenir consciemment plusieurs légendes sur sa vie et sa personne. Sa réputation de végétarien a fait naître, dans le peuple allemand, la légende que le Führer est un faible mangeur. Le public nazi fanatisé n'est pas loin de le considérer comme un être éthéré, trônant au milieu des nuages, sur un Obersalzberg inaccessible, se nourrissant de musique, de l'amour de son peuple et d'eau fraîche. En fait, même s'il respecte scrupuleusement son régime végétarien, le Führer est un très gros mangeur ; on pourrait même dire qu'il est atteint de boulimie. Le maréchal Balbo qui le vit engloutir, à l'Ambassade d'Italie, des quantités invraisemblables de pâtes et de gâteaux, en croyait à peine ses yeux.

De même qu'il a accredité la légende selon laquelle il n'aurait besoin, pour sa subsistance personnelle que d'un quignon de pain arrosé d'eau fraîche, Hitler s'est ingénié, par tous les moyens, à masquer les précautions accumulées pour sa sécurité personnelle, s'efforçant, surtout envers l'étranger, de susciter l'impression qu'il n'avait recours, pour sa protection, qu'à l'amour illimité du peuple allemand. La Gestapo, rompue à cet exercice,

lui prépare des contacts « spontanés » et inoffensifs avec des foules soigneusement composées. J'ai vu, quant à moi, Hitler, en petit appareil, à l'intérieur de la Chancellerie, sa forteresse berlinoise. Dieu sait qu'on n'y entre pas comme dans un moulin ! J'étais piloté par Albert Speer, l'architecte en chef qui faisait visiter son œuvre à un petit groupe de journalistes. Je passerai sur les naïves remarques de notre cicerone, soulignant, dès l'entrée, que les colonnes de la façade étaient plus hautes que celles du Parthénon, puis affirmant que la galerie centrale était plus longue que la galerie des glaces à Versailles. Ce sont plaisirs de parvenus. Comme nous étions arrêtés dans la cour intérieure, derrière nous sonnèrent des commandements rauques et brefs, accompagnés d'un bruit d'armes. Hitler fit son apparition en tenue de travail, sans ceinturon ni baudrier, accompagné de Goering, tous les deux précédés d'un officier S.S. sabre au clair, et suivis de deux S.S. baïonnette au canon. C'est dans ce simple appareil qu'il traversa la cour intérieure.

On connaît, par les descriptions parues dans la presse étrangère, le « nid d'aigle » construit pour Hitler au-dessus de sa villa de l'Obersalzberg, au sommet d'un piton rocheux qui n'a d'autre accès que l'ascenseur taillé dans son milieu. L'ancien ambassadeur de France à Berlin, André François-Poncet, en a laissé une description saisissante publiée, pour la première fois, dans le *Livre jaune français*, ce qui a valu à notre Ambassadeur, après l'effondrement de la France, la rancune toute spéciale du maître du Troisième Reich. François-Poncet avait été précédé, dans cette aire nouvellement construite, par le Ministre de la Défense Nationale de l'Union Sud-Africaine, M. Pirow. Ce dernier fut victime d'une mésaventure qui, paraît-il, rafraîchit notablement son ardente admiration pour les nazis. L'ascenseur qui mène au nid d'aigle eut une panne au moment où M. Pirow montait au rendez-vous du Führer. Dans ce puits vertical taillé en plein roc, M. Pirow, pendant de très longues minutes,

fit d'amères réflexions sur les dictatures et leur système de protection. François-Poncet, qui fut le deuxième visiteur étranger du nid d'aigle, a noté au passage les précautions inouïes accumulées sur ce roc et aux alentours pour la protection du Chef bien-aimé du Troisième Reich. Selon des rapports sérieux, outre les mitrailleuses et les canons dont le paysage est tout truffé, il y aurait, encastrés dans les rochers, des emplacements pour avions catapultes, toujours prêts à prendre l'air, pour défendre ce repaire. Que dire lorsqu'on lit ensuite dans la presse allemande que le Führer n'a pas besoin d'être protégé comme les chefs des soi-disant démocraties? Malgré un séjour de deux ans en Allemagne nazie, je n'ai pas encore épuisé ma force d'indignation et certaines contre-vérités me bouleversent encore. Je livre aux réflexions de qui voudra ce passage cueilli dans le *Voelkischer Beobachter* du 21 janvier 1941 (édition de Vienne). A propos de la prestation de serment du Président Roosevelt, l'organe nazi écrit : « C'est à peine si un tyran du moyen âge a dû recourir à des mesures de protection telles qu'en a prévues le Président réélu de la démocratie américaine. »

Hitler est-il prisonnier de la Gestapo? Les uns l'affirment jusque dans l'entourage des grands chefs nazis. On rapportait, discrètement s'entend, la mésaventure d'un général qui, ayant été appelé à la Chancellerie peu après la purge du 4 février 1938 avait, dans le secret supposé du cabinet dictatorial, avoué à Hitler le mauvais effet produit dans l'armée par la disgrâce du Général baron von Fritsch, tué depuis, mystérieusement, devant Varsovie. En quittant le bureau du Führer, le général en question fut abordé, dans l'antichambre, par l'officier S.S. de service qui lui conseilla, à mots couverts, mais sans équivoque possible et « pour son bien », de ne pas trop instruire le chef de ce qui se passait au dehors.

L'histoire de cette purge du 4 février vaut aussi d'être contée, pour autant qu'il m'a été possible de la reconstituer, à travers les réticences des officiels allemands.

La Gestapo y joua un rôle de premier plan mais qui est resté assez obscur, comme toutes les activités de cette institution nazie.

Le Général von Fritsch, alors chef de l'État-Major général de l'armée allemande était en butte à la fois à la malveillance du parti nazi dont il combattait le contrôle grandissant sur l'armée et au mauvais vouloir du général von Blomberg, Ministre de la Guerre et Généralissime, qui était, par veulerie surtout, dévoué aux nazis. Blomberg, de son côté, était honni par le corps des officiers supérieurs et les nazis voulaient le remplacer parce qu'ils le trouvaient trop mou, à leur gré, contre les officiers supérieurs rebelles à l'emprise du parti sur l'armée. Blomberg, il faut le rappeler, s'était acquis la gratitude « impérissable » du Führer pour avoir été le seul officier supérieur à prendre au sérieux, en 1934, le plan d'invasion de la Pologne par la Prusse orientale, plan élaboré alors par le Chancelier Hitler et soumis par lui, « très respectueusement », au maréchal von Hindenburg qui l'avait renvoyé pour étude aux bureaux compétents et, notamment, au général von Blomberg qui commandait alors le corps d'armée de Koenigsberg. De tous les chefs militaires consultés sur ce plan du chancelier-stratège, von Blomberg fut le seul à donner un avis favorable. Hitler, qui en avait eu connaissance, lui en avait su un gré infini, de même qu'il avait gardé une belle dent à tous les autres experts consultés sur le même sujet. Rien ne flattait alors davantage notre bonhomme qu'un témoignage de ces officiers qu'il fit ensuite profession publique de mépriser et, lorsque le vieux maréchal fut mort, Hitler se hâta de prendre von Blomberg comme ministre de la Guerre.

Or, von Blomberg, ayant dépassé la soixantaine, avait fait connaissance, dans un salon de massage, de la fille de sa masseuse, qui lui plut. Il la prit d'abord comme secrétaire au ministère de la Guerre et puis, vers la fin de 1937 il l'épousa, au moment où il fut confirmé que la liaison n'était pas restée infructueuse.

La rumeur publique affirma que le Général von Blomberg, Ministre de la Guerre et Généralissime du Troisième Reich, avait épousé une femme de mauvaise vie. Les officiers qui, comme nous l'avons noté, trouvaient Blomberg trop docile aux injonctions des nazis, colportèrent activement ce bruit. Il fut rapporté, avec preuves à l'appui, dit-on, au Chancelier-Führer qui avait assisté, quelques jours plus tôt, au mariage de son généralissime avec sa secrétaire, en compagnie, d'ailleurs, du maréchal Goering. La nouvelle de ce geste de Hitler avait été diffusée dans toute l'Allemagne, Hitler le prolétaire tenant à faire savoir qu'il avait béni lui-même l'union du généralissime allemand avec une fille du peuple. Lorsque la Gestapo lui rapporta les racontars qui couraient sur cette union, Hitler joua-t-il la surprise ou bien avait-il lui-même créé cette occasion pour faire un beau coup double en se débarrassant à la fois du Général von Blomberg, incapable, mais peu dangereux, et mal vu des officiers supérieurs et du Général von Fritsch, adversaire personnel de von Blomberg et candidat à son poste, ambitieux celui-ci et surtout très soutenu par tout le corps des officiers supérieurs ? Il est vraisemblable que le rapport tardif de la Gestapo au Führer ne fut qu'une comédie et que Hitler savait de quoi il retournait lorsqu'il servit de témoin au mariage de son généralissime. Sinon il faudrait admettre que la Gestapo ignorait l'identité de la fiancée d'un des plus grands personnages consulaires du Troisième Reich, ou bien qu'elle avait laissé le Führer s'enfermer en vue de quelque sombre machination. Selon ce que j'ai appris, Hitler joua, à l'époque, l'homme qui avait été trompé dans sa bonne foi et auquel on avait révélé, après coup, qu'il avait été mêlé à une union scandaleuse.

Cette comédie est bien dans sa manière. En effet, que recherchait-il ? Il voulait en premier lieu se débarrasser de von Fritsch, âme de la résistance dans l'armée, sans fournir à cette conjuration naissante l'occasion de se mani-

fester. Il voulait domestiquer les officiers supérieurs qu'il sentait rebelles à l'influence du parti. Accessoirement, il se débarrassait d'un incapable, von Blomberg, envers lequel il était obligé. Hitler ne pardonne guère d'avoir à se montrer reconnaissant. En déposant brutalement von Fritsch, il risquait la rébellion de l'armée. Il s'en prit à von Blomberg, que l'armée voyait partir sans regrets puisqu'il avait été un instrument aveugle des influences nazies. L'ouverture de la succession von Blomberg divisa le corps des officiers supérieurs. Les uns furent pour von Fritsch, les autres pour Reichenau. Le parti soutenait ouvertement ce dernier. Hitler, prétextant les ambitions scandaleusement étalées par von Fritsch et arguant de sa propre impartialité, eut l'air de faire justice aux deux clans en nommant von Keitel chef de l'Oberkommando et en laissant vacant le poste de Ministre de la Guerre, dont il assuma personnellement la charge. Il était ainsi débarrassé de von Fritsch, qu'il redoutait, sans avoir suscité trop violemment la colère du corps des officiers. Le départ des deux grands chefs de l'armée allemande paraissait avoir été causé par des rivalités personnelles entre eux et Hitler se montrait dans le rôle qui lui convient : celui de Salomon rendant la justice.

Von Blomberg reçut de la Banque du Reich un chèque de 50.000 marks en devises, à charge pour lui de ne pas se montrer en Allemagne durant deux ans. Quant à von Fritsch, on le nomma colonel honoraire d'un régiment d'artillerie et ce fut en cette qualité qu'on put le liquider, définitivement, devant Varsovie.

Cet épisode est caractéristique des méthodes de gouverner de Hitler. On se tromperait lourdement en admettant qu'il recourt à la violence aussitôt qu'il rencontre un obstacle. Sa nature le porte à temporiser, à attendre. Une femme d'esprit disait : « Hitler est un virtuose de l'entr'acte. » Il n'attaque de front que si l'obstacle ne peut être emporté autrement, et en cela, il est un homme d'État authentique.

HERMANN GOERING

L'INFANT DU TROISIÈME REICH.

Hitler a une brutalité seconde de neurasthénique. Goering, lui, est naturellement brutal et c'est ce qui le rapproche des foules du Troisième Reich dont il est l'idole incontestée. Il est, de très loin, le plus populaire des chefs nazis et cela s'explique aisément lorsqu'on connaît le bonhomme avec sa rondeur de formes et de manières qui font contraste avec son élocution tranchante. Il est aussi le moins dogmatique des nazis et paraît prendre un malin plaisir à la mascarade dont il est un des plus gros figurants. Alors que Streicher, borné, têtu et sans doute convaincu, jure à tout moment qu'il flaire les Juifs, Goering, lui, dit couramment : « C'est moi qui décide qui est juif. »

Son sens de l'humour lui vaut de nombreuses sympathies. Il prend plaisir aux caricatures dont il est l'objet, se fait raconter les histoires qui courent sur son compte et je sais des fonctionnaires qui lui faisaient leur cour en lui rapportant tout chauds les bons mots qui l'égratignaient.

Par ses emballements subits, ses colères terribles, ses dépressions inexplicables, il se présente comme le plus slave de tous les chefs nazis, c'est-à-dire le plus prussien.

La clique du professeur Karl Haushofer, maître en géopolitique du Führer et du nazisme, met en avant Rudolf Hess, dit Rudi, comme héritier présomptif, parce que Rudi passe pour maniable et bon enfant, tandis qu'avec Goering on ne sait jamais... Cependant, la cabale contre Goering n'ose pas trop se manifester. L'enfant, en dépit de son embonpoint, est agile et a la riposte prompte. Le pauvre Streicher, qui a été rayé du nombre des vivants pour l'avoir gêné, en sait quelque chose !

Le peuple allemand croit se reconnaître en lui, dans ses défauts les plus visibles. On lui sait gré de les étaler, d'avoir la réputation d'aimer les uniformes, la bonne chère et le luxe. De tous les dirigeants nazis que j'ai connus, il est le seul que ses collaborateurs les plus proches aiment sans réserve. Il les informe, il sait leur donner l'impression qu'il les traite en confidents des plus importantes affaires de l'État. Il aime sentir autour de lui la sympathie. Comme la moyenne des Allemands qui se reconnaissent en lui, il est sentimental et cruel.

Son jeu préféré, dans les vastes greniers de sa résidence de Karinhall, à la Schorfheide, près de Berlin, consiste en une installation singulière, maintes fois décrite. J'en tiens le récit de divers personnages, en dernier lieu d'officiers italiens qui étaient dans la suite du maréchal Balbo, lorsqu'il rendit visite à Goering. Un vaste chemin de fer électrique occupe tous les greniers de la maison, aménagés *ad hoc*. Des voies de garage, des butoirs, des aiguillages, des dépôts de machines, des gares, des passages à niveau, des ponts, des viaducs, des tunnels, rien n'y manque. Au-dessus, courent des fils et, sur ces fils, des avions qui lâchent des bombes. Pour jouer, on se couche sur des nattes épaisses, à portée d'un clavier électrique qui commande toute cette installation.

Goering honore diversement les hôtes intimes, seuls admis à assister à ce passe-temps. Balbo, lui, fut admis, distinction rare, à y participer et à presser les boutons. A l'ordinaire, c'est le maréchal du Reich qui se réserve ce rôle. Les locomotives sortent de leur dépôt, elles courent sur les voies ; on peut provoquer des déraillements, des tamponnements, des embouteillages. Le jeu se corse lorsque le maréchal y fait entrer les avions. Il s'agit alors de toucher un pont, un ouvrage d'art en déclenchant la bombe au moment propice. Le comble de l'adresse est atteint lorsqu'une bombe fracasse un train en pleine vitesse.

Quand le maréchal, qui aime recevoir, veut distinguer ses hôtes, il les conduit à Karinhall et leur montre le

mausolée colossal élevé à sa première femme. Un degré de plus dans l'intimité et on lui fait les honneurs des bisons. Si le nouveau venu est sympathique, il est admis dans les combles à visiter l'installation du chemin de fer. Goering ne manie ce jouet devant son hôte que s'il veut lui témoigner son amitié. Être admis à s'étendre sur les nattes, aux côtés du maréchal et à tripoter les boutons qui déclenchent les locomotives constitue un très rare honneur et une marque d'intimité inestimable. Le comble des attentions et de l'honneur est atteint lorsque Goering convie son invité à rivaliser avec lui dans le bombardement des voies. Balbo, dit-on, se montra très adroit et atteignit plusieurs fois les objectifs désignés.

Goering, avons-nous dit, est le plus représentatif des chefs nazis en ce sens que les Allemands se reconnaissent en lui. Karinhall, son mauvais goût, le faste des fêtes, le rapprochement bizarre entre les bisons d'autres âges et le jouet ultra-moderne des combles, ne choquent personne en Allemagne. Bien au contraire. On se raconte volontiers tous les détails qu'on a pu entendre sur les merveilles de cette résidence. Le bison, animal totémique du Troisième Reich tend à ramener l'Allemagne aux premiers siècles de l'histoire germanique, aux forêts vierges de la Germanie, aux mœurs brutales et frustes. Le jouet électrique, avec ses avions et ses bombes, symbolisant la puissance industrielle et militaire de l'Allemagne, évoque l'Allemagne des casernes et des usines. Entre ces deux pétitions du nazisme à la Goering, tout autre qu'un Allemand serait désemparé. La masse allemande sait gré à Goering de si bien marier la préhistoire germanique avec les nécessités et la mentalité de l'âge du fer. Ce ne sont là contradictions que pour nous. De la réserve aux bisons au jouet électrique, le passage pour l'Allemand moyen est facile.

À propos de bison, j'ai entendu raconter dans les milieux diplomatiques de Berlin, une histoire qui fait honneur à l'inconscience parfaite de Goering, si ce n'est

qu'il voulut s'amuser de la bégueulerie de certains diplomates, ses invités. Ils étaient arrivés à la Schorfheide avec leurs épouses, qui étaient expressément invitées. Goering, fidèle à sa manie, apparut d'abord en un uniforme vert qui tenait à la fois du grand maître de vénerie et du grand maître des forêts du Troisième Reich. Il portait en sautoir un cor de chasse et un coutelas au côté. Dans cet accoutrement, on s'en fut visiter le monument funéraire dédié à Karin Goering. Le maréchal, revenu avant ses invités, les attendait sur la terrasse en costume blanc, évoquant Parsifal. Les invités se demandaient ce que pouvait bien augurer ce changement de décor. On ne tarda pas à être fixé.

Les garde-chasse, groupés sur la terrasse, firent entendre tous à la fois une mélodie langoureuse. Au signal, on vit des rabatteurs pousser vers le château un superbe bison mâle qui sortit des fourrés en secouant violemment ses fanons. À peine était-il arrivé en vue, sur la pelouse, qu'une lourde charrette, montée sur des roues très basses, portant une caisse à claire-voie, fit son apparition sur la pelouse. Des gardiens s'avancèrent au galop, dételèrent les bœufs qui avaient traîné la charrette et les emmenèrent, pendant que d'autres ouvraient la caisse et poussaient dehors une belle bisonne, toute ébahie de ce voyage et de cette société. Le taureau avait déjà reniflé la nouvelle venue et la salua de quelques coups de sabot qui firent voler les mottes autour de lui. La société, médusée, attendait sans encore comprendre. Après maints reniflements, maintes ruades plus violentes les unes que les autres, après quelques meuglements sourds, toujours plus sourds, le taureau s'approcha d'un air déterminé vers la bisonne que les gardes avaient enfin tirée de sa caisse et qui paissait distraitemment le gazon trop soigné. A ce moment-là, les dames s'éclipsèrent, battant en retraite précipitamment, pour ne pas être offensées par le spectacle.

Goering ne marqua aucun étonnement ou regret de

l'incident. Il supputait que son troupeau de bisons avait des chances de s'accroître et, le plus posément du monde, quand il en eut la certitude, il rejoignit ses invités pour les introduire dans les salles de réception.

J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec Goering à plusieurs reprises durant mon séjour en Allemagne, mais je garde particulièrement vivantes dans ma mémoire les conversations que j'ai eues avec lui, à Munich, le lendemain du fameux accord qui consacrait la ruine de notre système d'alliances à l'Est et la déchéance de notre esprit offensif. Tous les Français présents à Munich, même Daladier et François-Poncet, notre Ambassadeur en Allemagne, ressentaient l'accord de Munich comme une défaite ignominieuse qui entraînerait, à bref délai, d'autres compromis véreux. Le télégramme de félicitations de M. Étienne Flandin à Hitler fut accueilli comme un soufflet supplémentaire. Depuis ce jour le grand Flandin ne fut plus appelé que « le petit télégraphiste » et les Allemands eux-mêmes, en général très sensibles aux manquements à l'honneur national, trouvèrent la manifestation de Flandin « déplacée ». Malgré tous ses efforts pour être invité en Allemagne, au moment où se traitait la question du rapprochement, Flandin ne put venir à Berlin, les Allemands, alors, le méprisant trop pour daigner se servir de lui.

Goering, à Munich, habitait traditionnellement l'hôtel des Quatre Saisons, connu dans toute l'Allemagne pour sa cuisine. Daladier et la délégation française avaient été logés au même hôtel, ce qui facilitait les entrevues. Goering, entre les séances des délégations, promenait dans le hall de l'hôtel son ventre imposant, ceint d'un large ceinturon qui s'agrippait à grand'peine au point le plus saillant et que le maréchal, d'un mouvement devenu automatique, remettait en place de temps en temps. Le maréchal était suivi d'une véritable cour et son cortège contrastait péniblement avec celui de Ribbentrop, alors à peu près isolé et qui, bien que Ministre des

Affaires Étrangères, n'était pas admis à suivre toutes les séances des *big four*. Goering n'en manqua pas une, toujours flanqué de von Neurath ; ceci faisait doublement enrager Ribbentrop qui venait d'enlever à Neurath le portefeuille des Affaires Étrangères.

Le lendemain de l'accord qui avait été conclu tard dans la nuit, Goering me fit appeler par son aide de camp et biographe pour me donner une déclaration destinée au public français. Je consentis sous réserve d'en référer au Président Daladier qui pouvait juger intempestive une déclaration d'amitié de Goering au lendemain d'un accord qui dépeçait notre plus fidèle alliée, la Tchécoslovaquie. Lorsque je lui apportai, plus tard, la déclaration de Goering et que je la lui lus, Daladier, qui était entièrement prostré, la tête entre les jambes dans un fauteuil bas, l'approuva d'un signe de tête. Goering assurait le peuple français de la profonde sympathie du peuple allemand. Il reprenait le refrain favori des nazis sur l'estime que se portent naturellement tous les anciens combattants qui ont appris à se connaître sur les champs de bataille. Bref, une déclaration de pure forme mais qui, dans sa pensée, devait préparer le terrain à la visite qu'il comptait faire bientôt à Paris.

Déjà les aides de camp et la suite du maréchal me parlaient ouvertement des bons gueuletons que nous allions faire ensemble à Paris, lorsque le maréchal y scellerait, au nom du Troisième Reich, l'amitié, que dis-je ? l'alliance avec la France. Chamberlain était parti de Munich le matin même, brandissant puérilement la déclaration anglo-allemande qu'on lui avait remise pour lui rendre possible le retour à Londres mais, surtout, pour exciter l'envie de la France, lui donner la sensation de l'isolement, l'amenant ainsi à désirer hystériquement une alliance avec le Reich. Cette déclaration germano-anglaise constituait, du point de vue allemand, un jeu assez habile. Les hauts fonctionnaires du Quai d'Orsay, qui craignaient d'être accueillis au Bourget avec des œufs

pourris, tremblaient à la pensée que Chamberlain rentrait avec une déclaration d'amitié et qu'eux-mêmes allaient revenir les mains vides.

Cependant, dans l'entourage de Goering, on laissait déjà percer à ce moment, que la déclaration donnée à Chamberlain n'était qu'un papier sans valeur, qu'un hochet dans les mains d'un vieillard, alors que le véritable document d'amitié, la sainte alliance, allait être conclue sous peu avec la France. Les dirigeants nazis rêvaient alors sérieusement de gagner la France à cette alliance. Ils la voyaient ébranlée et déçue. Après le coup à l'estomac de Munich, selon la meilleure méthode nazie, ils espéraient profiter du choc et du désarroi de l'adversaire pour en faire un allié qui, à tout prendre, valait bien pour eux l'Italie.

La question était compliquée par la situation intérieure de la France et surtout par les zizanies entre Goering et Ribbentrop qui se disputaient la direction de la politique étrangère. Goering barrait alors nettement Ribbentrop. Dans l'hôtel des Quatre Saisons comme dans les couloirs de la conférence où leurs cortèges respectifs se rencontraient plusieurs fois par jour, on voyait Goering, important, ventripotent, laisser derrière lui un sillage de courtisans. Il tenait table ouverte, trônant avec Emmy, sa femme, et von Neurath qui ne le quittait pas d'une semelle. Dans un coin de la salle à manger, Ribbentrop, jaune d'envie, ruminant une vengeance, s'entretenait avec des allures de conspirateur, avec deux ou trois fidèles. Ce fut, au sortir du déjeuner que Goering, m'apercevant dans le hall, s'avança lentement vers moi, en assujettissant son ceinturon.

S'appuyant à demi, de dos, à une table chargée de revues, il commença à me parler sur un ton familier, entrecoupé d'accents graves. Sa conversation prit l'allure d'une confidence improvisée, tour à tour sérieuse et enjouée. Reprenant le thème de sa déclaration officielle du matin, il me dit : « Voyez-vous, entre anciens com-

battants, on s'entend toujours plus facilement. Votre Président Daladier est un homme que j'ai eu plaisir à rencontrer. C'est un homme élastique. Avec lui on peut s'entendre. C'est un ancien combattant ; il connaît les horreurs de la guerre et fera tout pour les éviter à son pays.» A deux ou trois reprises, durant cet exorde, l'Infant me fit l'éloge de l'élasticité du Président Daladier, voulant sans doute souligner par là qu'il l'avait trouvé plus accessible aux revendications nazies qu'il ne s'y était attendu. Je lui fis remarquer que cet éloge, dans la bouche d'un Allemand, au lendemain de l'accord de Munich, me paraissait suspect et même blessant. Goering, alors, de se lancer dans une philippique passionnée et plaisante contre la politique française : « Ce n'est pas à moi, me direz-vous, à faire la critique de votre politique. En tant qu'Allemand, je profite de vos fautes et peu me chaut si vous les accumulez ; tant mieux au contraire. Il faut pourtant bien constater que la peur irréfléchie de l'Allemagne vous paralyse et vous fait perdre tous vos moyens. Dans le monde entier, on vous monte sur les pieds sans que vous osiez bouger un canon, un navire, un avion, que dis-je ? un soldat ! Je crois même que vous n'osez pas crier : aïe ! Toujours la peur de l'Allemagne. Par contre, vous fourrez votre nez dans des affaires qui ne vous regardent pas, vous donnez à tort et à travers des garanties qui vous encombrent ensuite, toujours par peur de l'Allemagne, parce que vous êtes à la recherche d'alliés possibles et impossibles. Tenez, par exemple, dites-moi ce que vous aviez à faire en Tchèque ? » — « Excellence, répondis-je, dites-moi, par exemple, ce que vous aviez à chercher, vous, en Espagne ? » — Goering, subitement jovial, me donnant une bourrade dans les côtes, me répondit en riant à gorge déployée : « Exactement la même chose. »

Profitant de la détente, je lui dis alors pour le sonder sur l'URSS : « Excellence, vous m'excuserez si je fais à mon tour la critique de votre politique, mais vous avez

un allié qui ne paraît guère vous convenir. Vous n'avez pas de matières premières et il n'en a pas non plus. Vous n'avez pas d'espace et il n'en a pas non plus. Vous êtes surpeuplé et il l'est plus que vous. Vous n'avez pas d'issue, de fenêtre sur une mer libre et il n'en a pas non plus. Est-ce un allié pour vous? Passe encore pour la Russie. Ce serait un allié comme il vous en faudrait un. Espace, matières premières, possibilités infinies de développement, tout y est.» Dédaignant de revenir sur l'Italie que je m'étais gardé de nommer, le maréchal m'interrompit d'un geste large en disant : « En ce qui concerne la Russie, vous avez raison... c'est-à-dire du point de vue mercantile, car nous pourrions acheter et vendre, là-bas, tout ce que nous voudrions. Mais moi, je vous dis autre chose. Des raisons idéologiques s'opposent pour le moment à ce que nous collaborions avec la Russie, même sur cette base. Ne croyez pas ceux qui vous racontent le contraire. Par contre, s'il s'agit d'une collaboration dynamique, d'une collaboration en *pool*, dans le monde entier — et à chaque expression le maréchal martelait la table de son poing — s'il s'agit d'une collaboration capable de changer la face du monde, retenez bien ce que je vous dis : il ne peut être question pour nous que de la France et la France, moi, j'en fais mon affaire. Vous avez des côtes ouvertes sur l'Océan, vous avez un Empire colonial dispersé de par le monde, nous avons ensemble tout ce qu'il faut pour dominer le monde. Sur ce, j'espère être en mesure de vous faire, dans quelque temps, une déclaration sensationnelle dans cet ordre d'idées.»

Goering s'éloigna comme un cargo ventru qui prend le large. Je demandai aussitôt à ses familiers ce que signifiait l'ouverture qu'il venait de me faire en m'annonçant, fait insolite, une prochaine déclaration sensationnelle touchant les relations franco-allemandes. Tous furent d'avis pour prédire une évolution rapide de ces relations vers une alliance qui étonnerait et bouleverserait le monde.

Cependant Ribbentrop songeait aux moyens d'évincer l'Infant de la politique extérieure et d'aller à sa place à Paris. On sait que ce fut lui qui, en définitive, signa à Paris la déclaration franco-allemande du 6 décembre 1938, pâle reflet de ce que Goering avait rêvé au lendemain de Munich. On eut beaucoup de peine à faire comprendre au Dauphin que sa présence à Paris, au lendemain d'un échec diplomatique aussi cuisant que l'avait été Munich, ne serait pas admise sans protestations et qu'en tout cas il ne saurait être question de lui ménager un accueil triomphal ou même chaleureux. Ainsi fut clos le chapitre le plus dynamique du rapprochement franco-allemand.

Comme orateur populaire, Goering dépasse tous les chefs nazis. Il sait empoigner les foules, il affectionne les mots grossiers qui font image et n'a pas l'air de les chercher comme Hitler et Goebbels. Dans l'armée, chez les industriels, les banquiers, les grands propriétaires terriens, en général dans tous les milieux traditionalistes, Goering jouit d'un prestige inégalé. Il apparaît comme le lien vivant entre l'Allemagne d'hier et celle des nazis, comme la garantie sinon que le passé revivra, du moins que les transitions nécessaires seront observées. Sa bonhomie, son embonpoint même, son amour affiché du luxe, des uniformes et de la bonne chère constituent encore pour les classes possédantes allemandes à demi dépossédées, le gage de la pérennité de ce qui fut, de ce qu'on a aimé, de ce dont on a joui, une assurance fallacieuse contre les emballements des jeunes iconoclastes nazis, des zéloteurs « robespierristes », des trop purs et trop spartiates. On oublie volontiers, lorsqu'on espère, comme c'est le cas de ces classes en Allemagne — et c'est le grand secret de Goering de l'avoir fait oublier, de l'avoir caché sous sa rondeur — que ce masque de bonhomie et de bon vivant cache chez l'Infant nazi une cruauté impitoyable, raisonnée, annihilante. Sans doute, il se moque des théories nazies ; sans doute il professe

l'éclectisme le plus rassurant en matière de doctrine, mais de là à en faire un défenseur des classes et des régimes balayés par le nazisme, il y a un grand pas. Goering est trop attaché au pouvoir, à la violence même, il y puise, surtout en vieillissant, trop de satisfactions d'ordre sensuel, les seules qui lui soient accessibles dans ce domaine, en raison de sa blessure, le parti nazi et son organisation constituent pour ses desseins ambitieux un instrument trop commode pour que Goering, sans nécessité absolue, veuille s'en passer et s'en remettre à l'armée, par exemple, du soin de maintenir le peuple allemand dans l'obéissance et dans l'ordre.

L'Infant tient à la main une rose, mais il rêve de puissance et de carnages comme ces jeunes lionceaux qu'il aime caresser à Karin hall jusqu'à se faire cruellement griffer par eux.

Géraud JOUVE.

(à suivre.)

RESPONSABILITÉS.

« Deux Europes luttent l'une
contre l'autre au sein de chaque
nation. » (Guglielmo FERRERO,
17 août 1923.)

La tragédie française a frappé de stupeur l'univers entier et la France elle-même, sur laquelle la catastrophe s'est abattue sans que les prodromes aient pu être perçus par les différents membres du corps social. Aussi, et tout naturellement, chacun a essayé de trouver les responsables de cet état de choses, mais cette recherche n'a pas toujours été faite sans passion.

Les problèmes qui vont être envisagés déterminent en partie l'attitude que les Français prendront dans l'avenir, mais ce n'est pas dans ce but que cette étude a été entreprise et nous ne nous sommes pas préoccupé de savoir si telle vérité était ou n'était pas bonne à dire. Comme dans un article précédent (1), nous utiliserons surtout les documents publiés en France.

Trois livres ont constitué nos sources principales. Dans les premières semaines de 1941, M. Henry Bordeaux a fait éditer un volume intitulé *Les Murs sont bons*, par lequel il tente, comme nous tous, d'expliquer la défaite. Les raisons,

(1) *Une page d'histoire.*

à ses yeux, se réduisent à une seule : la déchristianisation de la France. Selon lui, les partis politiques qui se sont donné pour mission de supprimer Dieu en France depuis cinquante ans ont puissamment contribué à affaiblir la moralité. Ce n'est pas douteux, mais ce n'est voir qu'un aspect lointain de la question, et l'on peut soulever quelques objections. Bordeaux a fort bien compris que la France avait été perdue par l'incompétence ou le manque de courage de ses chefs, civils et militaires. Il incrimine l'école laïque, mais nul n'ignore qu'une bonne partie de l'élite française et presque aucun de nos officiers ne sortaient des mains de l'instituteur : en conséquence, l'argument porte à faux. D'ailleurs, les notions de moralité n'ont souvent aucun rapport avec l'instruction et la compétence. De même qu'on peut aller à la messe et considérer que les tanks et les avions ne sont pas utiles à la défense du pays, de même on peut être momentanément victorieux sur les champs de bataille, tout en professant les théories les plus matérialistes, les plus païennes : c'est bien le cas de Hitler. Henry Bordeaux n'a donc pas tout dit en concluant que ce sont « les faux prophètes qui, avec des promesses de bonheur matériel, nous ont menés aux abîmes ».

C'est toutefois un fort beau livre, car il laisse l'impression que, telle quelle, la moralité de la France battue sera plus admirée par l'histoire que celle du conquérant. Au fond, l'auteur souffre de constater que la France n'a pas été assez forte pour ne pas faillir à sa mission séculaire de soutenir les faibles contre l'homme de proie : c'est exactement la thèse contraire qui sera développée dans le *Journal de la France*, dû à la plume de Fabre-Luce et paru à la même date. Enfin, l'ouvrage d'Henry Bordeaux se caractérise encore par un détail essentiel : tout au long de ses quatre cents pages, on chercherait en vain la plus petite allusion, même voilée, à un essai de collaboration franco-allemande ; c'est une ten-

tative qu'il ne veut pas soupçonner, c'est une expression qu'il ne semble pas avoir entendue. Ce qu'il pense des Allemands, nous allons le savoir par ce récit : « Les aviateurs ennemis, volant en rase-mottes, tirent sur les fuyards. L'ordre est formel : si les bombardiers passent, a-t-on prescrit aux infirmières, arrêtez l'auto, prenez les enfants, couchez-les dans le fossé en les couvrant de votre corps. M^{me} de Contades exécute rigoureusement la consigne : elle est blessée sur le petit qu'elle a protégé. Les bombardiers volaient si bas, a-t-elle ajouté, que je voyais les yeux ardents des pilotes. »

Comme nous aimerions connaître la secrète pensée d'Henry Bordeaux sur le *Journal* de Fabre-Luce. L'académicien a dû frémir en le lisant ; il a dû être éberlué d'apprendre que, dans l'ombre, s'organisait un complot pacifiste, s'inspirant plus des doctrines hitlériennes que de la morale évangélique. Si ce *Journal* prétend nous donner une leçon de choses, c'est pour nous convier cyniquement, non sans une certaine adresse, à admirer le vainqueur et ses méthodes.

Il s'agit là d'un exposé microscopique des journées qui ont précédé le conflit et des mois de la guerre jusqu'à la défaite : on y verra comment une poignée d'hommes ambitieux ont manœuvré en pleine guerre pour parvenir à leurs fins, à la cessation de la lutte, rendue facile par la pénurie des armements, et à la collaboration franco-allemande.

Il n'est pas prouvé qu'une France foncièrement chrétienne n'eût pas commis le crime de préférer le beurre aux canons. N'empêche que Bordeaux a brossé une belle fresque. Fabre-Luce, lui, nous présente l'envers du décor. C'est donc l'opposition entre l'authentique laideur de la réalité et l'idéale splendeur des possibilités qu'on aurait pu et dû souhaiter.

Tragédie en France, d'André Maurois, est un film d'actualités, suffisamment étoffé pour fournir certains documents, habilement agencé pour ramener le drame aux proportions d'un fait divers malheureux.

*
* *

Les questions que nous allons étudier sont abordées ici dans l'ordre suivant : la déclaration de guerre ; l'impréparation au conflit ; l'examen de certaines responsabilités ; le mouvement pacifiste en France ; la collaboration franco-allemande. Il y aurait d'autres façons d'ordonner ces différents problèmes et nous n'avons aucune peine à avouer que notre développement peut être arbitraire. Quelques réflexions supplémentaires ne sauraient donc nuire à la clarté.

Tout roule autour de la défaite militaire de la France. Pour quelles raisons l'armée française a-t-elle été battue ? Il s'agit d'une double déficience, suivant les termes du maréchal Pétain : effectifs et armement. Sur les effectifs, on répond par des chiffres, dont la brutalité ne soulève aucune discussion. Cette faiblesse numérique fut-elle compensée par la quantité et la qualité des armements ? On sait que la réponse est négative. La faute peut être politique ou militaire, mais il conviendra surtout de voir ce qu'ont pensé et fait les militaires. Militaires d'abord : ils auraient bénéficié seuls du prestige de la victoire, qu'ils s'expliquent sur la défaite !

En dehors de cette carence, certains hommes politiques ont prêché le pacifisme : la chose n'a rien d'étonnant en soi et le fait s'était produit pendant la dernière guerre. Cette fois, ces menées ont été encouragées par les circonstances, l'armement déficient et le désordre consécutif à l'afflux des réfugiés, enfin par la faiblesse gouvernementale.

Ces hommes ont réussi dans leur besogne et, par cette phrase, nous n'entendons pas seulement qu'ils ont signé un armistice, mais surtout qu'ils ont pris le pouvoir. Ils ont été amenés, par leur logique, à reconsidérer la valeur des

doctrines officielles de la France. Nous montrerons que la collaboration franco-allemande n'est, pour eux, qu'un expédient pour durer. Cette revision s'est même opérée au mépris de la vérité historique, et c'est ainsi que nous avons dû revoir la déclaration de guerre. La France a subi ce conflit ; d'aucuns diront que la Grande-Bretagne nous y a forcés ; d'autres iront plus loin et prétendront que nous avons eu tort de déclarer la guerre. Rejoignant la philosophie hitlérienne, ils tenteront de faire admettre qu'il ne fallait pas défendre la Pologne. Il importait, selon nous, de dissiper l'équivoque créée entre la responsabilité de la défaite, problème à débattre, et la responsabilité de la guerre, que l'Allemagne a déchaînée, tout en ayant recherché le bénéfice de la faire déclarer par la France et par la Grande-Bretagne. L'impréparation de la France est une preuve manifeste qu'elle n'a jamais eu une volonté de guerre.

*
* *

A la défaite il y a des causes précises, immédiates, inéluctables, que nous examinerons minutieusement. Toutefois nous ne voulons pas laisser supposer un manque de courage de notre part en taisant les causes lointaines. Elles sont indiquées sans précautions par mon ami Peyre, qui écrivait en 1938 (1) : « L'après-guerre est bien coupable : elle avait reproché à ses aînés de n'avoir pas su prévoir la catastrophe ; elle n'a pas su elle-même, pour écarter d'autres catastrophes, raccommoder les morceaux d'un monde cassé que lui léguait l'année 1918. Elle a vibré d'immenses espoirs ; et elle n'a fait que détraquer davantage encore nos finances, nos régimes politiques, notre moralité et notre foi en l'avenir.

(1) *Hommes et œuvres du XX^e siècle.*

Sans doute, l'énormité de la tâche exigeait-elle des géants, et ils n'ont été que de faibles hommes, inégaux aux circonstances, secrètement apeurés devant la prodigieuse complexité des choses. L'immense et cruel échec de notre éducation moderne est de n'avoir pas su former des chefs, à tous les degrés, et surtout dans le gouvernement des États, c'est-à-dire des hommes chez qui la pensée et l'action n'eussent point conclu un irrémédiable divorce.»

Parmi ces causes lointaines où chacun a sa part de responsabilité, il faudrait remonter aux luttes contre l'esprit religieux sous prétexte d'anticléricalisme, à l'affaire Dreyfus, où les groupes adverses se déchirèrent sans y mettre toujours une entière bonne foi, «à la faveur d'une erreur judiciaire possible et réparable» (Bordeaux). N'oublions pas, plus récemment, le 6 février 1934, obscure lame de fond antiparlementaire, légitimée par les innombrables scandales financiers, où tous les partis avaient été compromis, depuis Klotz jusqu'à François-Marsal. Nous ne voulons pas omettre les attaques à main armée des adeptes d'extrême gauche, qui, au cours des années précédant la guerre actuelle, provoquèrent 32 morts, 517 blessés graves et 4.229 autres blessés, suivant la statistique donnée au Parlement en décembre 1936. Il faut citer aussi, à l'avènement du Front Populaire, les grèves d'intimidation, qui ressemblaient parfois à une agitation révolutionnaire concertée, puisque dans certains cas les ouvriers ne formulèrent pas de revendications professionnelles avant de cesser le travail : la classe ouvrière ne doit tout de même pas être un épouvantail. Et la France, ou mieux, les deux groupes antagonistes de France avaient les yeux fixés sur l'étranger. «La révolution russe inspira de grands espoirs à la classe ouvrière et de grandes craintes à la bourgeoisie. Une partie de celle-ci crut, naïvement, que le fascisme, puis le nazisme, seraient des remparts contre le communisme. Au gouvernement autoritaire de Moscou

s'opposèrent, en attendant qu'ils s'alliassent à lui, les gouvernements autoritaires de Rome et de Berlin. Tous dépendaient pour leur propagande des sommes énormes et s'efforçaient de séduire les masses françaises. Ces mains étrangères creusèrent à nouveau, entre les deux Frances, un fossé profond.» Puis ce fut la guerre d'Espagne, qui suscita des remous dans l'opinion publique.

Brochant sur le tout, la personnalité étrange de Léon Blum, le nouveau Président du Conseil. Elle ne pouvait être un symbole d'apaisement ni d'autorité : à la place d'un homme d'État souple et réaliste, on nous offrait un doctrinaire maussade et un dilettante sceptique, que la bourgeoisie ne pouvait pas respecter et qui ne prit pas à cœur les vrais intérêts de la classe ouvrière.

On ose à peine parler de son prédécesseur, Albert Sarraut, qui eut l'aplomb, sachant ce que nous allons dévoiler, de déclarer dans un retentissant discours, en avril 1936, que la France était forte. Certains journalistes, moins écoutés que notre Premier, précisaient, dès cette époque : « Quant à espérer que les étrangers nous croient, à ce sujet, sur parole, ce serait un leurre ; à côté de nos affirmations accueillies par leur acquiescement silencieux et courtois, il y a ce que leurs gouvernements pensent réellement, s'en rapportant à leurs agents de renseignements, à leurs observateurs, à leurs statisticiens, à leurs espions. »

D'aucuns croyaient peut-être que nos discordes politiques n'étaient que superficielles et que l'union sacrée, comme naguère, interviendrait. D'autres pensaient que devant le danger nos armements étaient peu à peu mis au point. Le gouvernement français et les militaires n'en sont que plus coupables, puisque les avertissements ne leur ont pas manqué. Nous ne rappellerons ici que trois extraits des lettres de nos représentants à Berlin, François-Poncet et Coulondre.

Le premier écrivait le 4 octobre 1938 : « Il est nécessaire que, tout en continuant à affirmer leur volonté de paix et en ne négligeant aucun moyen d'entente avec les États autoritaires, les démocraties occidentales combent au plus vite les lacunes de leurs armements et qu'elles offrent à l'étranger le spectacle du travail, de la cohésion et de la force. » Et le 20 octobre, au lendemain de Munich : « Peut-être n'est-il pas téméraire de penser que les événements que la France vient de vivre auront achevé de la convaincre de la nécessité d'un ordre et d'une cohésion nationale, d'une certaine réforme morale et d'un perfectionnement rapide et rigoureux de son appareil militaire. »

De son côté, Coulondre mandait le 19 mars 1939 : « Nous devons nous résigner à subir un jour les volontés hitlériennes, ou mettre sur pied, en unissant nos forces et celles de l'Angleterre, un appareil militaire, et notamment une armée de l'air assez puissante pour en imposer à l'Allemagne. Il importe que, dès maintenant, 1° nous portions au maximum notre effort de réarmement ; 2° dans la mesure du possible, nous évitions toute publicité autour de ce réarmement intensif. J'estime que nous devons sans délai procéder, de la façon la plus intensive et la plus secrète possible, à la mobilisation industrielle du pays. »

*
* * *

Et, pendant que la France était endormie par son Gouvernement, l'habileté diplomatique de Hitler consistait à nous faire croire qu'il n'y avait plus de différend franco-allemand. Ainsi la guerre avec la France et la Grande-Bretagne pouvait être présentée à l'Allemagne et à l'univers entier comme une agression contre un peuple qui avait à l'est de son territoire des difficultés qu'il prétendait résoudre en toute indépendance. Certains publicistes français obéissent à cette tendance :

« Qui avait intérêt, écrit Jean Thouvenin (1), à lancer la France dans la guerre? Il faudra que toute la lumière soit faite à ce sujet. Le gouvernement du maréchal Pétain l'exige: l'opinion française attend, en toute sérénité, le verdict de justice. »

Il est malheureusement exact, comme on l'a souvent répété, que « par une sorte de fatalité terrible, la France et l'Allemagne semblent vouées à la nécessité de s'infliger réciproquement des maux toujours aggravés, mais notre nation peut, en tout cas, se dire qu'elle n'est pas responsable de ce funeste esprit de représailles et de vendetta ». Le conflit actuel aurait éclaté d'une façon ou d'une autre : il suffit pour s'en convaincre de se reporter à quelques textes anciens. Méditons ensemble le sens profond de cette réflexion publiée en mai 1923 dans le *Vorwaerts* : « Dans quinze ou vingt ans, on verra ce que la perte de 1.500.000 hommes coûte à la France. A ce moment, nous aurons depuis longtemps remplacé les 1.750.000 hommes que nous avons perdus. » Paroles sinistres, quand on les rapproche de ce qu'écrivait à la même date Jean Fabry : « L'homme qui s'est battu sait que de 1936 à 1940 la France traversera une période critique. »

Dès 1918 d'ailleurs, l'Allemagne montre son idée de revanche : on accueille les prisonniers par des chants patriotiques qui sont plutôt des cris de vengeance que des hymnes à la paix. Des médailles sont répandues dans le public, montrant l'Allemagne bâillonnée, comparant les deux crimes de Sarajevo et de Versailles, exhibant des soldats allemands qui brandissent leurs poings. Entre mille autres, notons enfin ces deux détails : en octobre 1925, deux Allemands prenaient la parole à une manifestation, un militaire, le général Kahns, un pasteur, Willigmann. Le premier déclara : « Il ne dépend que de nous de nous débarrasser des affronts

(1) *Avec Pétain. Une nouvelle page d'histoire de France.*

de la honte et des charges dont nous avons été accablés.» Le second prononçait un sermon et prenait pour thème : « La volonté de Dieu est que la guerre règne sur la terre. Nous autres, Allemands, nous devons vaincre ou succomber. L'Allemagne redeviendra un empire. »

Le secret de la future agression n'était donc pas resté enfoui dans les archives des chancelleries. « Il suffit, écrivait Ludovic Naudeau en janvier 1923, d'être informé de l'importance des constructions maritimes allemandes depuis 1918 pour être fixés sur la prétendue misère de ce peuple qui, en réalité, travaille silencieusement, sournoisement, fébrilement à son relèvement, tout en continuant d'ailleurs à se multiplier avec une surabondance exorbitante sur son territoire déjà surpeuplé, ce qui lui constituera pour un avenir prochain un inévitable besoin d'expansion, c'est-à-dire de conquête. »

Voyons maintenant quelques dates utiles. Le 16 mars 1935, le service militaire obligatoire est rétabli en Allemagne. Le 7 mars 1936, la Rhénanie est remilitarisée. Le 24 août, la durée du service militaire est portée à deux ans. En mars 1938, les troupes hitlériennes entrent à Vienne. En septembre, Hitler occupe le pays des Sudètes. Le 15 mars 1939, les Allemands s'installent dans la capitale tchèque. Quelques jours après, c'est Memel. En septembre, les armées du Reich franchissent enfin la frontière de la Pologne.

*
* *

Au cours des réunions officieuses de parlementaires, à Vichy, M. Georges Bonnet rappela à ses collègues que, le 1^{er} septembre 1939, il avait admis, au nom du Gouvernement français, la proposition de conférence faite le 31 août, au début de l'après-midi, par l'Italie, pour régler le conflit germano-polonais et que le 2 septembre, tandis que la

Pologne était déjà en guerre avec l'Allemagne, il avait poursuivi inlassablement ses efforts de pacification, et accepté qu'eût lieu une conférence « que le Gouvernement britannique et le Gouvernement polonais rendirent impossible », en exigeant l'évacuation préalable des territoires déjà occupés par les armées allemandes.

Fabre-Luce ajoute les détails suivants : « Georges Bonnet pense que la prétention de faire régler le différend par un contact direct entre Berlin et Varsovie fera échouer la médiation italienne. Il songe à remettre sa démission. Parce qu'il a été chambré au Conseil des Ministres, associé malgré lui à une imprudence, il aura devant l'Histoire le mérite d'avoir sauvé la paix dans « l'honneur ».

En réalité, ce point d'histoire n'est pas si simple qu'il en a l'air. A la rigueur, M. Georges Bonnet pourrait plaider cette cause s'il avait réellement donné sa démission à cette date, car dans ce drame, les velléités de retraite sont trop souvent invoquées. « On avait bien entendu dire, écrit Fabre-Luce, en 1938, que nos généraux déconseillaient la guerre, que Vuillemin, le chef de notre aviation, parlait de démissionner. » Toujours des bruits, comme pour Bonnet. Nous sommes loin de la démission de Delcassé, imposée sans doute par l'Allemagne, mais suffisamment motivée par l'intéressé pour alerter le pays. Et l'on a connu des membres du Conseil supérieur de la Guerre plus courageux. Rappelons qu'en 1911 il y eut des menaces publiques de démission en masse au sein de ce conseil pour obtenir du Gouvernement le remplacement de son Président le général Michel, jugé incompetent par ses collègues. Le Gouvernement, par crainte des répercussions dans l'opinion publique, dut céder.

Nous allons examiner la position de la France en septembre 1939, l'attitude de son Gouvernement, ainsi que celle de M. Georges Bonnet, qui répète aujourd'hui trop facilement, avec tant d'autres : « Je n'ai pas voulu cela. » Ajoutons,

à titre épisodique, en déclarant qu'il n'est pas déshonorant d'être dupe, que la médiation italienne n'était pas sincère : Mussolini a clamé, depuis, qu'il n'était pas entré dans la guerre dès septembre 1939 parce que ses préparatifs n'étaient pas achevés.

Notre ambassadeur à Varsovie, M. Noël, avait mis en garde son Ministre des Affaires Étrangères dès le 29 avril contre une interprétation restreinte des ambitions allemandes : « Il peut paraître regrettable que le problème se pose pour l'instant à l'occasion de Dantzig. Il convient que l'opinion française comprenne qu'il dépasse singulièrement cette question et qu'il n'en est ni la cause ni l'essentiel. Les dirigeants polonais souhaitent comme nous-mêmes que l'événement ne se précipite pas ; mais si nous voulons trouver, en tout état de cause, la Pologne à nos côtés lorsque l'heure du péril sonnera, il convient de ne rien faire qui puisse lui faire douter de notre appui. »

M. Georges Bonnet, qui essaie aujourd'hui de faire oublier ses attaches avec le Front populaire en se faisant le champion de la collaboration avec l'Allemagne, avait bien compris le problème dans les mois qui précédèrent la guerre. N'écrivait-il pas à notre ambassadeur à Berlin le 19 mars 1939 : « Veuillez ne laisser échapper aucune occasion pour protester contre une affirmation qui constitue une nouvelle preuve de la mauvaise foi du Gouvernement allemand. » Sa manière de voir, M. Georges Bonnet l'a notée pour la postérité dans le mémorandum qu'il a rédigé à la suite d'une conversation avec l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, le 1^{er} juillet 1939 : « J'ai dit à l'ambassadeur qu'il pouvait constater en France le mouvement d'unanimité nationale qui s'était fait derrière le Gouvernement ; les élections seraient suspendues, les réunions publiques arrêtées, les tentatives de propagande étrangère, quelles qu'elles soient, réprimées, les communistes mis à la raison. La discipline et l'esprit de sacrifice du peuple français

ne pouvaient être mis en doute.» Et le jour même il avait remis une note à l'ambassadeur du Reich : « Je tiens à rappeler nos engagements à la toute particulière attention de M. de Ribbentrop et à bien marquer l'inébranlable résolution de la France de les remplir en mettant toutes ses forces au service de la parole qu'elle a donnée. Toute entreprise, quelle qu'en soit la force, qui, tendant à modifier le *statu quo* à Dantzig, provoquerait une résistance armée de la Pologne, ferait jouer l'accord franco-polonais et obligerait la France à porter immédiatement assistance à la Pologne. »

Les déclarations actuelles de M. Georges Bonnet veulent prouver que la diplomatie française, durant les semaines qui ont précédé le conflit, a été soumise à l'action de la Grande-Bretagne. Déjà le document que nous venons de citer détruit cette thèse, puisque notre ministre des Affaires Étrangères définit l'attitude de la France sans même faire allusion à l'entente franco-britannique sur la question, ce qui aurait été pourtant normal. « Nous devons nous attendre, écrivait notre chargé d'affaires à Berlin dès le 6 avril, dans les semaines qui vont suivre, à une violente offensive contre l'armature morale de la France et de l'Angleterre. » Plus tard, le 30 juin, M. Coulondre ne craint pas de faire allusion à une politique commune : « J'ai affirmé, cela va sans dire, la solidarité absolue de la France et de l'Angleterre dans un conflit éventuel. Il n'en importe pas moins de noter que sous une forme plus ou moins enveloppée on prétend faire encore ici au regard d'un conflit polono-allemand, une distinction entre l'attitude de l'Angleterre et nos propres dispositions. »

Nous allons voir, par des déclarations très nettes de M. Georges Bonnet, que l'Allemagne n'était pas autorisée à envisager comme possible une dissociation et que, d'autre part, au lieu d'être à la remorque de la Grande-Bretagne, la diplomatie française crut bon parfois d'entraîner sa parte-

naire. Le 11 décembre 1938, M. Georges Bonnet mande à notre ambassadeur à Londres : « J'ai tenu à prendre l'initiative d'affirmer de la façon la plus nette, au cours de mes entretiens avec M. de Ribbentrop, le caractère ainsi que la portée de la solidarité franco-britannique et l'importance fondamentale de celle-ci pour l'orientation de la politique française. Dans mes entretiens avec le Ministre allemand, je n'ai laissé subsister aucun doute sur l'impossibilité où l'Allemagne se trouverait éventuellement de spéculer sur une dissociation de la France et de la Grande-Bretagne. » Plus tard, après l'occupation de la Bohême et de la Moravie, notre Ministre des Affaires Étrangères estime qu'il convient de protester et écrit à notre ambassadeur à Londres pour le prier de sonder Lord Halifax pour l'amener à faire à Berlin une démarche concertée. Et au moment où le Gouvernement français est informé des préparatifs militaires du Reich contre la Pologne, c'est lui qui prend l'initiative d'alerter le Gouvernement britannique, et notre ambassadeur à Londres reçoit, le 29 juin 1939, le télégramme suivant : « Il paraîtrait très désirable que Lord Halifax dans le discours qu'il doit prononcer ce soir pût trouver l'occasion de donner aux dirigeants du Reich un avertissement clair sur la détermination commune des deux Gouvernements à remplir leurs obligations d'assistance vis-à-vis de la Pologne, quels que soient les moyens obliques que l'Allemagne pourrait mettre en œuvre pour créer une équivoque sur le caractère réel de son action. J'attacherais du prix à ce que vous puissiez intervenir à temps dans ce sens auprès du Principal Secrétaire d'État. »

Il était donc nécessaire d'établir que la position prise par la France, si elle fut conforme à celle de la Grande-Bretagne, fut toujours indépendante. D'autre part, la France a été jusqu'aux limites du possible pour éviter un conflit sanglant. On n'a pas oublié la lettre de Daladier à Hitler. Relisons ensemble le compte rendu fait par Coulondre sur cette dé-

marche : « Durant quarante minutes j'ai commenté la lettre émouvante du Président du Conseil. J'ai dit tout ce que mon cœur d'homme et de Français pouvait m'inspirer pour amener le Chancelier à accepter une suprême tentative de règlement pacifique de la question de Dantzig. Je l'ai adjuré face à l'histoire, au nom de l'humanité, de ne pas écarter cette dernière chance. Pour le repos de sa conscience, je lui ai demandé de ne pas faire couler le sang, le sang des soldats et aussi celui des femmes et des enfants, avant de s'être assuré que cela ne pouvait pas être évité. Je l'ai mis en présence des responsabilités terribles qu'il assumerait vis-à-vis de la civilisation occidentale. »

Le point de vue français est ici bien défini. Ajoutons ce détail capital, que M. Georges Bonnet semble avoir oublié. Selon le *Livre Jaune*, notre ambassadeur à Londres télégraphia à son Ministre des Affaires Étrangères le 1^{er} septembre que « le Gouvernement anglais laissait au Gouvernement français le soin de répondre comme il l'entendrait au Gouvernement italien ».

Le jour même, M. Georges Bonnet communiquait à tous les postes diplomatiques que les troupes allemandes avaient, à 5 heures du matin, attaqué sans ultimatum ni préavis sur toutes les frontières de Pologne.

Quel est le commentaire qui fut donné de ces faits à l'Assemblée nationale? Lisons la déclaration de M. Bergery : « C'est ainsi qu'un chef de gouvernement, ministre de la Défense nationale depuis cinq ans, avec la complicité des chefs des grands partis, des présidents des deux assemblées et du plus haut magistrat de la République, avec la complicité aussi de journalistes asservis par le gouvernement ou corrompus par l'étranger, a pu déclarer inconstitutionnellement une guerre qu'il avait été incapable de préparer. »

Or le Gouvernement a lu, le 2 septembre 1939, devant les deux Chambres, une déclaration qui ne laisse planer

aucun doute sur ses intentions : elle fut hachée par les applaudissements unanimes des sénateurs et des députés. Voyons les phrases essentielles de M. Daladier et examinons de bonne foi si une ambiguïté subsiste :

« Si le combat s'arrêtait, si l'agresseur regagnait ses frontières, si une libre négociation pouvait encore s'engager, croyez bien que le Gouvernement français n'épargnerait aucun effort afin de permettre, aujourd'hui encore, s'il est possible, son succès dans l'intérêt de la paix du monde. Notre devoir, il est d'en finir avec les entreprises de l'agression et de la violence, par des règlements pacifiques, si nous le pouvons encore, et nous le tenterons jusqu'au bout. Par l'usage de notre force, si tout sens moral, en même temps que toute lueur de raison a disparu chez les agresseurs. Si nous ne tenions pas nos engagements, si nous laissons l'Allemagne écraser la Pologne, dans quelques mois, peut-être dans quelques semaines, que dirions-nous à la France s'il fallait à nouveau se dresser devant l'agresseur? C'est alors que ces soldats si résolus nous demanderaient ce que nous avons fait de nos amitiés. »

Nous sommes fiers que l'unanimité du Parlement français se soit associée à ces déclarations. Elles devaient être rappelées ici parce que le maréchal Pétain a accepté, sans protester, que Hitler l'accueillît par ces paroles : « Je sais que vous n'avez pas voulu la guerre. » Cette phrase a-t-elle le même sens pour tout le monde?

Non, la France n'a pas voulu la guerre, mais l'a bel et bien subie. Hitler, pour qui les victimes sont toujours des bourreaux, prétend affirmer la responsabilité de la France dans le conflit actuel et nous ne pouvons que regretter un silence ambigu du Gouvernement français. Devant cette carence, faisons appel à M. Georges Bonnet pour répondre au chancelier allemand : « La France, écrivait notre Ministre des Affaires Étrangères à M. de Ribbentrop le 21 juillet,

veut ardemment la paix, personne ne peut en douter. Personne ne peut douter davantage de la résolution du Gouvernement français de tenir ses engagements. Mais je ne saurais laisser dire que notre pays serait responsable de la guerre parce qu'il aurait fait honneur à sa signature.»

Si l'on veut vraiment faire un procès à la France, il convient de remonter plus haut et dire avec un polytechnicien, le général Chauvineau, dont nous analyserons l'ouvrage plus loin : « Notre diplomatie a mis le bras de la France dans des engrenages excessivement dangereux ; après 1918, elle a promis notre aide à des nations éloignées que nous ne pouvons aider. » C'est possible, à condition toutefois de ne pas manquer de cœur et de ne pas conclure, comme s'il s'agissait d'opérations de mathématiques : « Il y a des gens que la géographie a bien placés, d'autres qu'elle a mal placés, des races de 50 millions d'âmes auxquelles ce nombre apporte de bonnes conditions d'existence, d'autres qui vivent dans l'inquiétude parce que leur trop faible importance numérique et une géographie implacable se sont mis d'accord pour leur rendre l'existence difficile. Faudrait-il se battre contre le ciel pour changer cela ? »

*
* *

Nous n'avons pas voulu la guerre, ce n'est pas douteux, mais ce qui est aussi certain, nous n'avons pas voulu la voir, nous ne nous y sommes pas préparés.

Au sujet de l'armement de la France au moment de la déclaration de guerre, il convient de parcourir le rapport d'Henri Bidou publié dans *Sept jours*, journal hebdomadaire qui paraît à Lyon :

La dotation numérique d'une division d'infanterie comprenait une cinquantaine de canons de 25 anti-chars, à traction à cheval. Par suite des lenteurs de fabrication, le déficit moyen

a été d'un tiers. Trois divisions n'avaient même aucun canon de 25. Notre matériel anti-char le plus moderne et le plus puissant était le canon de 47 qui avait fait son apparition dans les divisions actives.

La division cuirassée comprenait deux demi-brigades de chars : une de deux bataillons de chars B, une de deux bataillons de chars légers Hotchkiss, un bataillon de chasseurs portés avec voitures blindées tous terrains, un régiment d'artillerie, une batterie anti-chars, des éléments de génie et une escadrille.

Il y avait trente chars B par bataillon et quarante-cinq légers, ce qui faisait cent cinquante chars dans une division cuirassée. Une de nos divisions cuirassées représentait ainsi le tiers d'une Panzerdivision allemande. Ces divisions cuirassées étaient de création récente. Les deux premières ne dataient que de quelques semaines et la troisième était en voie de constitution. Nous en verrons former une quatrième au cours de la bataille.

L'armée française n'a employé, pendant toute la campagne, que deux cent soixante-dix chars B.

Au total, elle possédait quarante-six bataillons de chars, dont douze dans les divisions cuirassées et les trente-quatre autres en réserve générale. Mais, de ces trente-quatre bataillons, il faut en défalquer sept, qui se composaient de matériel périmé, six étant formés de chars Renault de la dernière guerre et un des premiers chars lourds sortis après la Grande Guerre. Ce dernier bataillon était à Nancy. Il fut chargé sur un train quand la retraite fut ordonnée et a été détruit sans avoir jamais servi. On évaluait le total des engins blindés allemands à un chiffre oscillant entre 6 et 7000.

Les disponibilités en avions, le 10 mai 1940, étaient les suivantes :

L'aviation de bombardement française comprenait 31 avions de jour et 64 de nuit. Les avions de nuit sont des appareils qui, quoique d'un modèle plus ancien, ont été employés au bombardement de jour et ont rendu d'excellents services. Soit, au total, 95 avions de bombardement, dont les deux tiers sans valeur. L'aviation de chasse comprenait 420 appareils disponibles. Rappelons simplement qu'au début de la guerre, l'aviation allemande disposait de 4.500 appareils de première ligne.

« Si la guerre éclate, disait à Maurois vers 1935 un colonel qui commandait à Lyon une escadrille de bombardement,

nous nous ferons tuer bravement, mes pilotes et moi, mais c'est tout ce que nous pourrons faire, parce que nous sommes trop peu nombreux et que nos appareils sont périmés.» Et Maurois d'ajouter : « En 1936, la situation devint pire encore. Les occupations d'usines, les grèves, le manque d'énergie du gouvernement, les lenteurs de la bureaucratie, les exigences des commissions de réception rendirent la production française presque nulle pendant l'année 1937, le nombre d'avions produit chaque mois par les usines françaises tomba au chiffre presque incroyable de trente-huit, alors que la production mensuelle allemande dépassait mille avions.

Et ainsi l'on comprend que le général Gamelin ait pu prétendre « que nous ne possédions pas au début de la campagne les moyens matériels de prendre l'offensive, et en particulier que nous n'avions pas la grosse artillerie nécessaire. Faute de ces moyens, une telle attaque eût entraîné des pertes écrasantes ».

« La guerre était perdue, dit Maurois, dès la minute où elle commença, parce que nous n'avions pas assez d'avions, pas assez de chars, pas assez de canons anti-aériens, pas assez de canons anti-chars, et pas assez d'usines pour construire ce qui nous manquait. » Une précision supplémentaire est fournie par Fabre-Luce : « En divisions blindées et en aviation de bombardement, les Franco-Anglais n'avaient pas la moitié des ressources de l'ennemi. » C'est un cri général et déjà Gordon Waterfield (1) pouvait noter ce que tout le monde s'accordait à lui déclarer : « Tous nos ennuis viennent du manque d'avions et du manque de tanks. »

Si nous reprenons le résumé d'Henri Bidou, nous trouvons que « le secteur de la Meuse, tenu pour malaisé à fran-

(1) *What happened to France?*

chir, était défendu surtout par des territoriaux, et ce fut celui de l'armée Corap ; derrière la ligne Maginot, il y avait seize divisions d'infanterie active, dans un secteur qui allait être passif».

Laissons de côté cette répartition des forces pour revenir aux armements. Nous savons qu'en septembre 1936, le Gouvernement de Front Populaire prit l'initiative de proposer les plus fortes dépenses militaires qui aient été demandées à la France depuis la guerre de 1914, quatorze milliards de crédits supplémentaires répartis sur quatre années. Nous venons de constater qu'en 1940 il n'y avait rien de fait ou presque, et alors nous aboutissons au dilemme suivant : ou les services compétents ont reçu ces sommes et qu'en ont-ils fait ? ou les fonds ne leur ont pas été confiés et pour quelle raison n'ont-ils pas élevé de protestation ?

« Quelques jours avant la guerre, raconta M. Georges Bonnet à Maurois, à la fin du mois d'août 1939, j'ai convoqué dans mon bureau deux des chefs qui étaient responsables de notre armée et de notre aviation. Je leur ai dit que nous dérivions vers la guerre et que, si la Pologne ne cédait pas, cette guerre était inévitable à bref délai. Toutefois, leur ai-je dit, si vous, chefs de nos armées, me dites que nous n'avons *aucune* chance sérieuse d'être vainqueurs, alors je demanderai à la Pologne de donner aux Allemands Dantzig et le Corridor. Ne croyez pas surtout que j'aie des illusions sur la volonté de guerre des Allemands. L'Allemagne se prépare, depuis sept ans, à une guerre européenne et elle la fera tôt ou tard, si elle ne peut obtenir par la simple menace d'une guerre l'hégémonie qu'elle souhaite. Mais il se peut que nous ayons intérêt à retarder l'échéance. Il se peut que nous ayons intérêt à gagner six mois, un an, que nous pourrions alors consacrer à un travail intense de réarmement. C'est pourquoi je me tourne vers vous et vous demande : « Y a-t-il d'impérieuses

« raisons militaires pour exiger de la Pologne cette renoncia-
« tion? » Ils me répondirent l'un et l'autre qu'ils ne voyaient
aucune raison militaire pour retarder l'échéance et qu'un
délai serait aussi bien utilisé par l'Allemagne que par nous-
mêmes. Dans ces conditions, je ne pouvais plus rien. »

Il est possible que cette conversation soit romancée. En
tout cas, elle doit être versée au dossier puisque Fabre-Luce
rapporte l'incident d'une manière plus précise : « Le 23
août, un Conseil de la Défense nationale se réunit. Deux
thèses sont en présence. Georges Bonnet dit : « Abandonner
« Dantzig pour gagner six mois pendant lesquels l'armée
« britannique se développera. » Gamelin répond : « La résis-
« tance polonaise suffit à nous donner ce délai. » Daladier
se porte garant de nos fortifications et Guy La Chambre de
notre aviation. « Il ne manque pas un bouton de guêtre »,
disait déjà en juillet 1870 le général Lebœuf. » L'usage en
France est bien de faire la guerre sans la préparer : mai 1940
est la suite d'août 1914 et d'août 1870.

Ce double récit concernant le même entretien vise trois
personnalités sur lesquelles il convient de s'arrêter un instant.

Il semble bien, d'un commun accord, que Daladier n'a
pas été à la hauteur de sa tâche, mais on affirme qu'il a tou-
jours fait ce que demandaient les militaires et ces derniers
peuvent l'avoir trompé. Écoutons Fabre-Luce qui n'est pas
tendre pour l'ancien Président du Conseil : « Daladier, qui
devrait contrôler le Commandement, se contente de le sous-
traire aux critiques parlementaires. Avec lui, disaient les
généraux, on est tranquille. »

Guy La Chambre aura à répondre de ses services et no-
tamment devra faire la lumière sur l'incident suivant : « En
février, en prévision d'un débat, il aurait fait facturer d'avance
les avions en cours d'exécution. Cela revient à vider sa caisse,
sans pourtant disposer des machines. Mais ce tour de passe-
passe arrange tout le monde : les constructeurs, payés d'avance :

le gouvernement, muni de statistiques impressionnantes ; la Chambre, heureuse d'étayer par quelques chiffres son enthousiasme de principe. « Nous n'avons que 800 « avions de première ligne », affirme le matin l'interpellateur Robbe : on l'applaudit. « Nous en avons 2.000 », répond le soir même le ministre : on l'acclame. »

Reste Gamelin, qui pourrait bien être le bouc émissaire de toute la catastrophe et qui le mérite pour la plus grande part. Pourtant il ne sera pas seul. Quelques dates et quelques noms sont à mentionner ici. En 1930, le général Weygand est nommé chef d'État-major général et son sous-chef n'est autre que Gamelin. En février 1931, le maréchal Pétain quitte ses fonctions de généralissime, mais est nommé inspecteur général de la défense aérienne. Il sera, on s'en souvient, ministre de la Guerre du 9 février au 17 novembre 1934. Le général Weygand est alors promu généralissime, et c'est en cette qualité qu'il se rendit à Londres en juin 1934, où il eut des entretiens avec le chef d'État-major britannique. Enfin le général Gamelin est nommé chef d'État-major général en remplacement de Weygand, dont il était l'adjoint. Rappelons que ces nominations ont été faites par un gouvernement dont le Président du Conseil était M. Laval et le ministre de la Guerre, Maginot. C'est le général Maurin, ministre de la Guerre d'un cabinet Flandin qui, en janvier 1935, promut Gamelin au rang de généralissime : un remaniement des règles du haut commandement lui conserve les fonctions de chef d'État-major général. Le même ministre lui conféra la Médaille militaire le 25 janvier 1936, et la décoration lui fut remise par le maréchal Pétain.

*
* *

Cette médiocre situation de l'armement n'était malheureusement pas nouvelle pour la France. Déjà en 1914, la

guerre n'avait pas été préparée davantage, mais précisément le pays était en droit de penser que la leçon avait porté. Rappelons, par un détail, les erreurs qui avaient précédé le dernier conflit et s'étaient même prolongées durant quelques mois. « La guerre avait surpris notre aviation dans un dénuement complet et sans aucune idée générale de son rôle tactique. Nos deux cents pilotes, gens de sport presque uniquement, disposaient en tout de deux mitrailleuses. Une demande de 100 Hotchkiss, présentée en octobre 1914, fut réduite à 50, livrables en trois mois, comme excessive. Et on eut toutes les peines du monde à les faire accepter, une fois livrées, par les aviateurs incrédules. Deux ou trois escadrilles, sans fonctions définies, cherchaient leurs places dans le front. On chassait au fusil, comme un gibier; on versait des obus d'artillerie sur la tête de l'ennemi, tant bien que mal, par-dessus la carlingue. »

Cette fois encore, il est tragique de constater la légèreté, l'insouciance, l'incurie du commandement pendant les mois qui s'intercalent entre l'attaque de la Pologne et l'invasion de la Belgique.

« Hitler avait dit de nous, écrit Maurois : *Je pourrai leur guerre*, et, au cours de ce long hiver d'inaction, il y avait réussi. Les hommes se lassaient de creuser des tranchées sous la pluie, pour se défendre contre un ennemi qu'ils ne voyaient jamais. On aurait pu, on aurait dû emmener les divisions, les unes après les autres, dans des camps et les soumettre à un entraînement intensif pour les préparer à une guerre entièrement nouvelle, qui promettait d'être terrifiante. Toute l'expérience de la guerre de Pologne aurait dû être utilisée.

« En un temps où le pays, au moment le plus grave de son histoire, ne disposait que de quelques semaines de répit pour réparer des erreurs anciennes, pour compléter ses fortifications, pour instruire ses hommes, Français et Anglais

continuaient, sauf dans quelques secteurs du front, à mener des vies de fonctionnaires soumis à toutes les exigences de la bureaucratie militaire.»

On pouvait voir « des officiers qui employaient des territoriaux, de leur mieux, à créer des potagers, des basses-cours modèles, à élever des lapins et des porcs ». Sur le front des combattants, cela ne va guère mieux. « A Strasbourg, écrit Fabre-Luce, on pêche à la ligne et les Allemands éclairent aimablement nos opérations d'évacuation avec leurs projecteurs. Sur leurs lignes ils ont dressé des pancartes : « Nous ne voulons pas faire la guerre aux Français. » Nos poilus ont défense de tirer sur ces pancartes. » Gordon Waterfield avait déjà cité des faits du même ordre.

« Je visitai les troupes, ajoute Maurois, en avant de Fourmies et de Charleville, et fus frappé par leur faible densité. En rentrant à Vervins, j'eus l'impression de traverser un pays abandonné. Je ne pouvais m'empêcher, tandis que la voiture roulait dans des villages vides de soldats, de penser à une armée d'invasion. Comme elle aurait eu peu de peine, la frontière franchie, à pénétrer jusqu'à Vervins. Et qu'eût-elle trouvé à l'entrée de la ville ? Des tréteaux de bois qu'un enfant aurait pu renverser, une sentinelle baïonnette au canon, et un brigadier de gendarmerie. C'était peu pour arrêter une division cuirassée. On n'avait même pas pensé à s'inquiéter de la défense de Douai, de celle de Vervins, de celle d'Abbeville, de celle d'Amiens. Les colonels et généraux qui commandaient ces places, pourtant proches du front, étaient d'aimables vieillards qui avaient depuis longtemps pris leur retraite et que l'on avait rappelés, au début de la guerre pour leur confier des postes considérés par l'armée comme des sinécures administratives. Cette situation était d'autant plus grave que toutes ces villes de l'arrière-front, et les chemins de fer qui les réunissaient, constituaient les lignes de communication de nos armées.

« Que voyait-on, en avant de Lille, en ce mois d'octobre 1939? Ça et là, distantes de un ou deux kilomètres, de petites casemates bétonnées, entourées d'un grillage en fil de fer. Chacune de ces casemates était occupée par un détachement britannique : cinq ou six hommes, commandés par un caporal ou par un sergent. Chacune possédait un périscope, pour surveiller le terrain, une mitrailleuse et un fusil mitrailleur. Chacune *aurait dû* contenir en outre un canon anti-char, mais l'emplacement seul existait. Le canon viendrait plus tard. Entre les casemates s'étendait un fossé anti-char, peu profond et à demi effondré. » Fabre-Luce ajoutera ce détail significatif : « Il y a sur la Meuse des blockhaus français dont, au dernier moment, on ne trouvera pas la clef. »

L'inertie de l'avant-guerre et de la période qui a suivi les hostilités avait fini par provoquer un certain découragement. « Un soir, raconte Maurois, un général, dans une division nord-africaine, m'avoua qu'il souhaitait une paix de compromis. Les Allemands sont, me dit-il, beaucoup plus nombreux que nous et ils ont un matériel incomparable. La partie sera trop inégale. Mes hommes sont aussi courageux que d'autres, mais, s'ils n'ont pas de canons anti-chars, ils ne peuvent tout de même pas arrêter les divisions cuirassées avec leurs poitrines. »

Le général Giraud, interrogé par Henry Bordeaux « sur le matériel, les dotations des divisions en avions, en chars, en unités motorisées, garda le silence ». Par contre, avec Maurois, il parla : « Nous manquons de tout. L'aviation surtout. Savez-vous combien, moi, commandant d'armée, j'ai d'avions à ma disposition? Huit. Pas un de plus. » Le 21 avril, Paul Reynaud pouvait dire : « Les chars n'existaient que sur le papier. Le désordre était tel que des canons et des mitrailleuses, dont l'armée manquait, dormaient dans des magasins. »

Une réflexion de Fabre-Luce résume le débat. « Au point

de vue de la production, novembre accuse un recul sur août. Dans les usines d'automobiles, on a encore fabriqué pendant l'hiver, au lieu de chars, trente mille voitures de tourisme. Elles dépensent la précieuse essence d'outre-mer sur les routes de Rambouillet et de Fontainebleau.»

Les pages que Maurois consacre à la question méritent d'être reproduites tout au long, pour détruire deux légendes : le courage des soldats n'est pas en cause dans la défaite ; les méfaits du communisme, pour réels qu'ils aient pu être, passent à l'arrière-plan. Les raisons de l'inertie des huit premiers mois de guerre sont, à son avis, les suivantes :

La *première* fut la maladresse avec laquelle avait été préparée la mobilisation industrielle. Les ouvriers spécialistes, indispensables pour faire des avions ou des canons, se virent envoyés dans des casernes de province, où ils balayaient des cours ou pelaient des pommes de terre. Il fallut des semaines, des mois, pour les retrouver et les renvoyer à leurs machines. Résultat : les usines Renault qui, en temps de paix occupaient plus de trente mille ouvriers et auraient dû tenir une place immense dans la fabrication des chars et des camions, se trouvèrent réduites, au début de la guerre, à un personnel de six à huit mille hommes. C'était absurde.

Deuxième raison : Parce qu'ils s'obstinaient à faire cette guerre comme si elle avait été la guerre de 1914, ingénieurs et financiers établissaient tous leurs plans pour une campagne de quatre ou cinq ans. Résultat : on construisait des usines qui devaient atteindre leur période de production en 1941, ou même en 1942. Au lieu d'utiliser, tant bien que mal, mais tout de suite, les machines-outils qui existaient en France, on en commandait aux États-Unis, pays auquel il aurait fallu demander des chars et des moteurs d'avions. Pour la même raison, on s'efforçait de ménager les dollars et l'or que possédaient l'Angleterre et la France. On divisait ce trésor en quatre ou cinq parts, chacune de ces parts étant consacrée à une année. De puissantes usines américaines, qui auraient pu construire en temps utile le matériel nécessaire à nos armées, demeuraient sans commandes des Alliés. Les engins construits en France nous coûtent moins « cher », disait-on. Ils allaient nous coûter la victoire.

Ce fait est confirmé par Fabre-Luce : « Il ne suffit pas aux techniciens de remporter la victoire. Ils veulent encore assurer la prospérité de notre industrie et préparer l'après-guerre. Ils devraient, par simple prudence, acheter en masse chars et avions aux États-Unis. Ils préfèrent commander des machines-outils dont le rendement ne pourra influencer les opérations militaires qu'après deux ans. Et même, par une étonnante aberration, ils enlèvent des ouvriers à la production actuelle pour les donner à cette production future. »

Troisième raison : Les programmes étaient conçus pour une guerre qui ne devait jamais avoir lieu. L'État-major voulait préparer, à long terme, l'attaque de la Ligne Siegfried. Il avait calculé, avec une admirable précision, combien il lui fallait pour cette opération de canons lourds et ces canons avaient été commandés, alors que tous nos efforts auraient dû être consacrés aux besoins véritablement urgents : canons anti-chars, canons anti-aériens, et aux armements légers : fusils et pistolets mitrailleurs. Nos patrouilleurs de la Sarre suppliaient le commandement de leur donner des mitraillettes, dont étaient munis les patrouilleurs allemands. Le commandement n'en possédait pas. Lorsque les Allemands commencèrent à lancer des parachutistes, tous les officiers reçurent l'ordre de porter des revolvers. Mais ces revolvers n'existaient pas en France. J'allai moi-même chez les armuriers de plusieurs villes, y compris Paris, sans pouvoir en acheter un. On finit, au début de juin, par les commander en Italie. C'était un peu tard.

Quatrième raison : Enfin des difficultés morales et politiques retardaient la production. Depuis que la Russie s'était rangée aux côtés de l'Allemagne, les ouvriers communistes, assez nombreux, sans montrer ouvertement leur opposition, travaillaient sans entrain, ni vigueur. La suppression presque du profit avait découragé le petit patronat. On ne vit jamais pendant cette guerre, comme en 1914, le moindre atelier, le moindre garage, tourner des obus. Pendant plusieurs mois, la France travailla au rythme du temps de paix.

Nous insistons sur ce fait que Maurois met au dernier plan, la mauvaise volonté des ouvriers : en effet, les trois

premières raisons sont amplement suffisantes pour montrer la carence des pouvoirs civils et militaires. On a pourtant essayé, au moment de l'armistice, de chuchoter qu'un complot communiste menaçait. Accusation plus impie : on a laissé dire que les soldats ne se seraient pas battus convenablement. On n'ose plus le formuler aujourd'hui et retenons que Weygand a dit à Henry Bordeaux : « Ceux d'aujourd'hui valent bien ceux d'hier. » Toutefois cette appréciation de Maurois n'est pas inutile à mentionner : « Le courage le plus héroïque ne manquait pas dans les armées alliées. Il n'est pas vrai que les soldats se soient, dès le début, montrés moralement incapables de résistance. Les hommes de la bataille des Flandres valaient ceux de la bataille de la Marne. Mais de même que des microbes, qui attaquent sans résultat un organisme sain, viennent facilement à bout d'un corps déjà usé par la fatigue ou par les soucis, ainsi les éléments de faiblesse morale qui existaient dans nos armées se mirent soudain à proliférer lorsqu'une effroyable expérience leur révéla l'insuffisance de notre armement. »

*
* * *

Voyons maintenant les responsabilités. Dans son allocution au pays, le 12 octobre, le maréchal Pétain disait : « Le désastre n'est, en réalité, que le reflet, sur le plan militaire, des faiblesses et des tares de l'ancien régime politique. » Bergery avait dit : « Le désastre militaire n'est que la traduction de la corruption du régime. » Or le maréchal Pétain écrivait un an plus tôt dans la préface d'un ouvrage que nous allons analyser : « Ce ne sont pas les dispositions morales particulières des chefs et des peuples qui ont jamais déterminé les caractères généraux des guerres : ceux-ci sont surtout fixés, aujourd'hui comme toujours, par des données précises : effectifs et armement. »

Cette fois le problème est bien posé et par le maréchal Pétain lui-même. Autrement dit, les autorités militaires ont-elles fait leur devoir pour armer la France? « Les propos dramatiques et patriotiques des orateurs de la Chambre, écrit Fabre-Luce, faisaient croire aux Français, depuis deux ans déjà, qu'on travaillait ferme dans les usines d'armement. » Nous allons nous demander si certains militaires n'ont pas laissé croire au pays que c'était bien inutile. L'enquête va porter sur le char et l'avion.

Gaston WIER.

(à suivre.)

LA COURONNE DE CARTON.

(CONTE.)

Vous me demandez, Monsieur le Juge, pourquoi j'ai tué l'impresario Zahir?... Je n'ai pas tué l'impresario Zahir, et il m'était absolument impossible d'envisager ce meurtre. On vous a certainement trompé en vous disant que je l'ai tué. En effet, je ne me connais pas d'ennemi qui désire ma perte, pourquoi aurait-on formulé contre moi une pareille accusation? Pourquoi m'imputerait-on faussement cet assassinat, alors que personne n'ignore la sincère amitié qui me liait à Zahir, directeur d'une troupe à laquelle j'appartiens depuis plus de vingt ans?

Je l'aimais, je le respectais, je reconnaissais toutes les bontés et les attentions dont il n'avait cessé de me combler, car il me chérissait, faisait toujours mon éloge et appréciait mes mérites. Il n'est pas un seul membre de la troupe qui ne sache tout cela. Faites-les comparaître, Monsieur, et recueillez leurs dépositions. Ils conviendront de leur erreur et avoueront qu'ils m'ont calomnié.

*
* *

Pourquoi aurais-je tué l'impresario Zahir?

Cette question m'est posée, à moi, à moi qui, dans la rue, marche avec une prudente circonspection, de peur d'écraser une fourmi ou d'écrabouiller un cafard. Rien

ne me répugne plus au monde que la vue du sang, même celui de ces bestioles. Je déteste tellement les spectacles de batailles et de tueries sur la scène, qu'au théâtre on m'a donné le surnom du « Roi pacifique et sensible ». J'ai toujours été choisi pour tenir le rôle de ce prince et j'y ai acquis une maîtrise qu'aucun homme de l'art ne m'a jamais contestée. En jouant ce rôle, je n'ai jamais été un hypocrite ni un pâle imitateur, car telle est vraiment la personnalité que je possède dans l'existence. Croyez-moi, Monsieur le Juge, je ne suis pas l'assassin de Zahir. Si vous acceptez cette déclaration comme base de mon interrogatoire, je pourrai alors vous communiquer des détails intéressants sur l'histoire de ma vie, sur mes rapports avec l'impresario Zahir et avec sa troupe.

*
* *

Depuis vingt ans, je tiens un rôle dans la pièce « Le Roi pacifique et sensible ». Depuis vingt années complètes je passe mes jours dans des palais magnifiques aux colonnes dorées, je siège sur un trône, je porte une couronne constellée de pierreries, je m'enveloppe dans de précieux manteaux de velours et de soie, dont les traînes sont portées par des pages. Depuis vingt ans, je préside à de somptueux festins, je mange dans de la vaisselle de prix, je bois dans de lourdes coupes, étincelantes, je sème l'or à mes courtisans, qui s'entre-tuent pour le ramasser. Et surtout, Monsieur, ne dites pas que mes châteaux, que toutes leurs précieuses richesses ne sont que du carton et du papier. Non, ce sont des palais royaux, tels qu'aucun prince, aucun souverain n'en a possédés. La sensation qu'a l'homme de savourer un plaisir ne suffit-elle pas à créer une réalité ? Ne le goûte-t-il pas de la manière la plus parfaite ? Si l'on vous donnait, Monsieur, dix tonnes d'or pur, et si l'on vous installait, avec vos dix tonnes d'or, dans un désert aride, loin de tout lieu habité, dans lequel on ne verrait âme

qui vive, à quoi vous servirait cette prodigieuse richesse, pour laquelle individus et nations se livrent des combats? Ne vous faudrait-il pas remettre à plus tard le profit à en tirer? Eh! bien, le carton et le papier de mon palais de théâtre ont à mes yeux plus de valeur et me procurent plus de profit que ces précieux lingots au sein des immenses solitudes. Cela me donne l'illusion du prestige de la royauté et du faste impérial. Soyez sincère et vous le reconnaîtrez aisément avec moi. Je vous jure, Monsieur, qu'en sortant de mon festin royal, je suis plus rassasié que n'importe quel homme qui se serait rempli la panse au banquet le plus plantureux. Les effluves appétissants de ces ripailles princières pénètrent dans mes narines, de même que mes lèvres sont sensibles au goût des vins généreux qui me sont versés dans des coupes d'or incrusté de gemmes. Jusqu'à présent, je n'ai pas perdu le souvenir de cette joie intense qui inonde mon cœur lorsque je fais grâce à un criminel que le bourreau amène devant moi pour lui faire subir le dernier supplice. La vue de ce malfaiteur qui va recevoir son châtement, dont les regards suppliants implorant mon indulgence, puis la posture de ce malheureux qui se précipite à mes pieds, le visage contre terre, pour me remercier de mon geste de générosité à son égard, — tout ceci me procure une émotion violente et des pleurs jaillissent de mes yeux.

*
* *

Monsieur le Juge, faites-moi la grâce de me laisser développer mes arguments, mais, je vous en supplie, ne vous moquez pas...

J'ai profité de toutes les jouissances, de tous les plaisirs qu'on rencontre dans l'existence des souverains. Comment aurais-je oublié la foule des dignitaires et des officiers qui se pressaient au-devant de moi et qui se prosternaient par déférence pour la majesté de ma personne? J'ai aussi gardé en mémoire ces plaisantes agapes, en

compagnie des plus belles chanteuses, danseuses et musiciennes, ces moments où l'homme apparaît dépouillé de son grave manteau de roi pour revêtir la tenue d'un monarque plus humain. Je revois encore ces ravissantes beautés qui m'entouraient, qui me lançaient des œillades d'amour et de désir : lorsque l'une d'elles surprenait sur mes lèvres un sourire fugitif, elle le considérait comme une de ces aubaines qu'on ne rencontre qu'une seule fois dans sa vie.

Pendant vingt années, Monsieur le Juge, j'ai été un roi majestueux, j'ai commandé à des milliers de sujets, de troupes et d'officiers, et j'ai eu à mon service un nombre incalculable de laquais, de chambrières et d'esclaves. Durant cette période, j'ai joui de l'orgueil du commandement et de la souveraineté : les paroles qui sortaient de ma bouche étaient considérées comme une loi inexorable et mes simples regards étaient guettés par mon entourage comme un ordre impérieux et sacré.

Telle est l'atmosphère dans laquelle j'ai vécu. Après chaque représentation, il n'y avait plus de demeure digne de moi. Je répugnais de m'asseoir au café, je trouvais malséant de perdre mon temps à d'insipides conversations avec des collègues. Le théâtre était mon unique refuge, et je n'en connaissais pas d'autre. J'y passais tous mes instants de loisir, parce que je pouvais me replonger dans cette ambiance de palais peuplés et vivants. Ces monceaux fabuleux de décors, de costumes, d'accessoires divers, m'accompagnaient sans cesse et c'est grâce à cette ambiance que je me sentais bien un souverain dont les moindres caprices étaient exécutés.

*
* *

Telle se déroulait mon existence. Un jour l'impresario Zahir m'appela dans son bureau. A mon entrée, je fus accueilli avec une cordiale affabilité : Zahir me tendit une cigarette que j'allumai aussitôt. Puis il commença

à me parler de mes rôles au théâtre, me fit des compliments et me dit enfin :

— Tu connais mon affection pour toi, mon cher Mahfouz, l'estime que j'ai pour ta personnalité. Aussi je veux reconnaître tes bons services et je désire te décerner une récompense.

J'étais éberlué.

— Mon cher directeur, lui répondis-je, ma meilleure récompense, c'est de vous être agréable. Cela me suffit.

— La vie de l'acteur, reprit-il, est une suite de fatigues qui l'épuisent. Voilà vingt ans que tu fais partie de ma troupe, partageant les bons comme les mauvais jours, tu nous as réservé le meilleur de ta vie et nous en avons profité. Voici venu pour toi le moment de songer au repos : je vais donc te dispenser de jouer, mais je te maintiens ton traitement.

On peut juger de ma profonde stupéfaction :

— Vous voulez me mettre à la retraite ?

— Oui, mais, je le répète, une retraite à plein traitement.

Je baissai la tête sans desserrer les lèvres. D'un coup, mille réflexions m'assaillaient, je ne savais par quel bout les prendre, ni comment conduire jusqu'à la fin le fil de mes idées. Les décors dansaient dans ma cervelle et il me sembla que la chambre s'était remplie de la troupe de mes amis, officiers et ministres, soldats et mercenaires, qui accouraient en foule pour me dire adieu, à l'annonce que j'avais perdu ma place. J'entendais le son triste et haletant des trompettes qui saluaient ma descente sur l'escalier de marbre de mon brillant palais. Mes pages se précipitaient sur la longue traîne de mon manteau qu'ils inondaient de leurs larmes... Je repris contact avec la réalité sur un mot de Zahir qui criait en me secouant :

— Eh ! Mahfouz, qu'y a-t-il ?... réveille-toi.

Je levai mes regards vers lui, les yeux mouillés de pleurs :

— Ce n'est pas possible ? ajouta-t-il. Tu as de la peine ?

Je lui avais saisi la main et m'y accrochais :

— Maître... maître... Je ne veux pas d'une retraite entière, je ne désire absolument rien. Laissez-moi jouer pour rien dans votre théâtre. Ne me chassez pas.

— Que dis-tu là? Je ne te chasse pas, je veux te rendre hommage. Remets-toi, tu es certainement fatigué, repose-toi. Repense à la question et viens me retrouver à une autre occasion : nous en reparlerons.

*
* *

L'impresario ne me laissa aucun espoir, toute la troupe blâma mon attitude et estima que le directeur s'était parfaitement conduit avec moi : on ne pouvait trouver homme plus généreux ni plus cordial. Je fus bien obligé de reconnaître mon erreur et d'abandonner mes rôles. Je m'installai dans un quartier lointain où je louai une chambre, me disposant ainsi à passer le reste de mes jours loin de mon théâtre. De la sorte, je ne risquerais pas d'avoir les regards attirés par des souvenirs susceptibles d'accroître mon affliction ou d'exciter mon ressentiment. Je me suis efforcé, Monsieur le Juge, d'accepter sans révolte ni colère, les décisions du destin, de jouer au philosophe, comme je faisais lorsque je tenais un rôle sur la scène du théâtre, quand la pièce m'amenait à me soumettre au fait accompli. Je me suis donné comme but de me faire apprécier des habitants du quartier, dans l'espoir qu'ils atténueraient mon chagrin et que je trouverais dans leur société matière à consolation.

Je passai trois mois dans ma nouvelle résidence et je vous avouerai franchement, Monsieur, que j'ai vécu dans une douce tranquillité. Mes nouveaux amis m'aimaient et je leur rendais leur sympathie ; je me joignais à eux pour bavarder le soir au café : ils m'interrogeaient sur moi-même, sur l'histoire de ma vie et je leur en montrais les aspects curieux. Que pouvais-je leur conter de plus vrai que mon existence princière du théâtre? Un charme opérait dès que je m'attablais avec des amis

et que je buvais en leur compagnie. Je sentais la majesté de la royauté m'envelopper comme un vêtement : je me revoyais dans la grande salle à lourdes colonnes. Des tables étaient dressées tout autour, servies des mets les plus délicats et les plus appétissants, et des vins généreux emplissaient les coupes constellées de gemmes. Je voyais ensuite cette foule qui m'entourait, gens qui m'imploreraient prosternés, d'autres debout, craintifs ; j'entendais des voix suaves, une musique joyeuse, le cliquetis des sabres, le roulement des tambours.

C'est ainsi que je passais le temps avec mes amis. Lorsque je rentrais dans ma chambre et que le sommeil me gagnait, c'était encore une seconde vie dans mes palais royaux. Je donnais des ordres, lançais des interdictions, jouissant du plaisir de l'autorité souveraine.

*
* *

Oui, Monsieur, je reconnais que j'ai vécu durant ces trois mois d'une façon calme et douce. Or, un soir, pendant que j'étais assis seul au café, mes yeux tombèrent sur une affiche théâtrale. Je m'en souciai assez peu au début, résolu à ne pas la lire, m'étonnant seulement que ce programme ait pu prendre le chemin de ce quartier tranquille et lointain, pour arriver jusqu'à moi. Était-ce un pur hasard ? Ou bien l'appel prémédité d'un destin secret ? Je dépliai l'affiche sur la table : mon cœur battait, mes yeux clignotaient, pourtant je réussis à déchiffrer que la troupe de l'impresario Zahir représentait ce soir-là le « Roi des rois », ma pièce préférée, grâce à laquelle j'avais obtenu ma glorieuse renommée. L'impresario Zahir lui-même tiendrait le rôle principal dans le « Roi des rois »... Comme un somnambule, je quittai le café, j'errai dans les rues et vis très bien que la foule me regardait avec curiosité et qu'on chuchotait à mon sujet, mais je marchais, résolu, sans dire un mot à qui que ce soit. Après un effort pénible j'arrivai au théâtre et m'af-

falai dans un coin obscur près du mur du fond. Je crus que j'allais mourir. Lorsque mes forces revinrent, je me levai et me glissai par la petite porte et pénétrai dans le théâtre sans être vu par personne.

Monsieur le Juge, j'imagine que vous n'avez aucune idée de l'intérieur d'un théâtre, que vous n'êtes jamais monté sur cette estrade sainte que représente la scène, que vous n'avez jamais vécu dans son atmosphère embaumée. Alors vous ne pourrez pas comprendre l'émotion que j'ai ressentie en cet instant. Les souvenirs de vingt années pénétraient d'un coup dans mon cœur, ils s'y bousculaient avec une force insurmontable. En une seconde je me rendis compte de l'énergie vitale que j'avais perdue pendant les trois mois écoulés et j'eus l'illusion que je pouvais produire des merveilles.

Mû par un instinct irrésistible, je courus au magasin de costumes pour prendre le manteau du « Roi des rois ». sa couronne et son sceptre. Je m'habillai et me grimai, en m'examinant avec le plus grand soin dans un miroir.

Allons ! Voici le Roi des rois qui s'avance, revenu dans son royaume après une absence. J'avais totalement oublié l'existence d'un individu nommé Mahfouz. Comment aurais-je pu y penser ? Celui-là n'était qu'un pilier de café, un être misérable, tout au plus digne de la vie d'un chétif insecte.

Je sortis de la chambre, ma barbe royale tombait sur ma poitrine avec noblesse : les porteurs de torches m'attendaient, suivis des porte-étendards et je vis les troupes me présenter le salut de leurs lances, les trompettes annoncer ma venue. Je pénétrai dans le somptueux et vaste salon qui m'était familier, dont le plafond reposait sur de solides colonnes, dorées, et dont les lambris étaient ornés de peintures de toutes couleurs ; au centre était dressé le trône surmonté d'un dais de velours écarlate. L'assistance se composait de mes officiers, de mes ministres, rangés en bon ordre. J'étais bien dans mon royaume : mon pouvoir m'était rendu.

Je m'approchai du trône à pas lents, dans une attitude vraiment royale, et je distribuai à droite et à gauche des sourires condescendants. A peine étais-je parvenu près du trône, que je vis devant moi un personnage singulier, que je considérai avec attention : c'était aussi le « Roi des rois ». Je restai interdit à l'examiner, suffoquant de rage, puis je lui demandai avec fermeté de me laisser la place, de s'éloigner sur-le-champ de mon chemin, puisqu'il ne pouvait être qu'un usurpateur. Il me risposta par une réponse dure que je ne pouvais supporter. Pourtant je fis un effort pour maîtriser mes sentiments. Mais comment cela serait-il possible lorsque la coupe est pleine à déborder ?

Déjà et sans m'en rendre compte, j'avais brandi mon sceptre contre lui dans un geste de menace. A partir de là, ce furent les ténèbres. Je ne me souviens plus de rien... On m'a amené en votre présence.

Telle est mon histoire, Monsieur. Après cet exposé, ne croyez-vous pas que je suis innocent du meurtre de l'impresario Zahir ?

Mahmoud TEYMOUR.

Traduit de l'arabe par Gaston Wiet.

INTRODUCTION

A LA LECTURE DE PLATON.

LE DIALOGUE.

(FIN.)

3. THÉÉTÈTE.

Le *Théétète*, que l'on peut considérer comme le dernier des dialogues socratiques de Platon, n'offre pas la richesse dramatique du *Protagoras* ; le nombre des interlocuteurs est très petit : Socrate, Théodore, Théétète ; la discussion, serrée et technique, dégénère bien souvent en monologue. Cela se comprend, du reste : le problème étudié, celui de la nature de la science, se prêterait mal à un traitement différent.

La structure littéraire du *Théétète* présente, néanmoins, une particularité curieuse, sur laquelle il convient de s'arrêter un instant : le *Théétète*, en effet, est un dialogue *lu*, ou plus exactement, *écrit et lu*. L'avant-propos, une conversation préliminaire entre deux anciens compagnons de Socrate, Terpsion et Euclide, nous apprend *occasionem legendi* : Euclide vient justement de rencontrer Théétète que, du camp de Corinthe, on ramenait à Athènes. Théétète est blessé et malade ; il rentre chez lui pour mourir. Et Euclide, à la pensée de la perte irréparable que constitue la mort d'un tel homme, se souvient « avec émerveillement quelle divination il y avait, comme en tant d'autres paroles de Socrate, en celles qu'il a dites de lui. C'est peu de temps avant sa mort qu'il rencontra Théétète encore adolescent ; à le voir de près et l'entretenir il ad-

mira vivement son heureuse nature... et me dit qu'infailliblement il deviendrait célèbre s'il parvenait à l'âge d'homme». Cet entretien avec Théétète, Socrate le raconta à Euclide, et celui-ci le mit par écrit, en lui donnant toutefois la forme d'un dialogue direct, « afin d'éviter l'embarras que produisent les formules de narration — je dis, il convint, etc. » C'est ce manuscrit qu'Euclide ordonne à un esclave d'apporter et de lire.

Les meilleurs critiques du *Théétète* estiment, généralement, que les raisons données par Euclide ne sont autre chose que l'exposé, par Platon lui-même, des motifs pour lesquels il va, désormais, abandonner le style narratif des grands dialogues de sa maturité, et retourner à la manière plus simple de sa jeunesse. On ajoute que le caractère beaucoup plus technique des œuvres ultérieures s'accommode mieux, ainsi que je viens de le dire moi-même, de cette facture littéraire plus directe. L'avant-propos aurait donc pour but de nous fournir cette explication et, en même temps, de glorifier le grand savant disparu, de rappeler le fait — sans nul doute historique — de sa rencontre avec Socrate, de faire valoir, une fois de plus, la perspicacité de ce dernier et son influence bienfaisante sur la jeunesse ; enfin, en chargeant Euclide de la rédaction du dialogue, de rendre un hommage indirect au vieux compagnon des luttes de jadis.

Tout cela est effectivement très probable, mais ne nous explique pas pourquoi Euclide et Terpsion se font lire le dialogue qui nous occupe. Il se peut, d'ailleurs, qu'il n'y ait là, en fait, aucun problème, et que Terpsion et Euclide le fassent parce que personne n'agissait autrement ; en d'autres termes, parce que personne ne lisait les dialogues comme des livres — je veux dire comme nous lisons des livres — et que tout le monde se les faisait lire à haute voix. C'est possible ; et ce serait déjà assez intéressant. Mais peut-être s'agit-il d'autre chose, à savoir d'un rappel très précis — cela allait, sans doute, sans dire, mais encore mieux en le disant — que le dialogue

est écrit pour des auditeurs, et même pour des auditeurs non pas quelconques, mais — tels les deux amis de Théétète —, des auditeurs bien au courant des doctrines socratiques, et de la philosophie en général. Dans ce cas là, Platon nous adresserait un avertissement, en nous disant en quelque sorte : faites attention ! ce dialogue n'est pas pour les débutants ; il va s'agir de choses difficiles ; si vous voulez comprendre, mettez-vous à la place de Terpsion et d'Euclide ; n'oubliez pas qu'ils sont là.

Les *dramatis personae* du dialogue nous sont bien connus. Théodore de Cyrène, bon mathématicien, bon astronome, bon professeur ; Théétète, disciple de Platon, membre, sa vie durant, de l'Académie, un des premiers géomètres de son temps. Interlocuteurs rêvés pour un entretien sur la science. Et pourtant le dialogue se termine par une constatation d'ignorance, par un appel à des recherches futures. Conclusion négative, comme toujours, et comme toujours d'une importance capitale ; du moins pour nous, auditeurs. Nous constatons, en effet, — constatation qui n'a pas encore perdu sa valeur — que science et philosophie font deux ; et que l'on peut être un très bon savant, et faire de la très belle science, sans le moins du monde savoir ce que l'on fait. Il en est même presque toujours ainsi.

Le dialogue proprement dit commence par la « présentation » du jeune Théétète. Socrate, toujours à l'affût d'adolescents qui donnent des promesses, demande à Théodore si, parmi ses élèves, il y a « un jeune homme digne de mention ». Et Théodore de lui louer la merveilleuse nature de Théétète. Des dons intellectuels hors ligne, qui se rencontrent rarement dans la même personne — compréhension rapide et mémoire parfaite, — accompagnés de qualités morales également rares — douceur, modestie, courage, — forment un ensemble unique. Hélas, extérieurement, il n'est pas à la hauteur : il ressemble à Socrate, aussi camus et aussi laid que celui-ci.

(Nous goûtons la plaisanterie et nous comprenons : Théétète a aussi des dons philosophiques, et une « nature philosophique », ce que Théodore, n'étant pas philosophe ne peut pas voir ; ce dont Socrate, en revanche, jugera du premier coup d'œil.)

La conversation s'engage et Socrate — remarque naturelle dans un milieu de savants — après avoir constaté qu'il a toujours cru que *science et sagesse ne faisaient qu'un* (1), avoue que, cependant, il ne sait pas très bien ce qu'est, au juste, la science ; Théétète pourrait-il bien le lui dire ? — Celui-ci estime que c'est assez simple : tout ce qu'on apprend chez Théodore, géométrie, astronomie, etc. Puis les techniques et les arts : tout cela est science (*ἐπιστήμη*).

Nous voyons bien : de même que Ménon (c'est un trait constant du dialogue socratique), Théétète comprend mal la question de Socrate et, au lieu d'une définition, nous offre une collection d'exemples. Mais, à la différence de Ménon, lorsque Socrate lui fait voir le cercle qu'il commet, il le comprend parfaitement. Le problème que Socrate lui pose est exactement du même type que celui qu'il vient de résoudre, à savoir de donner une définition générale des « nombres » irrationnels, définition qu'il a obtenue au moyen d'une double dichotomie, en divisant d'abord tous les nombres en « carrés » et « oblongs », et en appelant les facteurs (égaux) des nombres carrés « longueurs » (*μήκος*), et les facteurs (égaux) des nombres « oblongs » (préalablement transformés en carrés), « puissances » (*δύναμις*). Ainsi, la série des nombres sera représentée par une série de carrés, et leurs racines — incommensurables en elles-mêmes mais donnant naissance à une série commensurable — par la série des « longueurs » et des « puissances » (2). Socrate est ravi et, disons-le

(1) Souligné par moi.

(2) Le lecteur trouvera dans l'introduction de M. A. Diès à son édition du *Théétète* (Coll. Guillaume Budé, Paris 1924) les renseignements voulus sur ce problème.

franchement, il y a de quoi. Aussi encourage-t-il Théétète : « Prends comme modèle ta réponse à la question des puissances et, de même que tu as su comprendre leur pluralité sous l'unité d'une forme, efforce-toi d'appliquer à la pluralité des sciences une définition unique. » Celui-ci hésite cependant ; le problème le préoccupe, mais il ne voit pas clair, et Socrate, pour l'enhardir, lui explique que la confusion et le trouble qu'il ressent sont justement le signe que son âme est grosse d'une pensée. Or lui, Socrate, fils d'une sage-femme, a en quelque sorte hérité d'elle de son art ; avec cette différence toutefois que lui, Socrate, ne s'adresse pas aux femmes, mais aux hommes et délivre les âmes et non les corps. Comme les sages-femmes donc il n'enfante rien lui-même, mais a grande habileté à aider les jeunes gens à accoucher de leurs idées, et à discerner si le fruit de leurs efforts est sain et robuste ou, au contraire, faible et mal conformé ; opération d'autant plus nécessaire, et d'autant plus difficile, que — ce qui n'arrive jamais aux corps — les esprits accouchent parfois non pas d'un fruit réel, mais d'une simple et vaine apparence. Aussi s'offre-t-il de faire bénéficiaire Théétète de son art : « reprends donc la question, Théétète ; essaie de dire en quoi consiste la science. » Et le jeune homme, encouragé et subjugué par Socrate, répond : « à mon avis, du moins à mon avis présent, science n'est autre chose que sensation. » — « Opinion non banale », estime Socrate, qui ajoute : « c'est celle même de Protagoras. Sa formule est un peu différente, mais elle dit la même chose. Lui affirme, en effet, à peu près ceci : « l'homme est mesure de toute chose ; pour celles qui sont, mesure de leur être ; pour celles qui ne sont pas, mesure de leur non-être. » Tu as lu cela, probablement ? » — Et Théétète d'avouer : « Oui, et bien souvent. »

Le sensationisme de Théétète implique donc le relativisme protagorien ; il est même identique à celui-ci ; et, à son tour, ainsi que Socrate nous l'explique longuement,

le relativisme de Protagoras implique nécessairement une métaphysique mobiliste du type héraclitéen. Or, ce mobilisme, poussé jusqu'à ces dernières conséquences, nous amène à une conception du monde où rien n'est, où rien ne dure plus qu'un instant, où tout se meut — localement et qualitativement —, c'est-à-dire change à chaque instant de lieu et de détermination. Dans un monde pareil, monde de multiplicité pure où nulle unité ne peut se trouver, il n'y aura, de toute évidence, ni objet ni sujet, et aucune assertion, et donc aucune science, n'y sera possible. Ainsi donc le sensationisme absolu se détruit lui-même.

Encore une fois, ce n'est ni un exposé, ni même un commentaire du *Théétète* que j'entends faire ici. Aussi n'étudierai-je pas en détail la longue discussion dans laquelle Socrate développe et critique le relativisme protagorien sous toutes ses formes et dans tous ces aspects — individualisme, sociologisme, pragmatisme ; c'est très intéressant, très instructif, très moderne : mais cela nous amènerait trop loin et nous détournerait de mon but,

Retournons donc à l'argumentation du *Théétète*. A côté de la critique négative du relativisme protagorien, critique par l'autodestruction dont je viens de parler, nous y trouvons également une critique d'un tout autre genre, critique positive, critique par le fait. En effet, le relativisme protagorien implique — ou affirme — l'inexistence d'un être non-corrélatif à la sensation, d'un objet indépendant du sujet. Or, notre science s'étend, ou prétend s'étendre, à un tel être ; elle comporte prévision, c'est-à-dire affirmation touchant l'avenir ; elle porte donc sur des objets qui ne dépendent pas de nous puisque les événements futurs arrivent, ou non, sans tenir compte de nos convictions les concernant ; ainsi, en ce qui concerne l'avenir, l'homme n'est pas *la mesure des choses* ; bien au contraire, ce sont les « choses » qui sont la « mesure » de l'homme, de la justesse — ou de la fausseté — *objective* de sa prétendue « science ». En outre, et c'est peut-être

plus important encore, l'avenir, en tant que tel, n'est pas objet de sensation, mais de *pensée*. Et pas seulement l'avenir ; car, même dans le présent et, ce qui plus est, dans la perception présente, il y a une foule de choses qui ne sont ni saisies, ni même visées par la sensation. En effet, perception n'est pas sensation ; c'est quelque chose de beaucoup plus complexe, quelque chose où la multiplicité des sensations proprement dites se trouve unifiée et organisée dans le sujet, c'est-à-dire dans l'âme. Aussi n'est-ce pas le sens qui perçoit, mais l'âme au moyen des organes des sens. Ce n'est pas le sens, non plus, mais l'âme qui saisit la *signification* des mots que nous entendons — ce que Théétète avait observé dès le début du dialogue, mais sans voir, cependant, tout ce que sa remarque impliquait ; enfin, c'est encore l'âme qui appréhende ce qui est commun à deux ou à plusieurs domaines du sensible, à savoir leur être, leur nombre, leur ressemblance ou dissemblance, l'identité et la différence... « Les communs n'ont pas, comme les sensibles, d'organe propre. C'est l'âme elle-même et par elle-même qui apparaît faire en tous objets l'examen des communs. » Et c'est pourquoi, nous apprend Socrate, « sitôt nés, et par don de nature, hommes et bêtes ont pouvoir de sensation pour toutes impressions qui, par le canal du corps, cheminent vers l'âme. Mais les raisonnements qui confrontent ces impressions en leurs rapports à l'être (essence, *οὐσία*) et à l'utile, c'est par effort, avec le temps, au prix d'un grand labeur et d'un long apprentissage qu'ils parviennent à se former *en ceux où toutefois ils se forment* (1) ». Or, comme on ne peut atteindre la vérité si l'on n'atteint pas l'être (essence, *οὐσία*), et que la science ne peut se trouver là où la vérité est absente, il s'ensuit que « ce n'est pas dans les impressions que réside la science, mais dans le raisonnement sur les impressions »,

(1) Souligné par moi.

« dans l'acte, quelque nom qu'il porte, par lequel l'âme s'applique seule et directement à l'étude des êtres ».

Or le nom de cet acte, nous dit Théétète, est *jugement* ou *opinion*. Aussi propose-t-il — sans y tenir cependant outre mesure : ce n'est qu'une hypothèse de travail — d'identifier la science avec l'opinion. Pas avec n'importe quelle opinion, toutefois, puisque celle-ci peut être vraie ou fausse ; mais avec l'*opinion vraie* (*δόξα ἀληθής*).

La définition de la science comme opinion vraie est suffisamment banale et courante. Aussi Socrate lui oppose-t-il l'objection, également banale et courante, des éristiques, concernant l'impossibilité de l'opinion ou du jugement faux ; en d'autres termes, de l'impossibilité de l'erreur (1). En effet, ou bien on sait quelque chose, ou bien on l'ignore ; or on ne peut ignorer ce que l'on sait, ni savoir ce que l'on ignore ; pas plus que l'on ne peut confondre le savoir avec l'ignorance, ou l'être avec le non-être ; ce qui est avec ce qui n'est pas. Mais l'objet du jugement vrai est justement ce qui est ; l'objet du jugement faux est, donc, ce qui n'est pas ; or, ce qui n'est pas n'est rien, et un jugement qui porte sur rien, n'est même pas un jugement du tout. On le voit bien : l'opinion fautive est impossible, ce que l'on peut voir aussi, plus simplement, en constatant qu'on ne se trompera ni sur ce que l'on sait, ni sur ce que l'on ignore ; et que l'on ne saurait confondre ce que l'on sait avec ce qu'on ignore.

Pourtant, l'opinion fautive est un fait : on ne peut douter de l'erreur. Comment donc expliquer qu'elle se produise dans la pensée ? Mais, d'abord, qu'est-ce que celle-ci ? Et Socrate de nous expliquer qu'elle est « un discours que l'âme se tient tout au long à elle-même sur les objets qu'elle examine... penser ce n'est pas autre chose pour elle que dialoguer, s'adresser à elle-même

(1) Le problème de l'erreur est un problème très sérieux et une *cruce* de la philosophie.

les questions et les réponses, passant de l'affirmation à la négation. Quand elle a, soit dans un mouvement plus ou moins lent, soit même dans un élan plus rapide, défini son arrêt ; que dès lors elle demeure constante en son affirmation et ne doute plus, c'est là que ce que nous posons être, chez elle, opinion. Si bien que cet acte d'opiner s'appelle pour moi discourir, et l'opinion, un discours exprimé, non certes devant un autre et oralement, mais silencieusement et à soi-même».

La belle description de Socrate — remarquons, en passant, qu'elle nous explique la raison d'être du dialogue — nous permettra-t-elle de déterminer le point où l'erreur se glisse dans notre esprit ? Peut-être ; à condition que nous la comprenions bien ; que nous sachions la déchiffrer ; et voir ce que Socrate essaye de nous montrer.

Mais revenons au problème de l'erreur. L'erreur, nous dit Socrate, ne peut pas se produire là où l'âme, en jugeant, est « en contact » avec les objets sur lesquels porte le jugement, là où ces objets sont « présents » à la pensée. Aussi personne ne pourra confondre le Pair avec l'Impair, l'Un avec l'Autre, le Bien (en lui-même) avec le Mal. Mais elle pourrait avoir lieu là où un seul des termes de la comparaison est présent, mais non l'autre ; là, par exemple, où la sensation présente est interprétée à l'aide de la mémoire. Celle-ci, en effet, contient et conserve les traces des impressions passées, « comme s'il y avait dans l'âme une cire imprégnable » dans laquelle elles s'inscriraient et se graveraient. Reconnaître un objet présent serait donc faire rentrer la sensation actuelle dans l'empreinte jadis imprimée par lui ; mais ces empreintes sont plus ou moins nettes — selon la qualité de la cire — et, de plus, elles se détériorent avec le temps. Aussi arrive-t-il parfois qu'on vienne à manquer la case propre : la fausse reconnaissance, la confusion n'est rien d'autre que cela.

Belle théorie, et qui enchante Théétète. Hélas, elle

n'explique pas les cas où l'erreur porte sur des objets non-sensibles : telles les erreurs de calcul, là où il s'agit non pas de compter les objets présents, mais d'additionner les nombres eux-mêmes ; ceux-ci, on le sait, ne sont pas objets de la sensation, mais de la pensée.

La théorie physiologique de la mémoire avec son image grossière des empreintes dans la cire s'étant révélée insuffisante, Socrate en esquissera une autre, plus fine, destinée à nous faire comprendre enfin, comment il est possible « de ne pas savoir ce que l'on sait ». Mais pour ce faire il nous faudra préciser la notion du savoir. Or, remarque Socrate — remarque d'une importance capitale — n'est-il pas « effronté » de vouloir discuter sur le savoir lorsque l'on ne connaît pas ce qu'est la science ? Un éristique nous interdirait de nous servir de ces termes, et nous reprocherait notre manière vicieuse de dialoguer. Et il aurait raison, car « bien des fois nous avons dit, en effet, « nous savons » et « nous ne savons pas », « nous connaissons » et « nous ne connaissons pas », comme si nous nous comprenions l'un l'autre, au moment où, de la science, nous ignorions tout encore ». Le cercle vicieux est patent. Hélas, il est inévitable. A la question déconcertée de Théétète : « Mais de quelle façon discuteras-tu, Socrate, si tu en évites l'usage ? » Socrate répond donc : « D'aucune, *tel que je suis* » (1).

Allons donc de l'avant. Savoir, dit-on, c'est avoir la science. Il vaut mieux dire : *posséder* la science et non l'*avoir* ; cela nous permettra d'introduire dans le domaine du savoir la distinction entre actualité et inactualité, présence et non-présence dont nous avons fait usage pour opposer la sensation à la mémoire. On possède, en effet, beaucoup de choses que l'on n'a pas « entre les mains ». Un habit que l'on a acquis, et que l'on n'a pas sur soi, on le possède quand même. De même tout ce

(1) Souligné par moi.

que l'on a appris, toutes les sciences que l'on a acquises, on les possède, stockées en quelque sorte dans la mémoire, même lorsqu'on ne pense pas à elles, même lorsqu'on ne les a pas actuellement présentes à l'esprit. Et Socrate de comparer la mémoire à une espèce de volière, dans laquelle un oiseleur mettrait en réserve tous les oiseaux (sciences) qu'il aurait attrapés à la chasse. Il les possède dans sa volière, sans cependant les avoir en mains. Il peut les en tirer, mais en le faisant, il peut se tromper et se saisir d'un oiseau au lieu d'un autre ; d'un ramier au lieu d'une colombe. De même également lorsque nous cherchons dans notre mémoire les sciences que nous y avons mises et que nous possédons, autrement dit, les choses que nous avons apprises et que nous savons, il nous arrive de nous méprendre et, au lieu d'attraper celle que nous cherchions, d'en saisir une autre.

L'explication de l'erreur — de l'« opinion fausse » — paraît satisfaisante à première vue. Mais à première vue seulement, car elle implique — conséquence paradoxale et désastreuse — que l'ignorance est en effet du savoir (1). Que si, ainsi que le propose Théétète, dans notre volière on mettait, pêle-mêle avec les « sciences », des « non-sciences » — ce qui nous permettrait de dire que l'on se trompe lorsque au lieu d'une science on attrape une non-science, — outre que cela supposerait le problème de l'erreur déjà résolu, nous serions, en fait, ramenés à notre point de départ. Car celui qui en attrapant une non-science (au lieu d'une science) formulerait une opinion fausse, croirait cependant en formuler une vraie ; et donc confondrait la science avec la non-science. Aussi l'éristique, reprenant ses arguments de jadis, nous reposerait-il la question : « Est-il possible de savoir l'une et l'autre, science et non-science, et de prendre pourtant

(1) On ne peut se tromper que sur ce que l'on sait, sur ce que l'on a appris.

l'une pour l'autre?» Que si nous disions que la distinction entre science et non-science fait l'objet d'une nouvelle science (d'une science du deuxième degré), il nous faudrait, pour expliquer l'erreur dans celle-ci, construire une nouvelle volière et ainsi de suite à l'infini.

L'identification de la science avec l'opinion vraie (ou, inversement, de l'opinion vraie avec la science) rend donc l'opinion fausse impossible. Or, c'est de l'existence de l'opinion fausse que nous sommes partis en définissant la science comme opinion *vraie*. Nous sommes donc arrivés à une contradiction formelle; l'étude dialectique de l'hypothèse de Théétète a abouti à son autodestruction (1). Ainsi donc, la science n'est pas opinion vraie, et l'opinion vraie n'est pas science (ce qui, disons-le en passant, nous explique du coup la possibilité de l'erreur, de l'opinion fausse); d'ailleurs, nous aurions pu nous en rendre compte d'une manière directe, de beaucoup plus rapide et plus simple. Tous les jours, en effet, l'éloquence persuasive des rhéteurs, sans rien *enseigner* à ceux qui les écoutent, fait naître dans leurs âmes les opinions de toute sorte. Il arrive même que, lors d'un procès, le juge, persuadé par leurs discours, se forme une opinion *vraie*, et prononce une sentence *correcte* sur des faits dont cependant il lui est impossible de posséder la science...

Mais alors, qu'est-ce donc que la science?

Un nouvel effort de définition apparaît nécessaire, et Théétète se souvient brusquement d'avoir entendu là-dessus quelqu'un dire quelque chose qui lui était sorti

(1) Le raisonnement destructif paraît, à vrai dire, assez sophistique; et l'on s'étonne parfois de voir Platon le mettre dans la bouche de Socrate et, donc, l'utiliser comme valable. C'est que l'on ne remarque pas assez que ce raisonnement n'est fait qu'*ex hypothesi* de l'identité de la science et de l'opinion; en effet, si on admet l'identification, la conclusion devient banale, car « opinion fausse » veut dire alors « science fausse ».

de mémoire, et qui lui revient maintenant, à savoir, que « l'opinion vraie accompagnée de raison (*δόξα ἀληθὴς μετὰ λόγου*) est science, et que, dépourvue de raison, elle est en dehors de toute science. Ainsi les choses dont il n'y a point de raison ne seraient point objet de science : c'est le terme même qu'il employait ».

Le quelqu'un auquel Théétète fait allusion c'est, selon toute probabilité, Socrate lui-même. Ne nous a-t-il pas dit, dans le *Ménon* et ailleurs, que l'opinion (*δόξα*) diffère de la science en ce qu'elle est faible et instable, et ne peut rendre compte d'elle-même ; mais que, raffermie et enchaînée par le raisonnement, elle devient science ? Aussi la plupart des critiques ont-ils estimé que la formule employée par Théétète — la science est l'opinion vraie accompagnée de raison — est un rappel d'une définition authentiquement platonicienne, mais appartenant à une époque ou étape antérieure, et dépassée, de la pensée de Platon. Celui-ci, dans le *Théétète*, se reprendrait, se corrigerait et se critiquerait donc lui-même.

Personnellement, je n'en crois rien. Je crois, au contraire, qu'il s'agit, pour Platon, soit d'écarter une doctrine apparemment analogue (selon toute probabilité, démocritéenne), soit de prévenir une mésintelligence possible de la sienne qui la confondrait avec celle-ci ; en effet, la formule critiquée par Platon n'est pas identique à celle qu'il mettait dans la bouche de Socrate ; le jeune Théétète s'est mal rappelé ; ou a mal compris. Aussi Socrate estime-t-il que la théorie à laquelle Théétète fait allusion est identique à celle dont il a « rêvé », et selon laquelle tout dans la nature serait composé de certains éléments simples (*στοιχεῖα*), qui en formeraient comme des lettres : les « composés », les « syllabes » et les « mots » seraient, selon cette théorie, objet du *λόγος* et donc de science ; quant aux éléments ou lettres, on ne peut rien en « dire » ; ils ne peuvent être qu'appréhendés par la sensation (*αἰσθητά*) ; inexprimables et ils sont *ἄλογα* et restent donc en dehors du discours, de la raison, « indicibles ». Ce qui

signifie, en termes plus modernes, que tout composé comporte nécessairement des éléments non définissables (« irrationnels »), et que dans tout composé c'est sa structure ou forme qui est objet de la raison et donc de science. Théorie bien plausible... Mais il est difficile d'admettre, estime Socrate, que les éléments en lesquels on peut analyser un complexe intelligible soient eux-mêmes en dehors de la raison (1); que si, au contraire, on voulait nier que la « syllabe » soit composée de lettres et en faisait une unité formelle simple, celle-ci serait elle-même un élément, et donc *ἄλογος*; en outre — objection de fait — n'apprend-t-on pas les lettres avant les syllabes? et les apprendre est-ce autre chose que savoir les reconnaître et les distinguer les unes des autres? (2)

Peu importe d'ailleurs; voyons plutôt, en général, « ce que peut bien signifier ce *λόγος* (raison ou discours) qui, s'ajoutant à l'opinion droite, engendre la suprême perfection de la science ». Or, *λόγος* veut dire, tout d'abord, discours; adjoindre le discours à l'opinion droite, ne serait rien d'autre que lui donner une expression verbale; ce qui, de toute évidence, ne change pas sa nature, vu que toute opinion est capable d'être exprimée ainsi.

Adjoindre le *λόγος* à l'opinion droite peut signifier aussi : adjoindre à la connaissance globale — et donc vague — d'une chose, la connaissance de sa structure et des éléments qui la composent. Ainsi, nous savons

(1) Les éléments d'un ensemble intelligibles, les composants idéaux d'une idée doivent être — et sont — intelligibles, bien qu'indéfinissables; aucun élément — même purement sensible — n'est absolument *ἄλογος* puisqu'il peut être *distingué* des autres et *identifié* avec lui-même. La critique du relationnisme que nous offre Platon est extrêmement suggestive.

(2) La théorie des irrationnels élaborée par Théétète nous démontre justement que ces prétendus irrationnels ne le sont aucunement.

bien ce qu'est un chariot ; mais nous ne saurions pas énumérer les cent pièces qui, selon Hésiode, le composent : celui qui le pourrait aurait la science, tandis que nous, nous n'en aurions que l'opinion. C'est là une conception intéressante, estime Socrate, et ce *λόγος* — là ajoute, sans aucun doute, quelque chose à l'opinion courante que l'on a de la chose. Mais est-ce déjà de la science ? Que non pas ; car, pour qu'il y eût science, il faudrait que celui qui, ainsi, connaît toutes les parties composantes du chariot (ou toutes les lettres d'un mot) puisse les reconnaître même si elles font partie d'un autre assemblage quelconque (se trouvent dans un autre mot). Savoir énumérer dans l'ordre voulu les éléments composants d'un objet n'implique donc pas qu'on en ait vraiment la science (1) ; en d'autres termes, il y a donc un *λόγος* qui ne transforme pas l'opinion droite en *savoir*.

Enfin, un troisième et dernier sens du terme *λόγος* désigne « la différence (*διαφορά*) qui distingue chaque objet de tous les autres ». Mais l'opinion droite est déjà obligée de ne pas s'en tenir aux généralités vagues et de distinguer l'objet sur lequel elle porte de tous les autres : comment pourrait-elle autrement, c'est-à-dire si elle ne distinguait pas Théétète de Théodore ni de Socrate, dire quelque chose de vrai sur Théétète ? — Alors, que veut dire l'adjonction du *λόγος* ? Celle d'un jugement (opinion droite) concernant la différence ? Ce serait parfaitement ridicule ! Or, si l'on disait que ce que l'on a en vue n'est pas l'adjonction d'une opinion à une autre, mais celle de la *science* de la différence à l'opinion vraie, on échapperait sans doute au ridicule, mais, en revanche, on se trouverait en face d'une définition irrémédiablement circulaire.

Nous sommes à la fin du dialogue. Nous constatons

(1) Les éléments doivent être eux-mêmes objets de *science*.

que l'entretien n'a rien donné. Théétète n'a plus rien à dire. Il a été entièrement délivré, et tout ce qu'il a enfanté n'a été que du vent. Et Socrate termine, en disant à Théétète que si, purifié par l'épreuve qu'il vient de subir, il cherchait à concevoir à nouveau, il produirait, probablement, quelque chose de meilleur ; en invoquant une dernière fois son art maïeutique ; et en lui donnant rendez-vous pour le lendemain. Pour l'instant, il faut que Socrate s'en aille : il a à se rendre au Portique du Roi, pour répondre à l'accusation que lui a intentée Méléτος.

*
* * *

L'entretien annoncé pour le lendemain n'aura pas lieu, ainsi que nous ne le savons que trop bien. Socrate ne sera plus libre de venir au rendez-vous qu'il vient de fixer à Théétète. Nous ne saurons donc jamais ce qu'est la science... A moins, toutefois, que nous ne le sachions déjà. A moins que, de la discussion qui s'est déroulée devant nous, nous ne puissions tirer une conclusion positive ; conclusion que Théétète — qui n'a pas compris la leçon de Socrate, et ne s'est pas conformé à ses injonctions — n'a pas pu, ou su, en tirer.

Théétète n'a pas compris la leçon, ne s'est pas conformé aux injonctions de Socrate ? Sans doute. Et là encore, nous pouvons comprendre pourquoi : parce qu'il est trop jeune (la philosophie n'est pas une affaire de jeunesse : le mathématicien est précoce, le philosophe ne l'est pas) et n'a aucune expérience de la recherche philosophique ; parce qu'il est trop modeste, et qu'il n'ose pas faire l'effort de pensée personnelle que lui demande Socrate (1). Aussi n'a-t-il rien enfanté du tout.

(1) Il est pour l'instant à la fois trop inexpérimenté et trop modeste. Pour l'instant, car cet effort, il le fera plus tard. Alors, il deviendra philosophe.

Ses grossesses étaient de fausses grossesses et aucun des enfants qu'il a produits n'était de lui : nous voulons dire, n'était le fruit d'une réflexion propre. C'étaient des opinions — opinions fausses, en outre — qu'il avait recueillies dans des lectures, dans des conversations ; aussi dans la discussion avec Socrate les avait-il tirées de sa mémoire, non de ce fond de l'âme où gît la véritable science, réminiscence de la réalité jadis perçue.

Peut-être, d'ailleurs, n'était-ce pas de sa faute. Nous commençons tous, et toujours, par l'erreur, par l'oubli de nous-mêmes, et nous devons détruire l'erreur avant de pouvoir nous tourner vers la vérité qu'elle nous masque ; aussi était-il nécessaire de purger l'âme du jeune Théétète, de la vider des opinions qui l'encombraient et qui l'empêchaient, en se tournant vers elle-même, de se saisir de la vérité qu'elle possédait déjà. L'encombrement, l'aveuglement de l'âme par les opinions reçues... N'est-ce pas cela qui nous avait frappé dès le début du dialogue, lorsque nous avons vu Théétète fournir à Socrate un exemple merveilleux du raisonnement vraiment scientifique et, en même temps, ne pas savoir répondre à la question — qu'est-ce que la science ? — que lui posait celui-ci ? Pour donner une réponse correcte, il n'aurait eu besoin que de nous dire exactement ce qu'il vient de faire ; or, non seulement il ne le fait pas, — il est incapable de pratiquer la pensée réflexive, il n'a pas appris le *γνώθι σεαυτόν* — mais encore il nous en donne une dont la fausseté saute aux yeux. En effet, y a-t-il quelque chose de plus éloigné de la « sensation » que l'étude des nombres et, tout particulièrement, celle des nombres irrationnels et de leurs rapports ? N'est-ce pas là la meilleure réfutation du sensationisme ? — Nous, nous le voyons bien, mais Théétète n'y songe même pas (et Platon pousse l'élégance jusqu'à ne point le lui faire remarquer par Socrate) : il a lu bien souvent, il a entendu dire par son maître Théodore — qui, très jeune encore, s'est détourné des « questions abstraites » pour se livrer entièrement à la géométrie,

et qui, par *amitié* (1) pour Protagoras, a adopté l'épistémologie de celui-ci, — que la science était « sensation » ; il le dit à son tour. Comme il dira plus tard qu'elle est opinion vraie. Ou opinion vraie accompagnée de raison.

Pourtant, mathématicien, habitué à la rigueur et à la précision de la démonstration mathématique, il aurait dû, immédiatement, se rendre compte — comme nous l'avons fait — que la *science* qu'elle nous donne (et qui peut être le *fondement* d'un jugement ou d'une « opinion ») est tout autre chose qu'une opinion — vraie ou fausse — qui peut être fondée ou infondée, qu'une conviction dont l'âme peut être possédée. La belle description de Socrate, comparant la pensée à un discours, à un dialogue que l'âme conduit avec elle-même, aurait dû, à elle seule, lui suffire : n'est-il pas clair que ce discours, que l'âme adresse à elle-même et par lequel elle se convainc à adopter telle ou telle autre opinion, peut tout aussi bien être un discours « persuasif » — ou même sophistique — qu'un raisonnement scientifique ? Or, si l'on comprend cela, si l'on comprend que l'opinion n'est pas science, et que, par conséquent, l'opinion vraie ne se distingue *en elle-même* en rien de l'opinion fausse, on comprendra immédiatement la possibilité de l'erreur, la possibilité de prendre l'une pour l'autre l'opinion fausse et l'opinion vraie. Comment, en outre, les distinguerait-on, l'opinion *vraie* de l'opinion *fausse*, sans savoir, préalablement, ce qu'est la vérité, c'est-à-dire sans posséder la science ? Toute cette étude de l'opinion présuppose donc la science et ne pourrait se faire qu'à partir d'elle.

Quant au dilemme — opposition brutale — entre savoir et non-savoir, science et non-science, comment Théétète, habitué qu'il est à résoudre des problèmes et à démontrer des théorèmes, c'est-à-dire à tirer d'une série de propositions, de données, ou d'hypothèses, les

(1) Souligné par moi.

conclusions qu'elles contiennent implicitement, comment n'a-t-il pas compris de suite ce que ce dilemme, dans lequel l'éristique prétend nous enfermer, a de factice et de faux? Savoir ce qu'on ne sait pas, ne pas savoir ce que l'on sait... Nous qui assistons au dialogue au long duquel la maïeutique socratique tire de Théétète un savoir qui s'ignore; nous qui, tout comme Théétète lui-même, avons lu, ou entendu, le *Ménon*, nous savons bien que, loin d'être quelque chose d'impossible, c'est là la situation normale, réelle, et même essentielle de l'être humain.

Savoir ce qu'on ne sait pas, ne pas savoir ce qu'on sait... Savoir, avoir la science... Qu'est-ce que tout cela? Là encore, c'est quelque chose que nous savons, sans le savoir. Théétète n'a pas compris la leçon, le sens profond de la critique socratique de sa troisième et dernière définition de la science. Il est bien clair pourtant et, depuis longtemps déjà, la discussion nous l'avait fait prévoir. Depuis longtemps déjà, en effet, Socrate nous avait fait remarquer que, tout au long de notre recherche, nous employons les termes « science », « savoir », comme si nous les comprenions déjà; il nous a même dit que c'était inévitable; que, du moins, lui, Socrate, ne pouvait faire autrement. Aussi n'avons-nous pas été trop étonnés de voir Théétète aboutir, en fin de compte, à une définition circulaire: à quoi d'autre pouvait-il donc aboutir, étant donné que, dès le début, on se mouvait en cercle? Son seul tort a été de ne pas s'en rendre compte, de ne pas s'apercevoir qu'on ne pouvait s'en échapper, de ne pas comprendre que la circularité nécessaire de toute définition de la science nous révèle le caractère prééminent de cette notion. La définir est tout aussi impossible que « définir » celle de l'Être. Ou du Bien.

Mais, alors, comment peut-on savoir ce qu'est la science? Justement de la même manière dont nous savons ce qu'est l'Être. D'ailleurs, Socrate nous l'a dit *expressis verbis*: la science n'est rien d'autre que la possession

de la vérité. Et celle-ci n'est rien d'autre que la révélation de l'Être. Nous avons la science lorsque nous sommes dans la vérité, c'est-à-dire lorsque notre âme, en contact immédiat avec la réalité — avec l'être, — la reflète et la révèle à elle-même. Cet être, cette réalité — faut-il encore le dire ? — n'est pas l'amas désordonné d'objets sensibles que le vulgaire (et le sophiste) appellent de ce nom. L'être vulgaire, mobile, instable et passager, n'est pas — ou est à peine — de l'être ; il est, et il n'est pas, tout à la fois, et c'est pour cela justement qu'il n'est, et ne peut pas, être l'objet de *science*, mais tout au plus de l'*opinion*. Non, l'être que nous avons en vue, c'est l'être stable et immuable de l'essence, que notre âme a contemplée jadis ; vision dont elle se ressouvient — ou, du moins, dont elle peut se ressouvenir — maintenant, et dont subsistent dans l'âme des idées « innées ».

L'appréhension de l'être dans son essence, dans sa structure et dans ses relations (et il est clair que l'on ne peut comprendre ce que c'est sans opérer effectivement une telle appréhension), ou, ce qui est la même chose, révélation et expression de l'être par le discours et dans la vérité, voilà ce qui pour nous est science, raison, *λόγος*, et les démarches de l'âme qui nous conduisent vers cette appréhension, c'est là que nous appelons le *raisonnement*.

Or, n'est-ce pas là le but que — dans son domaine — poursuit le mathématicien Théétète ? Et n'est-ce pas cela que, dans une mesure beaucoup plus générale, et d'une manière beaucoup plus profonde, nous enseigne notre maître Socrate lorsque, brisant et détruisant la croûte de l'erreur et de l'opinion qui enveloppe l'âme et la sépare d'elle-même, il lui ouvre, ou rouvre, le chemin de la vérité qui la conduit vers l'être ?

*
* *

Voilà ce que se disaient, sans doute, ou du moins ce que pouvaient se dire, Euclide et Terpsion écoutant

la lecture du dialogue *Théétète*. Voilà ce que doivent se dire les lecteurs de cette œuvre merveilleuse. Ceci — et beaucoup d'autres choses encore que je leur laisse le soin de formuler.

Qu'ils relisent ensuite, ainsi que, sans doute, ils ne manqueront pas de faire, les dialogues socratiques de Platon, en ayant soin de prendre chaque fois la place du lecteur-auditeur : ils y trouveront eux-mêmes les réponses que, prétendument, Socrate se refuse à leur donner. Et ils verront, en même temps, s'en dégager une doctrine très ferme, que l'on pourrait appeler doctrine de l'inégalité des aptitudes naturelles, et une conception, très ferme, elle aussi, de l'enseignement — ou éducation — philosophique (car Socrate représente et incarne la philosophie), comme seul moyen de différencier ces aptitudes, seul moyen aussi de développer celles qui en sont dignes, seul moyen donc de dégager et de former l'élite véritable, intellectuelle et morale à la fois, de la cité.

Problème passablement actuel et important. Car c'est pour n'avoir pas su le résoudre que la Grèce antique a succombé sous les coups des barbares macédoniens.

Alexandre KOYRÉ.

UN PHILOSOPHE ENTRE DEUX DÉFAITES.

CHAPITRE III.

LA SECONDE CONVERSION DE BERGSON.

En 1888, Bergson est nommé professeur au Collège Rollin. Mallarmé est, cette fois, son collègue, mais il n'a pas l'occasion de le rencontrer et de le connaître, ce qu'il regrette beaucoup (1). L'année suivante, reçu docteur en philosophie, il est nommé professeur au lycée Henri IV où il doit enseigner jusqu'en 1897. C'est pendant cette période que s'opère et se justifie sa seconde conversion.

Le retour à Paris est un événement presque aussi important que le départ pour la province. Reprenant contact avec le milieu contre qui s'était élaborée sa thèse et libéré par son livre même de la phobie qu'il en éprouvait, Bergson l'examine, en un sens, avec plus d'impartialité. Non qu'il soit plus indulgent à l'artificiel, mais l'universalité du préjugé le force à se demander si les mirages de l'intelligence ne sont pas une déformation nécessaire, qui sait? à notre vie. Tant d'esprits sincères et désintéressés subissent ses fascinations puisées à l'es-

(1) Cf. Charles CHASSÉ, *Styles et Physiologie* (Albin Michel), 1928, p. 86.

pace, et les âmes paraissent s'adapter si naturellement à l'univers rigide de la quantité, que l'antinomie intelligence-durée apparaît dans tout le tragique d'une opposition irrémédiable autant que nécessaire. Ses feux d'artifice ne sont plus des préjugés, ni jaillis d'une fausse attitude du savant, mais l'exigence impérieuse de la vie. Bergson se trouvait d'abord placé au point de convergence de deux courants dont l'un accule toute connaissance au relatif, par le devenir, et l'autre veut restaurer l'absolu. *L'Essai*, acceptant l'une et l'autre affirmation, réussissait le paradoxe de les concilier en poussant l'une et l'autre à l'extrême. C'est Bergson qui introduit le devenir en psychologie, mais il nous en accorde la connaissance absolue. Le devenir exaspéré est, pour la première fois, affirmé dans son essence, la mobilité même, et c'est précisément parce qu'il est pour la première fois saisi *en soi* que Bergson retrouve en lui l'absolu. Aujourd'hui il se trouve à l'intersection des deux mêmes tendances, mais le conflit ne lui semble plus susceptible de la solution optimiste du mépris de l'un des courants. Issu de l'hédonisme bourgeois, l'utilitarisme trouve dans les nécessités de l'action et les secrets de l'évolution et les normes des vérités et les lois de la morale. Dressée contre, la réaction qui se manifeste en littérature honnit tout intérêt dans l'action, quelle qu'elle soit, se mure dans l'art pour l'art, cherche partout des croisés d'où l'on tourne l'épaule à la vie, et n'aspire qu'à s'isoler dans un univers de rêve reconstruit.

La dualité est d'autant plus exaspérée, que les deux attitudes s'affrontent à tous les plans. L'idéalisme, le parallélisme sous toutes ses formes, l'épiphénoménisme prétendent lire la pensée dans le cerveau. Le symbolisme réaffirme implicitement la spiritualité de l'âme. Là encore Bergson se trouve au noyau d'interférence et voudrait sauver à nouveau le vrai de l'une et l'autre tendance. Affirmer avec les spiritualistes que le monde de la pensée est absolument séparé du cerveau est tout aussi vain que

soutenir le contraire, mais dès l'abord il semble incontestable que des rapports existent entre les deux réalités. Le oui et le non sont ici également vains ; ce qui est fécond, c'est savoir *dans quelle mesure* la pensée dépend du cerveau.

La théorie des localisations lui paraît dès l'abord absurde. Que la pensée soit une traduction intégrale des mécanismes des cellules grises, ou qu'inversement le cerveau ne soit qu'une image parmi d'autres de la pensée, qu'à l'esprit correspondît une géographie cérébrale, voilà qui était contenu dans le pouvoir négateur de son intuition originelle. *Impossible*. Mais les discussions logiques sont stériles. Il ne vaut la peine de s'insérer dans le débat que si l'on s'attend à des résultats basés sur les faits. Or, il n'y avait alors « qu'un moyen et un seul de réduire le monisme : c'était d'aller le chercher sur son propre terrain » (1), dans l'étude du cerveau et des lésions qui accompagnent les amnésies et les aphasies.

Pareille recherche ne se conçoit d'ailleurs pas sans une solide hypothèse de travail, et, même, sans quelque prescience de la synthèse supérieure qui doit dégager « la signification de la vie ».

Bergson aperçoit déjà dans la multiplicité de plans de conscience distingués dans l'*Essai*, le plan où l'action du corps apparaît nécessaire. Mais le schème de l'intuition reste trop vague : il doit se charger de détails, se préciser d'images jusqu'à ce que l'esprit saisisse d'un coup l'unité d'une multiplicité vraie.

L'expérience se fera au point où la matière atteint ses plus hautes manifestations, où la pensée s'abaisse, par contre, à ses formes les plus élémentaires : tel est le cas le plus favorable au matérialisme. « J'ai d'abord

(1) *Le parallélisme psycho-physique et la Métaphysique positive*, Bulletin de la Soc. fr. de Philosophie, séance du 2 mai 1901, p. 47.

envisagé, écrit Bergson, les manifestations de la matière non pas dans ce qu'elles ont de plus simple, c'est-à-dire dans les faits physiques, mais dans leur forme la plus complexe, dans le fait physiologique. Et ce n'est pas le fait physiologique en général que j'ai retenu, mais le fait cérébral. Pas même le fait cérébral en général, mais tel fait bien déterminé et localisé, celui qui conditionne une certaine fonction de la parole. Je montais ainsi de complications en complications jusqu'au point où l'activité de la matière frôle celle de l'esprit. Alors de simplifications en simplifications, j'ai fait descendre l'esprit aussi près que j'ai pu de la matière. J'ai laissé de côté les idées pour n'envisager que les images ; des images je n'ai retenu que les souvenirs, des souvenirs en général que les souvenirs des mots, des souvenirs des mots que les souvenirs tout à fait spéciaux que nous conservons du son des mots : j'étais cette fois à la frontière, je touchais *presque* le phénomène cérébral en lequel se continue la vibration sonore. Et pourtant il y avait un écart» (1).

Toutefois, avant de déterminer sur les faits en quoi consiste cet écart, il s'avère indispensable de préciser la nature de la matière et celle de l'esprit, car l'expérimentation confirme ou infirme une hypothèse, mais n'*explique* pas le rapport.

Dans le cadre de ses découvertes sur la nature du temps quelles définitions pouvait-il proposer de la matière et de l'esprit ?

Les thèses en vogue à l'époque insistent sur l'importance en physiologie et en psychologie des mouvements. En psychologie, le behaviourisme, les théories périphériques, en physiologie l'étude du système nerveux, des réflexes simples et conditionnés tendent à ramener au *mouvement* toutes les fonctions humaines. Mais ce n'est

(1) *Bull. de la Soc. fr. de Phil., id.*, p. 48-49.

qu'une apparence. D'une part, le mouvement qu'étudie l'intelligence est fait d'immobilités, d'autre part, en disertant des actes particuliers, la science oublie le mouvement qui meut les mouvements, l'élan de la vie. D'ailleurs la physiologie elle-même ne reste pas fidèle à ce principe du mouvement. La composition du cerveau est jugée entièrement différente de celle de la moelle épinière : alors que celle-ci était supposée recevoir et transmettre du mouvement, le cerveau, lui, savait emmagasiner des images, les faire revivre et créer, par ses mécanismes extrêmement subtils, la pensée. Non seulement on enfonçait ainsi une coupure radicale entre la moelle et le cerveau, mais à l'intérieur même du cerveau on mettait des différences de nature d'une circonvolution à l'autre, puisque l'une était sensée conserver des images auditives, l'autre des images visuelles, la troisième les images motrices. Mieux, la loi de Ribot impliquait des différences de nature entre des cellules chargées, certaines de contenir les noms propres, d'autres des adjectifs, d'autres encore des verbes, des prépositions, des interjections ! L'hypothèse n'est pas seulement ridicule, elle est anti-scientifique car elle introduit en physiologie toute une ontologie de mauvais aloi, qui consiste à exprimer en termes pseudo-positifs, inventés pour la cause, les données d'une introspection qui se méconnaît. Pour préserver la cause sacrée du monisme, les savants introduisent le dualisme dans la matière, attribuent au cerveau des qualités occultes, des « pouvoirs », le « pouvoir-d'emmagasiner-des-souvenirs », le « pouvoir-de-crée-la-pensée » et réalisent ensuite les noms imposants dont ils les ont, au préalable, baptisés. Honteux de reconnaître en un siècle positif l'existence de l'esprit, ils en transfèrent les qualités à des cellules, aboutissant ainsi à des hypothèses diamétralement opposées aux principes de la physiologie, comme de toute science.

C'est, encore ici, en portant les thèses initiales de la physiologie à leurs conclusions nécessaires que Bergson

parvient à rétablir le dualisme. Car on ne supprime la coupure entre pensée et cerveau qu'en établissant une coupure entre cerveau et moelle. Mais allons jusqu'au bout des principes de la physiologie, rétablissons l'unité fonctionnelle du système nerveux tout entier, affirmons que, tout entier, il ne sert qu'à recevoir, inhiber et transmettre du mouvement, nous aurons expurgé la science de toutes les qualités mystérieuses, du compartimentage statique qu'on y introduit et, par là-même, reporté entre le cerveau et la pensée la coupure supprimée à l'intérieur du système nerveux. La matière, pense Bergson, peut avoir des propriétés physiques inconnues, mais des propriétés physiques seulement. Or tout le monde accorde que la moelle épinière n'a d'autre fonction que recevoir les excitations venues des sens et y répondre par un mouvement automatique : c'est le réflexe. *Le cerveau n'a donc pas d'autre pouvoir.* Seulement, vu la complexité bien plus grande de ses circuits, le mouvement reçu peut être retardé, inhibé, orienté sur diverses voies. Le cerveau permet le choix parce que le mouvement peut se diriger dans bien plus de directions qu'il n'en a à l'arrivée. Mais le rôle du cerveau se borne au choix entre des réflexes. La continuité du système nerveux exclut absolument toute autre qualité. Recevoir, inhiber, aiguiller le mouvement, tel est son rôle unique. Dès lors, le cerveau n'explique plus l'existence, la conservation, ni l'exercice de la pensée et il ne saurait y avoir de centres d'images. Ce qui revient à dire que la pensée déborde le cerveau, car elle n'est pas *seulement* mouvement, bien que, tirée de l'action, tournée vers elle, il y ait en elle une part de mouvement.

Les relations du corps à l'esprit s'éclairent : le cerveau ne contient pas, et ne traduit pas, comme le voudrait le parallélisme, la pensée entière, *mais la partie qui, en elle, est mouvement.* Le cerveau imite, par une sorte de sympathie réflexe, comme on bâille en voyant bâiller, les mouvements ébauchés de la pensée. C'est un organe

de pantomime, il *joue* ce qui dans la pensée est mimable, tel le singe, qui dépourvu de pensée, mais pourvu d'un cerveau, imite tous les gestes qu'il voit. La pensée contient une part d'action, se tend vers l'action, mais n'est pas encore action, elle est le lieu des *actions virtuelles*; le cerveau imite cette action virtuelle et par là même la rend effective, mais l'action du cerveau n'est encore qu'une ébauche, c'est une *action naissante*; enfin, l'influx nerveux, projeté vers la périphérie, se traduit en actes véritables, et c'est l'*action effective*.

Tel est le corps. Mais rapprochons-le de la durée : de leur confrontation naîtront sûrement des oppositions fécondes, qui auront l'avantage de s'exprimer en termes de temps.

La durée est continuité, elle est donc mémoire. Si la totalité organique de notre temps n'est pas une fiction, notre passé demeure, nous nous souvenons. « Le fond même de notre existence est mémoire, c'est-à-dire prolongation du passé dans le présent, c'est-à-dire enfin durée agissante et irréversible » (1). L'esprit s'oppose à la matière sur le plan du temps : la durée relève du royaume du passé, tandis que l'objet physique situé dans l'instant, ne se connaît jamais comme passé : « Être dans le présent, et dans un présent qui recommence sans cesse, voilà la loi fondamentale de la matière . . . (2) ». La matière n'a pas de mémoire, or, « sans une mémoire élémentaire qui relie les deux instants l'un à l'autre, il n'y aura que l'un et l'autre des deux instants, un instant unique par conséquent, pas d'avant et d'après, pas de succession, pas de temps . . . » (3). La matière est intemporelle plus qu'elle n'est présente. L'esprit ne saurait être dans le présent vrai, parce qu'il est, lui, par définition, mémoire. Notre présent est la vie de notre corps, notre présent est le lieu des arcs réflexes qui vont de la sensation au mouvement,

(1) *Évolution créatrice*, p. 19. — (2) *Matière et Mémoire*, p. 234. — (3) *Durée et Simultanéité*, p. 61.

« notre présent est la matérialité même de notre existence » (1). Et notre présent, du seul fait qu'il est là, nous empêche d'être entièrement passés, nous interdit d'être pure et totale mémoire, introduit donc en nous l'oubli. Si nous étions dans le présent pur, nous n'aurions même plus de pensée, puisque celle-ci suppose le passé : l'action parfaitement adaptée boucherait la conscience.

En tant que durée, je suis la totalité de mon passé qui s'accumule et presse sur l'avenir. La durée n'est pas statiquement étalée dans le présent, elle est le mouvement qui me porte d'un abîme à l'autre, l'incessant chevauchement du passé sur l'avenir par-dessus la pointe mobile du présent. Mon corps, et dans mon corps mon cerveau, est cette pointe par laquelle je m'insère dans le monde physique et deviens le lieu des actions du monde extérieur sur moi et de mes réactions sur les choses. Mémoire et durée sont synonymes, il est donc superflu d'expliquer la mémoire : puisque nous sommes durée, l'existence et la conservation des souvenirs sont évidents *a priori*, leur existence se lit dans leur essence. Dès lors, ce n'est pas la mémoire qu'il s'agit d'expliquer, c'est l'oubli : « Si nous tenons compte, écrit Bergson, de la continuité de la vie intérieure et par conséquent de son indivisibilité, ce n'est plus la conservation du passé qu'il s'agira d'expliquer, c'est au contraire son apparente abolition. Nous n'aurons plus à rendre compte du souvenir, mais de l'oubli » (2). La théorie des localisations est donc triplement fautive : la matière en effet n'a aucune qualité occulte ; étant présent pur elle ne saurait contenir le passé ; enfin l'explication est de toute façon inutile.

L'homme est une matière *et* une mémoire et l'erreur du monisme matérialiste est de vouloir déduire la mé-

(1) *Matière et Mémoire*, p. 150.

(2) *Perception du Changement*, p. 30-31.

moire de la matière, au lieu de chercher l'unité dans une synthèse supérieure. *Or confondre matière et mémoire c'est méconnaître la nature véritable du temps.* L'irréversibilité, l'hétérogénéité qualitative du temps concret s'opposent à ce qu'on tire le passé du présent. Quoi qu'on fasse lorsqu'on méconnaît cette coupure on assimile le temps à l'espace, par les préjugés de l'intelligence. Ce n'est donc pas du temps que l'on retrouve ensuite dans le cerveau, mais seulement ce qu'il a de traduisible en termes d'espace, ce qu'il a de *jouable* justement. On voit combien solidement *Matière et Mémoire* se carre dans les fondements de l'*Essai*, quelle continuité d'inspiration les soulève. Tout s'explique de la façon la plus simple et la plus profonde quand on remonte au temps.

Confondre présent et passé, c'est encore assimiler perception et souvenir. Les systèmes moristes ne mettent entre les deux que des différences de degré, non de nature : ou bien ils font sortir le souvenir de la perception, par simple atténuation de l'intensité du phénomène, ou bien, avec les idéalistes, la perception du souvenir.

Mais entre le présent et le passé, il y a plus qu'une différence d'intensité : il se creuse un abîme qualitatif. L'instant présent ne le franchit pas en devenant plus faible ! La sensation présente peut être aussi légère qu'on voudra, elle est toujours présente. Le souvenir le plus intense est par contre toujours passé : voilà une coupure impossible à combler en ne se donnant que l'une des qualités. Et lorsqu'on idéalise la perception en la fabriquant avec des souvenirs, l'erreur est la même. Soutenir que la perception est une hallucination vraie, un mensonge cohérent, puiser l'extension d'idée primitivement inétendues, l'extériorité de la projection graduelle d'affections en images, ce n'est plus seulement confondre présent et passé, mais tourner en rond avec l'empirisme de tous les temps. Si on tire l'étendu de l'inétendu, c'est parce qu'on a commencé par mettre de l'étendu dans l'inétendu ! Et en effet l'étendue est

dès le principe en nous car l'intelligence assimile le temps à l'espace : dans ce temps homogène, n'est-il pas naturel que passé et présent n'aient plus aucun sens ?

Le monisme physico-centrique, poussé d'ailleurs par une soif d'unité et d'identité toute métaphysique, s'efforce de nier les dualités partout où il les trouve, mais c'est au profit de l'unité inférieure et simpliste des éléments tirés par l'analyse, au lieu que l'effort de la philosophie tend à l'unité supérieure où la multiplicité vienne se fondre. Bergson, inspiré incontestablement par la dualité vivante de la société, consacre depuis le début son énergie à rétablir partout les dualités et nous propose dans la connaissance de notre propre durée le type même de l'unité de multiplicité, le fondement de tout édifice philosophique. Temps-espace, qualité-quantité, singulier-universel, esprit et corps, et leurs conséquences présent-passé, simultanéité et juxtaposition, personnalité-universalité, matière et mémoire, perception et souvenir... ! Ces dualités une fois rétablies par le contrôle des analyses abstraites de l'intelligence sur les faits, on trouve restaurées dans tous leurs droits les qualités essentielles de sujet et d'objet. L'idéalisme, le parallélisme, le matérialisme, tous monistes, se trouvent remplacés par le réalisme de la matière et le réalisme de l'esprit, maintenus face à face dans la dignité éminente de leurs existences. Bergson remontant à Guillaume d'Occam, il n'est rien d'étonnant de retrouver en lui ce respect du réel, cet empirisme vrai et cette méfiance de l'intelligence qui bâtit des systèmes dans le monde du possible.

Bien d'autres dualités sont à restaurer, secondaires peut-être, mais essentielles, car c'est en les niant d'abord qu'on supprime ensuite l'une des réalités supérieures pour l'autre.

Ainsi, pour réduire la mémoire au cerveau et le passé au présent, on commence par supprimer l'importante dualité qui existe à l'intérieur de la mémoire et qui oppose le souvenir à l'habitude.

L'habitude est certes, en un sens, mémoire puisqu'elle conserve des acquisitions du passé, mais elle n'est pas mémoire véritable parce qu'aucun sentiment de passé ne l'accompagne, que le passé n'est pas reconnu comme tel. C'est que l'habitude est utilitaire, elle ne sort même pas, à proprement parler, de l'action. L'habitude ne retient pas le côté original de chaque acte, mais seulement ce qu'il a de général, d'applicable dans toutes les circonstances. Elle est une adaptation à la matière, non à l'esprit, une adaptation de notre matière. L'habitude est un présent qui se perpétue. Mais le *déclenchement* de l'acte habituel suppose une reconnaissance de l'objet, reconnaissance motrice qui exige déjà une mémoire élémentaire. C'est cette reconnaissance, ce n'est pas l'acte habituel, qui est atteinte chez les malades qui ne savent plus se servir d'objets usuels.

Les concepts font aussi partie de cette première mémoire, car ils sont intemporels. Ils s'élèvent, d'ailleurs, de l'habitude. L'adaptation motrice n'est en effet que la première étape de la généralisation. La perception des ressemblances nous est imposée par l'action sur la matière. Les concepts ne portent pas la marque du passé par le fait même qu'on n'y trouve rien de singulier, rien d'existant, donc, mais seulement du possible. La science, l'intelligence sont à ce niveau de la mémoire.

Les images en elles-mêmes ne sont pas non plus des souvenirs, car elles aussi demeurent en nous comme présentes : « Imaginer, n'est pas se souvenir », constate Bergson, car « l'image pure et simple ne me portera au passé que si c'est en effet dans le passé que je suis allé la chercher » (1). Telle est cette première mémoire, qui correspond au moi superficiel de l'*Essai*.

Mais l'empire de la mémoire pure est dans le moi profond. C'est là que vit notre durée personnelle, notre passé

(1) *Matière et Mémoire*, p. 146-147.

unique, nos expériences singulières. Avec l'écoulement de notre action, un jet incessant de faits circor stanciés, hauts en couleurs, précis de contours, originaux, nôtres, s'y déverse, se colore des autres et se réfracte à son tour. Nos actes, dans leur pittoresque, viennent enrichir perpétuellement notre caractère, le renouvellent et contribuent à déterminer notre liberté future. Les souvenirs purs, parfaitement simultanés, composent la totalité organique de notre moi intime. On comprend qu'ils soient absolument *détachés*, parfaitement désintéressés, car, étant passé véritable, ils ne peuvent se tourner vers le présent, ils fuient, au contraire, la promiscuité de l'action. Le rêve se rapproche déjà de cet idéal de détachement, mais, dans le rêve, nous assistons au déroulement de la multiplicité de notre moi profond, alors qu'il faudrait faire l'effort d'en posséder l'unité. Telle est l'intuition. Saisissant notre passé dans son unité, nous sommes au niveau de notre présent, puisqu'il ne reste plus de passé non résorbé qui nous en sépare, puisqu'il n'y a plus d'oubli. Alors nos actes sont parfaitement libres, parce qu'ils sont la suite nécessaire de notre caractère, en tant qu'il est dégagé de la matérialité de notre présent.

La mémoire habitude reproduit le passé comme présent, la mémoire vraie conserve le présent comme passé. Nous nous mouvons ainsi entre deux limites, « il y aurait deux extrêmes jamais réalisés, l'un d'une mémoire toute contemplative qui n'appréhende que le singulier dans sa *vision*, l'autre d'une mémoire toute motrice qui imprime la marque de la généralité à son action » (1).

Il importe de rétablir aussi un dualisme dans la perception que l'idéalisme, comme le matérialisme, supprime. Pour l'associationisme, la perception, confondue avec la sensation, est extériorité pure. Pour

(1) *Matière et Mémoire*, p. 169.

l'idéalisme, elle est pure intériorité. Mais la perception reproduit la dualité de notre être, elle est matière et mémoire : il y a un donné, celui de la perception pure, un mouvement centripète ; il y a aussi un mouvement centrifuge, celui de notre intelligence qui se porte au-devant de la sensation pour l'interpréter. Ce n'est plus porteur des chaînes des formes kantienne, mais avec ses habitudes, ses concepts et aussi, au besoin, avec ses images et ses souvenirs que l'esprit se projette vers l'objet. La perception est ce *mixte* que sujet et objet forment, la rencontre du mouvement afférent et efférent. Ce n'est d'ailleurs pas tout notre passé qui intervient, mais la seule faible partie qu'y puise notre attention à l'action. Notre « prépossession dynamique du réel », comme dit Ed. le Roy, est toute utilitaire. La conscience est née de la nécessité de s'adapter aux sollicitations diverses de l'action, de la nécessité du choix. Celui-ci, rendu une première fois possible grâce à l'ampleur supérieure des réactions du cerveau sur les excitations, le devient une seconde et définitive fois par la multiplicité infinie de notre mémoire, qui dépasse de loin les possibilités de mouvement du cerveau, celui-ci ne disposant, affirme Bergson, que d'un seul schème moteur pour bien des représentations. Et c'est précisément, comme dit Jankélévitch, la supériorité de nos moyens de riposte sur les possibilités d'attaque du réel, qui permet notre liberté. L'attention, pour nous insérer dans le présent de la matière, nous condamne à l'oubli de presque tout notre passé et surtout de tout ce qu'il contient de pittoresque et de singulier. C'est ce qui fait, justement, que dans la perception nous soyons séparés de l'objet par tout le passé que nous n'avons pas actualisé et qui nous en éloigne : d'où précisément l'illusion rétrospective. On mesure par là toute la différence de la perception à l'intuition, qui conquérant notre passé tout entier nous permet d'être de plain-pied avec l'objet. Pour en apprécier encore l'incalculable et unique équilibre, il n'est que de

l'opposer d'autre part au fou qui, lui, est inondé par la multiplicité du passé, dont il ne sait se rendre maître.

Ayant suffisamment enrichi d'images l'intuition originelle de la multiplicité de plans et de tensions et saisi le plan où intervient le corps, Bergson sait à présent les maintenir sous le rayon d'un regard.

Notre univers s'étend de l'objet pur au sujet pur, tous deux connus par intuition.

La perception absolument pure serait l'intuition de la matière. Le sujet sortant de soi passe tout entier dans l'objet, devient présent pur. Ainsi possédée, la matière apparaît comme parfaitement continue. En effet, tout objet agit sur tous les autres par toutes ses qualités à la fois et lui-même se présente à l'influence du cosmos par toutes ses faces. La matière est toute différente de l'espace homogène de l'*Essai*. L'intuition de la matière, loin d'être une connaissance nuisible ou susceptible de se mélanger indûment au temps, nous éviterait au contraire cette erreur si nous savions nous hausser jusqu'à elle. C'est elle aussi qui garantit suprêmement l'existence de l'objet et détruit l'idéalisme. La matière, dans sa dignité d'objet existant, est présent perpétuel, tandis que l'espace est simplement intemporel, parce que possible. L'intuition de la matière est, pour nous, une « présentification » intégrale : nous devenons l'extériorité même car « percevoir toutes les influences de tous les points de tous les corps serait descendre à l'état d'objet matériel » (1). L'intuition de la matière suppose, d'ailleurs, l'intuition de notre durée dans sa totalité, car, pour passer dans le présent de la matière, il faut d'abord être parfaitement contemporain de soi-même.

La perception pure est déjà bien inférieure à l'intuition de la matière. Incapable d'en saisir l'unité, elle

(1) *Matière et Mémoire*, p. 28.

l'attaque du côté de la multiplicité. Mais elle est pure encore, en ce sens qu'elle est parfaitement présente, que nul élément emprunté à notre passé ne l'altère encore. A vrai dire, la sensation introduit déjà la division dans la nature, car nos sens ne recueillent que les excitations auxquelles nos tendances réagissent. La seule présence des êtres vivants supprime automatiquement « toutes les parties des objets auxquelles leurs fonctions ne sont pas intéressées. Ils se laisseront traverser, en quelque sorte, par celles d'entre les actions extérieures qui leur sont indifférentes ; les autres, isolées, deviendront perception par leur isolement même ». La perception pure consiste donc précisément dans l'immense réduction que nous faisons subir au réel, dans le choix qui, réduisant à très peu le nombre des excitations, permet précisément à nos réactions d'êtres supérieures et garantit par là notre liberté. Ainsi la perception pure « exprime et mesure la puissance de l'être vivant, l'indétermination du mouvement ou de l'action qui suivra le mouvement recueilli. » Mais, du même coup, nous opérons une première division de la matière, qui tient précisément aux suppressions que nous avons opérées : « Nos perceptions, écrit Bergson, nous donnent le dessin de notre action possible sur les choses bien plus que celui des choses mêmes. Les contours que nous trouvons aux objets marquent simplement ce que nous en pouvons atteindre et modifier. Les lignes que nous voyons tracées à travers la matière sont celles mêmes sur lesquelles nous sommes appelés à circuler. Contours et routes se sont accusés au fur et à mesure que se préparait l'action de la conscience sur la matière... (1) » Bien qu'elle transforme ainsi le réel, la perception ne le déforme pas encore, parce qu'elle est pure. La sensation pour Bergson ne saurait être trompeuse, parce qu'elle n'est pas un

(1) *Évolution créatrice*, p. 206.

symbole mais seulement *de l'extériorité choisie*. Présente à la matière, comment pourrait-elle la défigurer ? Elle est limitée, et par là se *distingue* précisément de l'objet, mais elle n'en est pas *séparée*, lui étant présente. Par là encore le monisme idéaliste se trouve réfuté. La vérité de cette perception subsiste, d'ailleurs, à l'intérieur de l'intuition de la matière.

Mais la perception pure n'est qu'une limite de la connaissance ordinaire. Étant durée, notre mémoire s'immisce dans la sensation et la transforme en perception mixte. Il y a toujours adultère. La matière devient espace, le présent intemporel. « Ainsi, le même mouvement qui porte l'esprit à se déterminer en intelligence, c'est-à-dire en concepts distincts, amène la matière à se morceler en objets nettement extérieurs les uns aux autres. *Plus la conscience s'intellectualise, plus la matière se spatialise* (1). »

La perception mixte est un composé de présent et de passé. Essayons de découvrir, maintenant, où s'enfonce la coupure entre ces deux qualités du temps irréversible. A vrai dire, notre passé accompagne notre présent comme son ombre. « L'attention à la vie » tend notre passé vers l'avenir, par-dessus le présent, mais, sans cet effort, notre mémoire serait contemporaine de la perception ; aussi paradoxal que cela paraisse, nous aurions le souvenir du présent « si la volonté sans cesse tendue vers l'action n'empêchait le présent de se retourner sur lui-même, en le poussant indéfiniment vers l'avenir » (2). Que l'attention se relâche légèrement et nous sommes distraits : déjà les objets paraissent s'éloigner quelque peu. Mais qu'elle se détende encore, comme dans l'illusion de la fausse reconnaissance, et le souvenir sera contemporain du présent. A cela, rien que de très conforme à nos idées, car « ou le présent ne laisse aucune

(1) *Évolution créatrice*, p. 206. — (2) *Énergie spirituelle*, p. 139.

trace dans la mémoire, ou c'est qu'il se dédouble à tout instant, dans son jaillissement même, en deux jets exactement symétriques, dont l'un retombe vers le passé, tandis que l'autre s'élançait vers l'avenir. Ce dernier, que nous appelons perception, est le seul qui nous intéresse. Nous n'avons que faire du souvenir des choses pendant que nous tenons les choses mêmes. La conscience pratique écartant ce souvenir comme inutile, la réflexion théorique le tient pour inexistant. Ainsi naît sans doute l'illusion que le souvenir succède à la perception» (1). La mémoire est donc bien la totalité de notre vie spirituelle, puisqu'elle accompagne le présent, constitue le passé et se projette vers l'avenir.

La mémoire s'étage de la mémoire habituelle au souvenir pur. Habitudes, concepts, principes scientifiques, intelligence, images constituent la mémoire tournée vers l'avenir et qui ne transcende l'action que pour mieux s'y insérer à nouveau. Mais lorsque les images adhèrent à notre vie, expriment notre roman entier avec cette saveur forte des choses que jamais on ne verra deux fois et qui sont inutiles, elles sont des souvenirs. Sur ce plan, il n'existe pas d'oubli, parce qu'il n'y a plus nécessité de choix et d'adaptation au présent. La continuité de la durée s'oppose d'ailleurs à la disparition du moindre détail qui en a fait partie. Notre vie réelle, notre caractère se trouvent donc dans ce qu'il faut appeler l'inconscient et les souvenirs qui y rôdent paraissent *virtuels*. Mais ce terme que Bergson emploie, comme celui « d'action virtuelle », est éminemment équivoque. La réalité est tout entière en acte, avait conclu l'*Essai*, notre vie, à tous les plans, est mobilité pure, perpétuelle action. Toute virtualité ne peut provenir que d'un point de vue extérieur, de l'intelligence. On ne saurait concevoir donc que les souvenirs ou les actions soient véri-

(1) *Énergie spirituelle*, p. 139.

tablement virtuels. Ce n'est qu'une façon de parler relative à notre conscience, à notre attention à la vie, à notre adaptation à la matière. Mais pour n'être pas dans le faisceau de l'attention et projetés vers la matière, les souvenirs n'en existent pas moins positivement et vivent d'une vie perpétuellement en acte dans la durée pure qui nous constitue. L'actualité de notre durée spirituelle, qui est tout notre caractère, n'est pas moindre, certes, que l'actualité de notre corps. Et c'est même l'intuition de ce moi intime que Bergson nous proposait dans l'*Essai*, comme la conversion d'attitude indispensable qui, nous plaçant au centre de nous-mêmes, immanents à notre personnalité singulière, nous permet de saisir l'absolu d'où l'effort philosophique prendra son essor.

Si nous embrassons du regard la multiplicité de plans de notre être et l'unité de tension qui le tend d'une façon continue, bien qu'hétérogène qualitativement, de l'extériorité pure à la pure intériorité, le rôle du corps apparaît avec évidence. Il nous insère dans le présent. L'action naissante du cerveau joue l'action virtuelle de la pensée et la projette dans l'action effective sur la matière. Puisque notre corps est notre présent, il est clair que nous ne saurions être présents à ce monde que par lui. Cela n'implique nullement d'ailleurs qu'il n'existe point d'autre univers que celui des objets matériels, mais seulement que le cerveau est la condition indispensable à la «présentification» du souvenir, car qui, sinon lui, pourrait nous *rappeler* de notre passé à l'attention à la vie ?

L'hypothèse est maintenant complète et claire et Bergson peut aborder l'étude des maladies de la mémoire pour la contrôler.

Nous ne saurions entrer ici dans les détails. Examinant à nouveau les différents cas d'amnésie et d'aphasie, Bergson constate, comme il s'y attendait, que, loin de «prouver» la théorie des localisations, ils la détruisent,

alors que son hypothèse cadre bien avec les faits connus et semble la plus commode pour en rendre compte.

La loi de Ribot ne s'explique que si l'on suppose un affaiblissement graduel du cerveau tout entier. Une corde qui se détend, ne se détend pas en un point. C'est la puissance de recevoir, d'inhiber et de transmettre les mouvements, qui tout entière s'affaiblit. Le cerveau est de moins en moins capable d'action naissante. Dès lors, on conçoit que la disparition des souvenirs suive toujours le même ordre, quelle que soit la marche de la lésion. La capacité motrice du cerveau s'affaiblissant graduellement, il est de moins en moins apte à mimer ce qu'il y a de jouable dans la pensée. Disparaissent donc les premiers les souvenirs où l'élément moteur est le plus faible, qui sont les plus difficilement jouables, et ce sont les noms propres. S'évanouissent les derniers, au contraire, les verbes, qui expriment des actions, les interjections, qui ne sont que des attitudes motrices : très affaibli le cerveau peut encore les mimer. Mais les souvenirs ne sont pas *détruits* par la maladie ; seulement, le cerveau ne peut plus les actualiser dans le présent des corps.

Qu'ils demeurent, c'est ce que prouvent, d'ailleurs, les cas de guérison d'amnésiques. On constate, alors, que les souvenirs perdus réapparaissent. *Or, il est manifeste qu'on ne saurait réapprendre des souvenirs !* Une langue, des habitudes, une science, peuvent être étudiées à nouveau. Mais les souvenirs sont des faits passés, singuliers, qu'il serait impossible de retrouver, s'ils avaient été détruits, car le temps est irréversible. On se voit donc obligé de conclure que, durant la maladie, ils demeureraient, mais ne pouvaient être rappelés dans le présent, parce que la capacité de les jouer s'était affaiblie dans son ensemble.

Bergson estime avoir le droit de conclure : « Le rôle du cerveau est d'assurer, à tout moment, l'insertion parfaite de l'esprit dans son entourage actuel, grâce à

l'élimination de l'inutile. Il ne peut créer aucune *qualité* psychologique. Et c'est lui attribuer cette puissance de création que de tenir nos sentiments immédiats pour relatifs à notre constitution cérébrale. La constitution du cerveau expliquera l'*absence* de ces sentiments chez certains êtres ou dans certains cas, jamais leur présence (1).» Par conséquent, « l'état cérébral constitue le souvenir ; il lui donne prise sur le présent par la matérialité qu'il lui confère ; mais le souvenir pur est une manifestation spirituelle (2).»

Ainsi, la matière à son plus haut point, la pensée à son plus bas, loin d'être en continuité, laissent voir, comme le pressentait Bergson dès le début, un écart, un rapport vivant. « Je voyais, dit Bergson, au moment précis où le fait de conscience va se doubler d'un concomitant cérébral, pourquoi et comment la pensée a besoin de développer en mouvement dans l'espace tout ce qu'elle renferme en elle d'action possible, tout ce qu'elle a de *jouable*. Je voyais aussi, dans le fait psychologique qui se surajoute à l'activité cérébrale, quelque chose de partiellement libre, de partiellement indéterminé, la partie *jouable* de ce fait étant déterminée rigoureusement par ses conditions physiques, tandis que le côté image ou représentation de ce même fait était beaucoup plus indépendant. De là se dégageait à mes yeux... le sens véritable de la distinction entre l'âme et le corps, ainsi que la raison pour laquelle ils s'unissent ensemble et collaborent (3).»

Parvenu ainsi au terme de son effort de restauration des dualités opprimées par les différents monismes, Bergson, se trouve, par là même, placé devant la

(1) *Vocabulaire de philosophie*, Lalande, p. 333.

(2) *Matière et Mémoire*, p. 269.

(3) *Bull. de la Soc. fr. de Phil.*, 2 mai 1901, p. 48-49.

dualité tragique de la société : l'utilitarisme bourgeois et le désintéressement des poètes. C'est aussi l'opposition qu'il retrouve à l'intérieur de l'homme entre le plan de l'action et le plan du rêve et qui tient à sa double nature de matière et de mémoire. L'homme est un rêveur obligé à l'action et toutes les dualités peuvent s'exprimer en termes tragiques, car elles affirment la contradiction qui, comme le veut Hegel, pose la nature de l'homme. La mémoire, qui est durée, transcende par là même la durée et la fige en concepts. Les souvenirs purs, qui constituent notre vie spirituelle, restent virtuels tant qu'ils ne s'insèrent pas dans la matière. La destinée spirituelle de l'homme est dans le détachement, dans le rêve, car « pour pouvoir s'abstraire de l'action présente il faut pouvoir rêver » et que « l'homme seul est peut-être capable d'un effort de ce genre ». Mais cet effort nous est très difficile, car « le passé où nous remontons ainsi est glissant, toujours sur le point de nous échapper, comme si cette mémoire régressive était contrariée par l'autre mémoire, plus naturelle, dont le mouvement en avant nous porte à agir et à vivre » (1). L'action est la loi imposée à ce rêveur, à tel point que nous ne pouvons nous saisir de notre détachement même qu'en nous y réinsérant : nous ne savons rappeler nos souvenirs qu'en nous adaptant au présent ! À la liberté de l'*Essai*, qui se fonde sur notre immanence à notre durée, s'oppose la liberté de l'action sur la matière qui tient à la prévision, c'est-à-dire aux mépris de la durée. Le monisme est faux précisément parce que nous ne saurions rester dans le plan du rêve pur ou dans la pure action. Notre vie est hybride, notre être amphibie. « *Attachement et détachement*, voilà les deux pôles entre lesquels la moralité oscille... Si l'on ne s'attache pas à la vie, l'effort manque d'intensité. Si l'on ne s'en détache pas au moins légèrement

(1) *Matière et Mémoire*, p. 80.

et par la pensée, l'effort manque de direction (1).» Les plans extrêmes se mélangent, concrètent des produits mixtes, — perception, concepts, science, — qui bien que contraires à la vérité du rêve, comme à celle de la matière, n'en sont pas moins les instruments d'une adaptation supérieure au monde extérieur. Que ces mixtes n'aient d'autre but que cette adaptation, on le voit lorsque le mélange des plans n'aboutit pas à l'action supérieure : il y a alors simplement confusion et de cette confusion naît le ridicule : celui qui rêve dans le plan de l'action, comme Don Quichotte et comme l'albatros traîne en marchant ses grandes ailes, où le business man qui se voudrait poète prêtent au rire. Certes, Don Quichotte est sublime et Bergson est d'accord avec les poètes de son temps pour affirmer la supériorité hautaine du rêve sur l'action. Les souvenirs ne sont pas virtuels en eux-mêmes et l'univers où ils vivent n'est pas moins réel que celui des corps : « L'inconscient, dit Bergson, consiste dans une certaine lacune de l'état psychologique actuellement conscient, mais dans une lacune qui a un caractère positif et qui est tout autre chose qu'un simple vide, car nous la sentons agissante... (2)» Le plan du corps n'est pas privilégié et c'est un tort de le prendre pour critère de réalité. Dans une conception dualiste comme celle de Bergson, la réalité présente ne saurait être la seule réalité, dans ce sens que, en fait, il n'y a pas qu'un seul présent. Notre mémoire n'est passée que par rapport au présent du corps, fait d'instantanéités juxtaposées ; mais la continuité et la totalité organique de notre durée est sans doute perpétuellement présente (et non passée) dans un monde opposé, ouvert sur quelque immense aurore. Bergson affirme souvent la supériorité de la vie spirituelle pure sur la vie mixte la

(1) *Bulletin cité*, p. 57.

(2) *Bull. de la Soc. fr. de Phil.*, novembre 1909, p. 45.

mieux équilibrée : le talent, le génie se mesurent au degré de détachement de l'action, car ils sont surtout la capacité d'apercevoir les choses dans leur singularité, dans leur en soi. Et même, ajoute Bergson, « si ce, détachement était complet, si l'âme n'adhérait plus à l'action par aucune de ses perceptions, elle serait l'âme d'un artiste comme le monde n'en a point vu encore » (1). Bien plus, lorsqu'on conçoit correctement l'unité de notre vie spirituelle, son indivisibilité, l'indépendance qu'elle manifeste à l'égard du corps, on ne peut que soutenir contre le monisme l'existence de cet univers purement spirituel et éternel dont notre durée pure relèverait. Dans ces conditions l'immortalité de l'âme devient si proche que ce sera aux matérialistes d'établir qu'elle disparaît avec le corps : « la survivance devient si vraisemblable que l'obligation de la preuve incombera à celui qui nie, bien plutôt qu'à celui qui affirme » (2).

Mais ces probabilités n'apporteraient de solution que pour la vie future. Dans le présent n'existe-t-il point de remède à toutes ces tragiques contradictions ? Est-on condamné, quand on se veut une destinée spirituelle au grand saut de clown de Bainville et ne peut-on briser la vitre des phénomènes qu'au risque de tomber pendant l'éternité ? Suicide beau, certes, mais suicide quand même, par la suppression d'une réalité.

Le dualisme n'apparaît nécessaire et irrémédiable que lorsqu'on considère la multiplicité des plans de notre vie d'un point de vue extérieur et statique, comme le plan de profil d'un immeuble. Alors, la vérité de l'étage du rêve et celle de l'action se dressent, inconciliables. C'est que dans « l'ère successive » de l'intelligence on conçoit chaque étage horizontalement au lieu de participer au mouvement de la vie qui est un élan vertical.

Déjà la perception est un premier ascenseur qui fait

(1) *Le rire*, p. 157. — (2) *Énergie spirituelle*, p. 62.

communiquer divers plans. C'est pareillement un courant d'air vertical qui rend compte des concepts, dont l'essence est dans le va-et-vient de la multiplicité des souvenirs à l'unité de l'image sonore qui les matérialise. Plus l'énergie spirituelle mise en jeu est grande, plus le mouvement vertical traverse de plans et plus il prend d'amplitude : l'intellection est l'initiative spirituelle qui s'élance vers l'objet en coupant au travers de nos multiples étages et l'effort d'invention n'est pas autre chose que le tuyau vertical du schéma dynamique où une trombe s'anime d'un mouvement pénétrant, qui emporte dans la danse souvenirs, images, conscience, perception, pour aboutir à l'œuvre.

Mais le plus grand effort est celui, perpétuellement exigé, d'inventer notre propre vie. Si, comme l'*Essai* nous l'avait promis, nous sommes en acte lorsque contemporains de nous-mêmes, si notre durée est vraiment créatrice, l'« élan de conscience » (1) ne peut être que l'effort incessant d'inventer au profond de nous-mêmes une perpétuelle naissance. L'accélération verticale doit aller jusqu'à la limite de tous nos plans, revêtir notre propre ampleur. L'intuition seule, contemporaine partout et partout pure d'extériorité, échappe à toute virtualité et peut se vouloir coextensive à l'entière actualité. L'énergie spirituelle trouvera sa récompense dans l'unification intégrante des objets : l'intuition de nous-mêmes, précédant l'intuition de la matière, ne laissera nulle part planer l'ombre de la multiplicité. Qu'elle s'élargisse, alors, d'abord au centre de nous, la trombe de la vie, et progressivement happe tout ce qui subsiste en nous d'horizontalité ! L'équilibre véritable entre le rêve et l'action ne naît pas d'un compromis ni d'un traité mitoyen, mais de leur résorption intégrale dans l'élan d'invention de notre vie, qui, comme une fusée,

(1) *Énergie spirituelle*, p. 161.

emporte au ciel tout ce que nous pouvons contenir de matière...!

*
* *

La seconde conversion de Bergson l'amène au spiritualisme comme la première l'avait établi dans le personalisme et dans l'absolu. Mais le progrès n'est pas clos : il reste bien des dualités à rétablir et aussi à montrer plus clairement ce qui les dépasse et constitue l'unité du cosmos.

Alexandre PAPADOPOULO.

(à suivre.)

Compagnie Centrale d'Éclairage
par le Gaz et par l'Électricité

LEBON & C^{IE}

LE CAIRE >< ALEXANDRIE

Force Motrice Électrique
Tarifs Réduits pour Industries

Vente à tempérament et location
de chauffe-bains à gaz et d'appareils

Appareillage en tous genres

GAZ ET ÉLECTRICITÉ

Cokes calibrés - Brai (Pitch)
Goudron brut et deshydraté
Huiles minérales dérivées
du goudron - Naphtaline

REVUE DU CAIRE

Organe mensuel de l'Association Internationale
des Écrivains de Langue Française

(Section d'Égypte)

COMITÉ DE LECTURE :

MOHAMMED ZULFICAR BEY, TAHA HUSSEIN BEY,

GASTON WIET.

Abonnements pour l'Égypte P. T. 75
pour l'Étranger le port en plus.

On est prié de s'adresser à M. GASTON WIET, pour tout ce qui
concerne la rédaction (5, Rue Adel Abou Bakr — Zamalek —
Le Caire), et à M. ALEXANDRE PAPADOPOULO, pour tout ce
qui concerne l'administration (3, Rue Nemr — Le Caire).

LE NUMÉRO : 7 PIASTRES.